



Michal Kalecki
et
l'essor de la
macroéconomie

Michael ASSOUS
Paul FOURCHARD

ENS ÉDITIONS

FEUILLETS
ÉCONOMIE POLITIQUE MODERNE

Michaël Assous
Paul Fourchard

Michal Kalecki
et l'essor
de la macroéconomie

suivi de
Trois systèmes
de Michal Kalecki

ENS ÉDITIONS
2017

Table

Introduction	9
1 Un économiste énigmatique	11
2 Théorie de l'emploi et des profits de Kalecki	23
3 Économie politique du plein-emploi	75
Conclusion	91

Trois systèmes

Michal Kalecki

Traduit par Michaël Assous et Paul Fourchard

Introduction	95
Hypothèses	95
Système I	97
Système II	101
Système III	109
Conclusion	113

Bibliographie générale	115
------------------------	-----

Introduction

PIONNIER DE la macroéconomie moderne, le Polonais Michal Kalecki est certainement le moins bien connu des grands économistes du xx^e siècle. Encore aujourd'hui, il n'est pas aisé d'évaluer son apport à la théorie macroéconomique contemporaine tant ses recherches semblent éclatées en corpus théoriques bien distincts. À bien des égards, sa trajectoire est une énigme. Sans même parler de ses origines marxistes, Kalecki est crédité d'avoir anticipé la *Théorie générale* de John Maynard Keynes ; d'avoir élaboré la première modélisation macroéconométrique ; d'avoir démontré l'importance macroéconomique de la concurrence imparfaite ; quand d'autres le voient essentiellement comme un auteur hétérodoxe en rupture avec la macroéconomie de son temps.

Kalecki a mené une vie d'exilé, participant aux débats de son temps et interpellant les puissants des nombreux pays dans lesquels il s'est rendu. Même si ses préconisations n'ont pas toujours été retenues, il est resté pendant plus de cinquante ans un observateur sans concessions des changements de son époque. Il a tenté de peser, avec détermination mais sans toujours y parvenir, dans les débats autour des stratégies de sortie de crise au début des années 1930, du financement de la Seconde Guerre mondiale au Royaume-Uni dans les années 1940, des politiques de dépenses publiques en Europe continentale dans les années 1950 et 1960, des stratégies de développement des pays émergents et des régimes de croissance des économies socialistes.

C'est pourtant dans la science économique que Kalecki joue un rôle majeur. Aux côtés de Keynes mais aussi de Ragnar Frisch et Jan Tinbergen, il déclenche dans les années 1930 une révolution dans cette discipline. Certes, Keynes est l'économiste au centre des débats. Cependant, à cette époque, Kalecki donne la forme opératoire à la théorie de l'emploi

keynésienne. Il relie la macroéconomie à la comptabilité et établit des passerelles avec l'économétrie. Condensant de multiples apports de ces « années de haute théorie », il construit en un temps très bref la macroéconomie comme champ de recherche autonome et établit des liens précis entre celle-ci et la microéconomie. Il fournit également des justifications aux interventions étatiques visant à contrôler la conjoncture.

Avec le recul de l'Histoire et les travaux croisés des historiens de la pensée économique¹ et des économistes qui l'ont côtoyé², il est aujourd'hui possible de mieux apprécier la réalité de son projet et la portée de son héritage.

Cette présentation de Kalecki s'organise en trois parties. La première retrace les grandes étapes de sa vie. La deuxième examine les concepts centraux de sa théorie de l'emploi et de la répartition du revenu : la demande effective, le multiplicateur, l'analyse des cycles et de la croissance. Enfin, la dernière partie détaille l'économie politique associée à ses théories.

- 1 Voir Feiwel (1975), Sebastiani (1994), Sawyer (1985) et Lopez et Assous (2010) pour une discussion analytique de l'apport de Kalecki, ainsi que la biographie intellectuelle réalisée par Toporowski (2013) et sa recension par Assous (2014).
- 2 Voir notamment les témoignages recueillis par Osiatynski pour l'édition des œuvres complètes de Kalecki.

Un économiste énigmatique

NOUS DISPOSONS de peu d'éléments sur la vie de Kalecki. Aussi est-il difficile d'en retracer les grandes étapes en détail. Kalecki est né en Pologne en 1899. Son enfance et la fin de sa vie s'y déroulent. Entre-temps, il a beaucoup voyagé. En 1936, il se rend en Suède, en Norvège, puis s'installe en Grande-Bretagne de 1936 à 1944 où il séjourne d'abord à Cambridge puis à Oxford, les deux centres universitaires dominants et rivaux de Grande-Bretagne. De là, il se rend à plusieurs reprises en France. Durant cette période, Kalecki amende et consolide la théorie de l'emploi qu'il a élaborée dans les années 1930. Au sein de plusieurs groupes de travail, il collabore avec les plus proches interlocuteurs de Keynes tels que Roy Harrod, Joan Robinson, Piero Sraffa, Austin Robinson, Richard Khan et se lie d'amitié avec l'économiste marxiste Maurice Dobb. Pendant cette période, Kalecki s'entoure également d'économistes exilés comme lui avec lesquels, au sein de l'Oxford University Institute of Statistics, il participe activement aux débats sur le financement de l'effort de guerre et des politiques publiques.

En 1945, Kalecki se rend au Canada puis aux États-Unis où il travaille en tant qu'économiste aux Nations unies à New York. En raison de la montée du maccarthysme, Kalecki retourne en Pologne en 1955. En tant qu'économiste en chef à la Commission centrale de planification, il tente d'influencer, sans succès, les décisions économiques du gouvernement communiste polonais en faveur d'un régime de croissance davantage tourné vers la consommation. Insatisfait, Kalecki consacre les quinze dernières années de sa vie à l'enseignement de l'économie, aux politiques de développement et à la recherche mathématique. Très isolé, il meurt à l'âge de 71 ans.

Un économiste à l'intersection de Marx, Frisch et Wicksell

Au début des années 1920, Kalecki suit des études de mathématiques à l'université de Varsovie puis d'ingénierie à l'université de Gdansk. Toute sa vie, il s'est montré passionné par les mathématiques et l'usage des statistiques. Kalecki était notamment convaincu que la formalisation mathématique introduisait souvent une véritable clarté en économie.

Kalecki est issu d'une famille juive aisée. La faillite de l'entreprise de son père l'oblige cependant dans les années 1920 à cesser ses études et à trouver un emploi. C'est au sein d'une société de notation de crédit qu'il commence à s'intéresser à l'économie. En l'absence d'une formation universitaire systématique dans ce domaine, Kalecki se conduit en autodidacte et lit par lui-même les grands classiques.

La biographie intellectuelle de Kalecki réalisée par Jan Toporowski (2013) fournit des éléments de compréhension du contexte dans lequel s'élabore sa théorie. Bien qu'il ne milite dans aucun parti au moment de l'indépendance de la Pologne, Kalecki suit de près les évolutions politiques de la période et affiche dans plusieurs cercles de discussion sa sympathie pour le mouvement socialiste et son soutien à la révolution russe. Ses affinités politiques le poussent à lire les ouvrages marxistes de Lénine et Rosa Luxemburg, ainsi que ceux de Tugan Baranowski fondés sur les schémas de reproduction de Karl Marx. Il est également marqué par la lecture de l'ouvrage de John Hobson sur l'impérialisme. Cette littérature met particulièrement l'accent sur le rôle néfaste des trusts et des cartels. On peut penser que c'est cette importance accordée aux monopoles dans la tradition marxiste qui le conduit à s'intéresser de près à la structuration des marchés et à la politique des grands trusts. C'est d'abord en tant que journaliste que Kalecki écrit sur ce sujet. Il publie à partir de 1928 la majorité de ses articles dans la revue bimensuelle du principal syndicat patronal de l'époque *Przegląd Gospodarczy* («Revue économique»).

Toporowski suggère que la théorie que Kalecki élabore durant les années 1930 trouve ses racines dans ses analyses journalistiques de la fin des années 1920 (Toporowski 2013, p. 19). Dans ces articles, Kalecki étudie principalement les structures de certains marchés (notamment des matières premières) et l'influence des grands trusts sur les relations internationales (avec une attention particulière portée aux relations entre l'URSS et les grandes puissances occidentales). On y trouve des réflexions sur les causes économiques de la formation des monopoles, ainsi que

sur les « guerres » entre les trusts des différents pays pour dominer le marché mondial. Dans ses travaux théoriques, il met toutefois en évidence une dynamique cyclique indépendante de la structure des marchés. Le rôle des trusts est surtout politique. Ces derniers ont un impact sur les choix politiques des gouvernements mais aucun sur la dynamique globale. Il semble donc que ce soient surtout des considérations politiques qui orientent le travail journalistique de Kalecki. À la différence de Toporowski, nous pensons que sa théorie du cycle et de l'emploi est davantage marquée par son activité au sein de l'Institut de Varsovie sur les cycles et les prix à partir de 1929 que par son activité journalistique.

L'institut est créé en 1928 par le ministre du Commerce et des Finances Eugeniusz Kwiatkowski dans un contexte de chômage important face auquel ce dernier cherche à combiner une politique de lutte contre les cartels avec un accroissement du rôle de l'État dans l'organisation de l'industrie. Il est dirigé par Edward Lipinski, alors jeune professeur à l'université et membre du parti socialiste. Ce dernier utilise sa position pour recruter de jeunes chercheurs exclus de l'université pour des raisons politiques ou religieuses et susceptibles de développer des idées nouvelles en rupture avec la tradition universitaire fortement marquée par les travaux de l'école de Lausanne et majoritairement libérale. Parmi ces jeunes recrues figurent Kalecki, mais également les statisticiens Jan Wisniewski et Ludwick Landau, ainsi que l'économiste wicksellien Marek Breit avec lesquels il collabore étroitement. Rapidement, ses travaux théoriques structurent la vision de ce groupe intellectuel.

Il publie par exemple avec Wisniewski, en 1931, une étude visant à éliminer les fluctuations saisonnières du chômage pour en dégager les évolutions structurelles. Il collabore également avec Landau avec qui il publie les premières estimations du revenu national, dont la spécificité est d'intégrer une analyse de la répartition entre classes sociales. Ils élaborent des techniques de comparaison internationale des données qui sont discutées dans les autres instituts de conjoncture, notamment l'institut allemand. Leur approche est symptomatique de l'évolution de la statistique à cette période qui, de plus en plus, cherche à dégager des fluctuations structurelles derrière les séries de données temporelles. Dès le début des années 1930, ils adoptent un cadre analytique qui fait de l'investissement le principal déterminant des fluctuations de l'emploi. Ce cadre est celui de la théorie du cycle et de l'emploi que Kalecki élabore durant cette période. Celle-ci est en effet discutée dès 1930 et il semble que Kalecki et les autres membres de l'institut, tout en améliorant les aspects théoriques, construisent des modèles statistiques visant à la confronter aux faits.

En 1932, il participe avec Oskar Lange à la publication d'une revue politique intitulée *Przeгляд Socjalistyczny* (« Revue socialiste »), dont l'objectif explicite est de contribuer au mouvement socialiste de manière critique et indépendante des partis. Il y publie une série d'articles portant sur la crise de 1929 et les perspectives de reprise dans les différents pays, les relations entre l'URSS et les autres puissances, des analyses du poids politique de certains grands patrons comme Ivar Kreuger ou Henry Deterding¹.

C'est peut-être sur le thème de la déflation salariale que Kalecki se démarque le plus nettement de ses contemporains. À la différence des économistes d'inspiration libérale ou marxiste, Kalecki ne pense pas que la restauration de niveaux d'emploi élevés passe par une baisse des salaires. Dans une économie contrainte par la demande, une telle politique est sans effet durable sur l'emploi. Son argument est qu'une composante essentielle de la demande globale, l'investissement, à court terme, est autonome. C'est pourquoi, quand bien même les entreprises décideraient d'accroître leur production à la suite d'une baisse de leurs coûts, un excès d'offre de biens s'ensuivrait nécessairement, provoquant inévitablement une baisse des prix et le retour à la situation initiale. Aussi, Kalecki conclut-il avec force qu'on ne peut sortir des difficultés économiques par le bas. Sa thèse est que seule une politique de relance budgétaire coordonnée à l'échelle internationale est à même de sortir l'économie de la récession. En stimulant initialement la demande globale et non l'offre, l'économie peut atteindre, en vertu du principe du multiplicateur, un équilibre plus favorable caractérisé par un chômage plus faible. Il adjoint dès 1932 à cette analyse une critique de « l'impérialisme » et de l'influence politique des grands groupes qui bloquent la mise en œuvre d'une telle relance. À cette époque, Kalecki n'est pas seul à prôner le recours à ce type de politique publique. Ce qui est remarquable, en revanche, est qu'il développe une argumentation systématique nouvelle permettant de la justifier, de la quantifier et de l'articuler à d'autres politiques, notamment des politiques de redistribution du revenu.

En 1933, il publie en polonais un ouvrage d'une centaine de pages ultérieurement intitulé *Essay on the Business Cycle*². L'ouvrage se propose

- 1 Ces articles, ainsi que les études statistiques mentionnées plus haut, sont regroupées dans *Collected Works of Michał Kalecki*, vol. 6 : « Studies in Applied Economics 1927-1941 » (Kalecki 1996).
- 2 La version anglaise n'est disponible que depuis la parution des œuvres complètes de Kalecki en 1990 (Kalecki 1990, p. 65-108) tandis qu'une version révisée de cet ouvrage est parue en anglais en 1971 dans l'ouvrage *Selected Essays on the Dynamics of a Capitalist Economy*, 1933-1970.

de rendre compte des mouvements de l'économie à partir d'un système macroéconomique, dynamique et directement estimable empiriquement. Unissant la théorie économique, la statistique et les mathématiques, cette contribution constitue un événement marquant de l'histoire de l'économétrie et fait de Kalecki un pionnier du programme de recherche lancé par Ragnar Frisch deux ans auparavant. Pour la première fois est décrit sous forme mathématique le fonctionnement d'une économie contrainte par la demande.

Dans plusieurs articles publiés en anglais, français et polonais, entre 1933 et 1935, Kalecki détaille les nombreuses idées de son *Essay*. En 1935, dans la revue *Econometrica*, il précise les propriétés mathématiques de son modèle. La même année, dans la *Revue d'Économie Politique*, il explicite sa théorie de l'emploi et des prix et traite de manière plus approfondie de la détermination des taux d'intérêt. En 1934, dans la principale revue académique polonaise d'économie, la revue *Ekonomista*, il confronte sa théorie de l'emploi aux théories macroéconomiques fondées sur la loi de Say. De ces trois articles, l'article de 1934 est certainement le plus important : Kalecki démontre la possibilité d'un sous-emploi durable³.

C'est donc en autodidacte, grâce à une connaissance des marchés des biens et du crédit, la maîtrise des outils mathématiques et statistiques et ses lectures des grands théoriciens socialistes que Kalecki renouvelle l'analyse économique. Pour Joan Robinson, la rapidité de cette percée s'explique précisément par le fait que Kalecki ne reçoit pas de formation systématique en économie. Ainsi, Kalecki n'aurait pas eu besoin de s'affranchir d'un corpus théorique qu'il ne connaissait tout simplement pas ! Cet argument ne résiste cependant pas à un examen attentif de ses travaux. Il semble bien que Kalecki avait lu des auteurs tels qu'Alfred Marshall, John Maynard Keynes, Knut Wicksell, Albert Aftalion ou encore Joseph Schumpeter. L'article de 1934 montre en effet qu'il possédait une connaissance étendue des théories macroéconomiques de son temps.

Le cas de Wicksell est peut-être le plus significatif. À la lecture de cet article, il ne fait aucun doute que Kalecki connaissait ses analyses, au moins par le truchement des économistes suédois comme Erik Lindhal, Gunnar Myrdal et Erik Lundberg. Pour décrire le fonctionnement d'une économie dans laquelle opère la loi de Say, Kalecki considère, à la manière

3 Initialement, cet article est paru sous le titre « Trzy układy » dans la principale revue d'économie polonaise *Ekonomista* et n'a été traduit en anglais qu'en 1990 à l'occasion de l'édition des œuvres complètes de Kalecki (Kalecki 1990, p. 201-219).

de Wicksell, deux types d'économie monétaire. Une première économie dans laquelle la demande de monnaie est par hypothèse égale à la quantité de monnaie disponible et une seconde économie dans laquelle celle-ci dépend du taux d'intérêt correspondant au coût d'opportunité de la détention de monnaie. Dans ce second cas, il met en évidence des processus cumulatifs de hausse ou de baisse des prix et des salaires en cas de déséquilibres sur le marché des biens. Il montre que ce sont les variations du taux d'intérêt induites par ces variations de prix qui assurent la résorption des déséquilibres. Le taux d'intérêt converge ainsi toujours vers sa valeur d'équilibre, celle qu'il atteint immédiatement dans la première économie. Certes, les mécanismes macroéconomiques qu'il décrit sont nouveaux. Mais Wicksell est bien le point de référence.

Un autre élément mérite d'être souligné. Cet article de 1934 révèle que Kalecki était familier de l'analyse marshallienne par période et des raisonnements marginalistes. L'analyse porte en effet sur la courte période, c'est-à-dire une situation dans laquelle le stock et la structure des équipements fixes sont donnés. Dans ces conditions, l'étude montre que Kalecki maîtrisait parfaitement l'analyse marshallienne de l'équilibre du producteur. Considérons, en particulier, le marché du travail. Parce que la concurrence est « libre », la demande égalise le salaire réel et la productivité marginale du travail. C'est ici le raisonnement à la marge traditionnel qui s'applique. La productivité marginale du travail est simplement la production supplémentaire qui résulte, pour une entreprise, de l'embauche d'une unité supplémentaire de travail. Elle est supposée décroissante à mesure que des quantités croissantes de travail sont utilisées. Tant qu'elle est supérieure au salaire réel, l'entreprise est incitée à embaucher, puisqu'elle peut réaliser un profit. Kalecki tire de ce raisonnement la demande de travail des entreprises, qui lui permet de déterminer la quantité de travail qu'elles souhaitent recruter pour chaque niveau de salaire réel. Aussi, quand les prix et les salaires sont parfaitement flexibles, pour tout niveau de l'offre de travail, s'établit un prix d'équilibre, le salaire réel, correspondant au plein-emploi.

Une percée fulgurante

La percée intellectuelle de Kalecki est fulgurante. En l'espace de quelques années et sans avoir reçu de formation d'économie, Kalecki aboutit à une argumentation systématique révolutionnant l'analyse de l'emploi et de la dynamique.

Sa force est d'avoir défini une même méthode lui permettant de passer aisément de la dynamique économique à la statique. Deux niveaux d'analyse sont envisagés : en statique, l'étude porte sur la formation de l'équilibre macroéconomique à salaire fixe et stock de capital constant, tandis qu'en dynamique, quand le stock de capital et les salaires sont supposés varier, l'analyse traite des cycles et de la croissance. Au premier niveau, l'analyse traite des propriétés de stabilité de l'équilibre temporaire. Au second, l'analyse porte sur les propriétés de stabilité de l'équilibre stationnaire et des trajectoires de moyen et long terme de l'économie.

L'analyse de l'équilibre macroéconomique à salaire fixe est remarquable et préfigure les grands débats macroéconomiques autour desquels se structure la macroéconomie après la parution de la *Théorie générale* de Keynes en 1936. Un des objectifs de Kalecki est de démontrer la possibilité d'un chômage permanent. Le chômage massif régnant en Europe continentale et notamment en Pologne le marque fortement. Pour ce faire, Kalecki définit d'abord une analyse statique en termes de « quasi-équilibre », ou encore d'équilibre temporaire (au sens de John Hicks, 1939). Sont alors prises comme données deux catégories de variables : les fondamentaux usuels, la quantité de monnaie, l'état des anticipations d'une part et les salaires monétaires de l'autre. Or, même si l'analyse d'une économie contrainte par la demande s'écarte significativement d'une analyse fondée sur la loi de Say, la démonstration de l'existence d'un continuum d'équilibres paramétrés par des niveaux de salaire monétaire différents est insuffisante pour montrer que le chômage permanent est possible. Si l'on bloque un mécanisme d'ajustement concurrentiel en fixant un prix, il est normal du point de vue classique qu'il en résulte du chômage. Pour démontrer le caractère permanent du chômage, il faut encore montrer que ce chômage ne peut diminuer par le mécanisme spontané du marché. C'est donc dans ce but que Kalecki passe d'une analyse statique à une analyse dynamique dans laquelle la question centrale devient celle de la stabilité de l'équilibre de plein-emploi. Kalecki indique en effet très clairement, notamment lors de sa controverse avec Arthur Pigou dans les années 1940 sur l'effet d'encaisse réelle, que le bon terrain de l'analyse keynésienne n'est pas la statique comparative mais la dynamique ou, pour le dire autrement, la question n'est pas celle de la démonstration de l'existence d'un équilibre stationnaire avec chômage mais plutôt la démonstration de l'instabilité de l'équilibre de plein-emploi. Sur ce point, Kalecki se démarque nettement de Hicks (1937) et Franco Modigliani (1944) et préfigure plutôt les travaux de James Tobin (1975).

Si Kalecki met sur pied sa théorie en un temps très bref, il rencontre en

revanche de plus grandes difficultés à se faire connaître. Bien qu'il expose une version abrégée de son *Essay* et de sa théorie de l'emploi lors de la conférence de la Société d'économétrie de 1933 à laquelle sont présents des économistes comme Nicholas Kaldor, Frisch ou encore Tinbergen, la portée de ses résultats ne sera pas pleinement perçue. Ce n'est en fait qu'au moment de la parution de la *Théorie générale* que ses contemporains prendront véritablement la mesure de sa contribution⁴.

Dans ces années d'intenses débats sur la signification du message de Keynes, Kalecki apporte d'importantes modifications à son analyse initiale. En 1936, grâce au renouvellement de sa bourse Rockefeller, Kalecki prolonge son séjour à Cambridge où, jusqu'en 1938, il participe au séminaire de recherche animé par Sraffa⁵. L'année 1938 est une année charnière. À l'automne de cette année, il s'engage dans la direction, avec Austin Robinson, Kahn et Sraffa, sous la houlette de Keynes, du *Cambridge Research Scheme of the National Institute of Economic and Social Research into Prime Costs, Proceeds and Output* et précise les bases de sa nouvelle théorie de l'emploi. Se mettent ainsi en place les outils et les ruptures engendrés par le recours à la concurrence imparfaite⁶.

L'enjeu est d'expliquer la stabilité à long terme de la part des salaires constatée par Colin Clark dans son ouvrage *National Income and Outlay* et par Simon Kuznets dans son ouvrage *National Income and Capital formation 1919-1935*. Kalecki admet dans ses premiers travaux que la

- 4 Évoquant la participation de Kalecki en 1936 aux séminaires de Lionel Robbins organisés à la London School of Economics, Kaldor note : « À l'époque où Kalecki est apparu sur le devant de la scène, cependant, j'avais lu la *Théorie générale* de Keynes en Amérique et, tout comme Kalecki ainsi que d'autres personnes, j'avais conscience des similitudes [entre Keynes et Kalecki]. L'idée que partageaient Kalecki et Keynes était que les ajustements économiques ont lieu non pas à travers les variations des prix mais à travers les variations du niveau de la production. C'était une nouvelle idée, révolutionnaire. Jusqu'à cette époque on avait toujours supposé que les perturbations étaient rectifiées par les mouvements des prix laissant le niveau de production inchangé. Mais Keynes dans sa *Théorie générale* comme Kalecki ont introduit l'idée que certains changements économiques conduisent à un nouvel équilibre à travers les variations de la production. » (Kaldor 1989, p. 4)
- 5 Bénéficiant du soutien de Frisch et Tinbergen qu'il rencontre à la conférence de la Société d'économétrie à Leyde, Kalecki obtient une bourse Rockefeller qui lui permet de voyager en Europe. En janvier 1936, il se rend en Suède et rencontre Bertil Ohlin, Lundberg et Myrdal. Découvrant la *Théorie générale* publiée quelques mois auparavant, il décide de se rendre en Angleterre. À son arrivée, Kalecki est encore un parfait inconnu. Les proches collaborateurs de Keynes ne connaissent pas son article paru en 1935 dans *Econometrica*. Très vite, cependant, Kalecki établit des contacts avec les plus proches collaborateurs de Keynes.
- 6 Kalecki démissionnera par la suite de Cambridge pour rejoindre Oxford où il obtient un poste de *research fellow* à l'Institut de statistique d'Oxford. Il restera en Angleterre jusqu'en mars 1945.

concurrence est « libre » et conclut en toute logique, puisque les entreprises opèrent dans la partie croissante de leur courbe de coût, que la part des salaires dans le revenu est contracyclique. Les études de Clark et Kuznets apparaissent ainsi comme des démentis statistiques de sa théorie. Kalecki trouve la réponse dans la concurrence imparfaite. En adoptant ce nouveau cadre d'analyse, Kalecki fait trois hypothèses :

1) dans la majorité des entreprises, les courbes de coût marginal et de coût moyen sont confondues jusqu'au point de pleine capacité ;

2) conformément à l'argument de Harrod (1934) et Kaldor (1934) les entreprises disposent de capacités de production excédentaires et opèrent dans la partie plate de leur courbe de coût ;

3) les entreprises appliquent un taux de marge à leur coût marginal.

Dès lors, en référence à Abba Lerner, Kalecki pose que la répartition du revenu est déterminée par le degré de monopole de l'économie lui-même égal, en concurrence monopolistique, à l'inverse de l'élasticité de la demande. Sur cette base, Kalecki reformule sa théorie du multiplicateur de revenu et développe une théorie nouvelle de l'emploi. Parallèlement, il modifie son analyse des anticipations et développe un système dynamique non linéaire capable d'expliquer la persistance des cycles en l'absence de chocs aléatoires. Toutes ces modifications sont exposées dans ses *Essays in the Theory of Economic Fluctuations* de 1939.

En 1939, Kalecki obtient un emploi de chercheur à l'Oxford University Institute of Statistics. Durant tout son séjour au Royaume-Uni, Joan Robinson y est son principal interlocuteur et son meilleur soutien. Très tôt, Robinson voit dans les travaux de Kalecki la possibilité de poursuivre dans la voie ouverte par Keynes auprès de qui, à plusieurs reprises, elle plaide vigoureusement sa cause. Kalecki se lie également d'amitiés avec Kahn, Dobb, Kaldor, Harrod et Sraffa et collabore étroitement avec les principaux économistes membres de l'Oxford University Institute of Statistics comme Thomas Balogh, Ernst Friedrich Schumacher, David Worswick, Kurt Mandelbaum, F. A. Buchardt et Joseph Steindl.

Kalecki rencontre également Keynes qui nourrissait à son égard des sentiments mitigés, oscillant entre admiration et condescendance. Il semble que Keynes n'appréciait pas le style laconique de Kalecki et ses positions politiques hostiles à la bourgeoisie à laquelle lui-même était étroitement attaché. En dépit de ce désaccord politique radical et des différences de style, les deux hommes parviennent cependant à converger vers des conclusions communes, notamment en ce qui concerne l'analyse de la relation emploi-salaire, de la monnaie et des politiques de plein-emploi.

Un expert international récalcitrant

Kalecki reste à l'Oxford University Institute of Statistics jusqu'en mars 1945, date à laquelle il rejoint l'International Labour Office (ILO) à Montréal où il travaille pendant une courte période sur des problèmes d'emploi et la question de la reconstruction économique. En décembre 1946, il trouve un emploi d'expert aux Nations unies, rattaché à l'Economic Stability and Development Division du département des affaires économiques, qu'il exerce jusqu'en 1955. Pendant cette période, Kalecki correspond avec John Galbraith, Evsey Domar, Paul Sweezy ou encore Alvin Hansen mais se tient à l'écart des milieux académiques américains.

Kalecki rejoint la Pologne en avril 1955 et devient conseiller d'Hilary Minc, alors vice-Premier ministre aux Affaires économiques. De 1955 à 1960, il occupe différents postes de consultant en lien avec la planification. En tant que conseiller, Kalecki joue son rôle le plus important entre 1958 et 1959 au moment de l'élaboration du Plan pour les années 1961-1971. Sévèrement critiqué, en raison de ses objectifs jugés trop modestes et en rupture avec l'orthodoxie communiste, Kalecki est écarté du comité. À partir de ce moment, il décide de se consacrer à la recherche et à des activités d'enseignement.

Kalecki aura ainsi occupé à maintes reprises des postes d'expert au sein d'organismes consultatifs, l'Oxford Institute of Statistics en Grande-Bretagne, l'International Labour Office, les Nations unies ou encore à la Commission centrale de planification en Pologne. À chaque fois, Kalecki fait preuve d'une grande indépendance et ne craint pas de défendre des positions contradictoires. Pendant la guerre, Kalecki est l'un des premiers à se prononcer haut et fort, en opposition à Keynes, en faveur de la mise en place d'un système de rationnement. Il démissionne des Nations unies pour témoigner son hostilité au maccarthysme. C'est encore parce qu'il défend une ligne orthogonale à celle du parti communiste que Kalecki est évincé de la Commission centrale de planification. Il défend l'idée selon laquelle des politiques tournées vers l'investissement ne constituent pas une stratégie de croissance pertinente. C'est d'ailleurs une idée qui vaut également pour les économies de marché : lorsque l'accumulation de capital devient inutile, il convient de produire davantage de biens de consommation.

Les combats d'un économiste socialiste

Toute sa vie, Kalecki s'est tenu à l'écart des partis politiques, que ce soit du parti communiste dans les années 1920 en Pologne ou du parti travailliste en Grande-Bretagne dans les années 1930 et 1940. Pour l'essentiel, sa vie politique a consisté en une activité de conseil économique et en l'écriture d'articles pour des revues socialistes.

Convaincu de la possibilité d'atteindre et de maintenir le plein-emploi par des politiques de dépenses budgétaires et fiscales, Kalecki n'ignorait pas les obstacles politiques parfois insurmontables à leur mise en œuvre. Le principal – indissociable de son cadre d'analyse emprunté à Marx – tient à l'existence d'une asymétrie forte entre détenteurs des moyens de production, les capitalistes titulaires des profits, et les travailleurs salariés. Cette asymétrie trouve son origine dans les imperfections des marchés financiers. Parce que le travail n'est pas un collatéral solide, seules les personnes disposant au préalable d'un capital sont véritablement à même de lever des fonds et d'investir. Aussi, la démocratie des affaires est-elle un mythe et convient-il de distinguer nettement deux classes : les capitalistes et les travailleurs.

D'un point de vue politique, cette asymétrie confère aux capitalistes un grand pouvoir puisque c'est entre leurs mains que repose en définitive le destin de l'économie. Or pour Kalecki, la préservation de cette domination passe avant même la recherche du profit. C'est le thème de son célèbre article, « Political aspects of full employment », qu'il publie dans les années 1940, au moment où se propage l'idée que le chômage peut être combattu par des politiques de relance appropriées. Parce que l'intervention de l'État est susceptible d'atténuer et même d'effacer les effets de cette asymétrie, les capitalistes en tant que classe craignent de voir leur pouvoir politique diminuer et à terme d'être dépossédés de leur capital. Aussi préfèrent-ils contenir l'intervention de l'État quitte à laisser le taux de chômage s'élever, ce qui, par ailleurs exerce un effet disciplinaire fort sur les salariés. Aussi Kalecki n'est pas surpris de voir dans les années 1950, au rythme des élections politiques, ces tensions politiques se manifester par l'alternance de phases de reprise et de ralentissement économique.

Il ressort de cette analyse que seuls des changements institutionnels profonds sont à même de dépasser ces conflits de classe. Si Kalecki analyse, par exemple, le plein-emploi atteint aux États-Unis dans les années 1950 et 1960 comme s'étant fait au prix de dépenses publiques massives d'armement et d'un contrôle des libertés publiques dont le

macarthysme constitue un élément parmi d'autres, il veut croire au début des années 1970 que le capitalisme a effectivement réalisé cette « réforme cruciale » ouvrant de nouvelles perspectives de développement économique.

Théorie de l'emploi et des profits de Kalecki

Et si...

Et si Keynes n'avait pas existé ?

Cette question hante le lecteur de Michal Kalecki tant l'absence de Keynes aurait pu contribuer à mieux apprécier sa contribution. Si l'imagination pouvait se donner libre cours, elle accorderait cependant à Kalecki plus d'audience qu'il n'en eut à ses débuts. Elle irait jusqu'à supposer que Kalecki aurait pu, dès le départ, exposer son approche à un public anglophone.

À titre d'expérience de pensée, disons donc que c'est en anglais que ses premiers travaux furent rédigés, publiés et critiqués...

Kalecki publie en 1933 sa théorie du cycle non pas sous le titre Proba teorii koniunktury mais sous le titre anglais Essay on The Business Cycle Theory. Centrée sur les aspects dynamiques, l'étude s'en tient à un exposé informel et relègue au second plan la théorie de l'emploi.

Ce n'est qu'en 1934, avec la publication de l'article « Three systems » que son message théorique apparaît nettement, faisant alors de lui le chef de file d'une pensée que certains n'ont pas hésité à qualifier de révolutionnaire. S'affranchissant des difficultés associées à la construction d'un système dynamique, il expose les aspects novateurs de sa théorie de l'emploi et la confronte à la théorie classique.

Selon la logique « classique » au sens de Kalecki, l'économie peut être résumée par le jeu simultané de quatre grands marchés principaux, chacun décrit par des fonctions d'offre et de demande : marché du travail, marché financier, marché des biens d'investissement et marché des biens de

consommation. Ces marchés sont tous soumis à un processus de rencontre de l'offre et de la demande, aboutissant à un équilibre, et ils sont tous en interdépendance. En particulier, une entreprise, qui est offreuse sur le marché des biens de consommation, est demandeuse sur le marché du travail. Si cette entreprise souhaite investir, elle est aussi offreuse de titres sur le marché financier et demandeuse de biens sur le marché des biens d'investissement. En premier lieu, Kalecki considère un Système I fondé sur la loi de Say :

Dans le Système I, le principe de préservation du pouvoir d'achat est poussé à son extrême : tout le revenu doit être dépensé immédiatement en biens de consommation ou d'investissement. Ce modèle est, en fait, accepté par tous les économistes classiques. » (Kalecki 1990, p. 201).

Dans ce modèle, l'épargne induit automatiquement un flux de demande d'investissement exactement équivalent.

Qu'en est-il lorsque les revenus issus de la vente des produits ne sont pas immédiatement dépensés ? L'économie renferme-t-elle dans ce cas un mécanisme par lequel l'épargne induit un flux de demande équivalent ? C'est le cas lorsque la demande de monnaie dépend du taux d'intérêt. Le raisonnement de Kalecki est le suivant : admettons que le marché des biens se caractérise par un excès d'offre. En conséquence, les prix diminuent. Aussi les entreprises réduisent-elles leur production et licencient, entraînant du même coup sur le marché du travail l'apparition d'un excès d'offre et la baisse des salaires nominaux. Ce processus déflationniste cesse cependant au bout d'un certain temps. En raison de la baisse des prix, les entreprises disposent de liquidités excédentaires qu'elles placent sur le marché financier. En conséquence, un excès de demande de titre apparaît qui provoque une baisse du taux d'intérêt et une hausse de l'investissement. L'emploi s'élève donc dans le secteur des biens d'investissement, ce qui vient alimenter la demande des biens de consommation. Finalement, l'économie atteint une nouvelle position d'équilibre caractérisée par un taux d'intérêt plus faible et le plein-emploi de la main-d'œuvre.

La « création » et la « destruction » du pouvoir d'achat est seulement responsable d'un processus de perturbation différent de celui du Système I, alors que la position finale atteinte est la même que celle définie lorsque le principe de pouvoir d'achat s'applique, et ce même quand l'inflation par le crédit stricto sensu prend place dans le Système II. (Kalecki 1990, p. 201)¹

1 L'ensemble des citations de Kalecki présentes dans cet ouvrage ont été traduites en français par les auteurs. Les traductions en anglais des publications de Kalecki uniquement parues en polonais de son vivant ont été réalisées par Osziatinski, éditeur des œuvres complètes.

Ainsi, Kalecki développe une vision nouvelle de la loi des débouchés et du processus d'ajustement qui conduit à l'équilibre.

Quand les salaires monétaires ne réagissent pas à l'existence du chômage en tant que tel, Kalecki montre enfin que la loi des débouchés n'est plus valide. L'économie ne renferme plus de mécanisme équilibrant susceptible de maintenir le plein-emploi :

En ce qui concerne ce système qui n'aboutit plus à un équilibre total, on définit le concept de quasi-équilibre. La création et la destruction de pouvoir d'achat (à la différence du Système II) n'influencent pas seulement le processus de perturbation de l'économie à l'équilibre mais aussi la position finale – provoquant le passage d'un quasi-équilibre à l'autre. (Kalecki 1990, p. 201)

Ainsi l'économie peut-elle, en l'absence de variation de l'investissement ou de la consommation, se retrouver bloquée dans une position stable avec chômage.

En conclusion de son article, Kalecki relie ce dernier système à sa théorie du cycle et met en avant l'idée que l'économie, quand il existe une période de gestation des investissements, passe continuellement d'une position de quasi-équilibre à une autre. Le cycle est alors décrit comme une succession d'équilibres temporaires.

Kalecki, offrant ainsi une synthèse entre sa théorie et la théorie classique, Hicks suffisamment averti de la théorie de l'équilibre général, n'a évidemment pas tardé à s'interroger sur la pertinence et la portée de ce modèle macroéconomique capable d'évaluer les effets des politiques de soutien de la demande, d'offrir une forme opératoire à la théorie classique tout en proposant une explication aux cycles. Dans un article significativement intitulé « M. Kalecki et les classiques » paru en 1937, il reconsidère les divergences entre la théorie de Kalecki et celle des classiques². À l'aide d'une analyse graphique, il montre que la divergence entre Kalecki et les classiques ne réside pas dans une conception particulière du marché du travail mais bien dans l'introduction du taux d'intérêt comme argument de la fonction de demande de monnaie.

En 1944, effectuant une nouvelle lecture de l'article de Kalecki, Franco Modigliani s'oppose à cette thèse. Pour lui, l'argument central de Kalecki

2 Hicks présente son célèbre article « Mr. Keynes and the Classics » pour la première fois à la conférence d'Oxford de 1936 organisée par la *Société d'économétrie* à laquelle Kalecki était présent. À cette époque, Hicks ne pensait pas que l'opposition entre Keynes et les classiques résidait dans l'opposition entre chômage et plein-emploi. Pour lui, l'apport fondamental de Keynes était d'avoir développé un système fondé sur la préférence pour la liquidité. Son mérite était d'avoir enrichi la théorie classique mais non de l'avoir réfutée.

est de montrer que le « quasi-équilibre » est compatible avec la persistance du chômage. Or cette analyse ne résulte pas de l'introduction du taux d'intérêt comme argument de la fonction de demande de monnaie mais de la rigidité des salaires³. Parallèlement, s'appuyant sur le second système de Kalecki, Pigou fait valoir en 1943 que, dès lors que les salaires monétaires réagissent aux déséquilibres sur le marché du travail, outre le fait que leur baisse réduit le taux d'intérêt, elle élève encore les encaisses réelles et stimule la consommation, en sorte que le chômage est aussi résorbé par ce canal. Généralisant la « généralisation » de la théorie classique proposée par Kalecki dans son *Système II*, il démontre la capacité des économies à atteindre d'elles-mêmes un équilibre de plein-emploi⁴.

Insatisfait de la tournure des discussions, Kalecki fait valoir à Hicks que c'est uniquement en réécrivant en termes nominaux les relations de comportement de ses *Systèmes I et II* qu'il peut montrer que la différence entre sa théorie et la tradition classique tient à l'introduction du taux d'intérêt comme argument de la fonction de demande de monnaie. Or admettre que dans un système classique les agents sont victimes d'illusions monétaires n'est pas acceptable. À Pigou et Modigliani, Kalecki (1944) fait remarquer qu'une baisse des salaires est susceptible d'engendrer des effets redistributifs déstabilisants bien plus importants que les effets stabilisants attendus d'un niveau de prix et de salaire plus faibles. De surcroît, il met l'accent sur la nécessité de considérer le problème du sous-emploi dans une perspective dynamique et non dans une perspective de statique comparative⁵. Le débat porte alors sur la stabilité de l'équilibre de plein-emploi. C'est dans cette lignée que James Tobin (1975) approfondira cette approche et cherchera à rendre compte du chômage dans un cadre dynamique⁶.

- 3 Dans son célèbre article de 1944 paru dans *Econometrica*, Modigliani défend l'idée que l'opposition entre Keynes et les classiques ne tient pas à la préférence pour la liquidité mais à la rigidité des salaires monétaires.
- 4 Pigou expose son argument dans son article intitulé « The classical stationary state » paru en 1943 dans l'*Economic Journal*, dans lequel il reproche à Keynes de négliger l'effet d'une variation du niveau général des prix sur la valeur réelle des encaisses monétaires, affirmant que si cet effet est correctement intégré dans l'analyse, la flexibilité des prix et des salaires conduit à l'élimination des offres et des demandes excédentaires.
- 5 Kalecki s'est réellement opposé à l'argument de Pigou dans sa courte note de l'*Economic Journal* parue en 1944 dans laquelle il souligne que la plupart des actifs ont pour contrepartie une dette, ce qui laisse à l'effet d'encaisse réelle une base réduite pour ramener l'économie au plein-emploi.
- 6 En 1975, Tobin accepte le verdict de l'histoire. Selon lui, Keynes « n'a pas prouvé l'existence d'un équilibre d'offre excédentaire, du moins pas au sens que prend le mot magique d'équilibre dans l'économie classique ou néo-classique qu'il critiquait. En ce sens l'équilibre est un état stationnaire, et un état dans lequel les anticipations sont vérifiées. »

À côté des discussions sur l'emploi, l'opportunité de recourir à l'hypothèse de concurrence imparfaite a fait l'objet de débats. John Dunlop (1938) et Lorie Tarshis (1939), par exemple, ont réalisé des études statistiques pour vérifier s'il existe véritablement une corrélation négative entre salaires réels et salaires monétaires comme l'analyse de Kalecki le laisse entendre. Face à l'infirmité statistique de cette corrélation, Kalecki fait valoir, comme ces deux économistes, la nécessité de considérer les implications du pouvoir de marché des entreprises sur le marché des produits⁷. Prenant, dans un premier temps, la concurrence monopolistique comme point de départ, il modifiera sa théorie de l'emploi. C'est au terme d'une double interrogation sur les déterminants de la répartition du revenu et sur les fondements microéconomiques de son modèle macroéconomique, qu'il relie, en 1939, sa théorie de la demande effective à la concurrence imparfaite, aboutissant en outre à une formulation nouvelle du multiplicateur dans une perspective de différenciation des agents. Contribuant ainsi à populariser les hypothèses de concurrence imparfaite, la macroéconomie s'est alors développée en référence à des modèles aux fondements microéconomiques solides. Et c'est dans cette perspective qu'Olivier Blanchard et Nobuhiro Kiyotaki (1987), en référence à un modèle de concurrence monopolistique du type de celui construit par Kalecki, ont à nouveau mis l'accent sur la pertinence macroéconomique de la concurrence imparfaite⁸.

Mais c'est dans le domaine de l'analyse des cycles que le rôle joué par Kalecki est apparu nettement⁹. En 1937, Kalecki relie son analyse de courte période à sa théorie du cycle. Mettant l'accent sur les contraintes de financement des agents et l'évolution des anticipations des entrepreneurs au cours

(Tobin 1983, p. 43). Aussi, c'est en démontrant le caractère instable de l'équilibre de plein-emploi, qu'il convient de retrouver une perspective keynésienne.

- 7 C'est à la suite de l'infirmité statistique de Dunlop (1938) et Tarshis (1939) de la conjecture de Keynes au sujet de l'existence d'une corrélation négative entre salaires réels et salaires monétaires que Kalecki s'engage véritablement sur la voie de la concurrence imparfaite et relie sa théorie de l'emploi à cette hypothèse. Dès 1936, date de l'arrivée de Kalecki à Cambridge, Robinson prend conscience des similitudes entre l'approche de Kalecki et celle de Keynes. À propos de ses premières entrevues avec Kalecki, elle indique qu'elle avait l'impression d'être dans une pièce de Pirandello, « ne sachant pas si c'était lui ou [elle] qui parlait. » (Robinson 1964, p. 337)
- 8 Dans leur important article de 1987, Blanchard et Kiyotaki développent un modèle macroéconomique de concurrence monopolistique où prix et salaires sont fixés par des agents précis, entreprises et syndicats, disposant d'un pouvoir de monopole. Dans cette contribution, ces deux auteurs ne se réfèrent pourtant à aucun moment à Kalecki.
- 9 Ici, la fiction s'interrompt : à partir de 1937 Kalecki écrit en anglais et c'est sur ses travaux et intuitions que s'appuieront en particulier Kaldor (1940) et beaucoup plus tard Woodford (1988, 1989).

du cycle, il développe une explication dynamique non linéaire. Soulignant l'originalité de cette contribution, c'est toutefois Kaldor, en 1940, qui a vu comment un tel système pouvait servir à rendre compte des fluctuations de manière endogène. Et c'est en se plaçant dans la continuité de ces travaux que les économistes sont parvenus à une modélisation des cycles capable de rivaliser avec l'explication contraire prônée par Frisch (1933) selon laquelle toute déviation observée par rapport à l'équilibre ne résulte que de l'adjonction de chocs aléatoires. Face à ce type d'arguments, il s'est agi par la suite de développer des modèles aux fondements microéconomiques solides visant à rendre compte des fluctuations endogènes. Ainsi, développant un modèle avec différenciation des agents et se référant au principe du risque croissant¹⁰ de Kalecki, Michael Woodford (1988, 1989) parvient à rendre compte du caractère endogène des fluctuations.

Bien sûr, ce qui précède est une fiction. Mais jusqu'à quel point cette histoire imaginaire se démarque-t-elle de la réalité ? Kalecki a bien développé un modèle macroéconomique d'équilibre général en 1934 à l'aide duquel il a confronté sa théorie de l'emploi à celle des classiques. C'est également en se fondant sur ce modèle qu'il propose avant l'heure une lecture « keynésienne » de la crise des années 1930, définit en économie ouverte des politiques de relance par la demande coordonnée à l'échelle européenne¹¹, et expose les limites de la déflation salariale¹².

Par ailleurs, c'est bien parce que ses premières analyses mettent en évidence une relation inverse entre salaires monétaires et salaires réels, qu'il renouvelle à la fin des années 1930 son analyse macroéconomique à l'aide de l'hypothèse de concurrence imparfaite. Une caractéristique de ses analyses pré-keynésiennes est de faire apparaître une corrélation négative entre salaire réel et salaire monétaire. En 1937, dans sa théorie du cycle, mais aussi en 1933, dans l'*Essay* et en 1934 dans « Three systems », Kalecki admet que la demande de travail des entreprises est une fonction

10 Le principe du risque croissant stipule que le risque d'un investissement augmente avec le montant du capital investi pour deux raisons : le risque de perte en capital est plus important en cas d'échec du projet et il y a un accroissement du risque de liquidité lié à la hausse du montant du capital investi par rapport aux fonds propres directement mobilisables. Il résulte de ce principe que seules les entreprises possédant déjà des fonds propres importants peuvent se permettre de réaliser de gros investissements. Aussi, la démocratie des affaires est un « mythe ».

11 Kalecki propose également une explication keynésienne de la reprise économique allemande sous le gouvernement national socialiste.

12 Ses explications susciteront à la fois l'hostilité des économistes marxistes et des économistes libéraux.

décroissante du salaire réel¹³, tandis que les salaires monétaires, et avec eux les prix, réagissent négativement à un accroissement du chômage. Il fait ainsi apparaître des variations des salaires réels et monétaires de sens opposé. Se fondant sur une argumentation du même type, mais en signalant qu'une baisse « spontanée » des salaires monétaires peut aggraver le chômage, Keynes conjecture, au début de la *Théorie générale*, une corrélation de ce type¹⁴. Il n'est donc pas surprenant que Kalecki se soit senti autant concerné que Keynes par l'infirmité statistique de cette conjecture par Dunlop (1938) et Tarshis (1939) et que celle-ci ait suscité de sa part la mise en place d'une argumentation alternative. C'est à la relation issue de la demande de travail que Kalecki s'attache en premier lieu ; l'enjeu étant de conserver la corrélation positive entre la variation des salaires monétaires et la variation de l'emploi. Pour avoir raisonné en concurrence imparfaite dès 1936, Kalecki ne tarde pas à comprendre les services qu'une telle hypothèse est susceptible de lui rendre pour surmonter cette difficulté. Il y voit surtout la possibilité de rompre avec l'idée que les entreprises opèrent nécessairement dans la partie croissante de leur courbe de coût marginal. Dès lors, en supposant qu'elles peuvent atteindre une position d'équilibre dans la partie horizontale de leur courbe de coût marginal, Kalecki explique l'indépendance entre variation des salaires réels et revenu.

Au sein du *Cambridge Scheme of the National Institute of Economic and Social Research into Prime Costs, Proceeds and Output*, aux côtés d'Austin Robinson, Kahn, Sraffa et Keynes, deux objectifs sont poursuivis : à l'échelle macro, collecter et analyser des éléments susceptibles d'expliquer

13 À cette époque, Kalecki admet deux hypothèses de la microéconomie marshallienne : le salaire réel est égal à la productivité marginale du travail et la productivité marginale décroît lorsque l'emploi augmente.

14 « Il serait intéressant de connaître les conclusions d'une enquête statistique sur le rapport qui existe dans la réalité entre les variations des salaires nominaux et celles des salaires réels. Dans le cas d'une variation n'affectant qu'une seule industrie, il est probable que les salaires réels varient dans le même sens que les salaires nominaux. Mais dans le cas de variations du niveau général des salaires on constaterait, croyons nous, que la variation des salaires réels qui accompagne une variation des salaires nominaux, loin d'être ordinairement du même sens que celle-ci, est presque toujours du sens opposé. Autrement dit, lorsque les salaires nominaux montent, on constaterait que les salaires réels baissent, et, lorsque les salaires nominaux baissent, que les salaires réels montent. La raison en est que, dans la courte période, la baisse des salaires nominaux et la hausse des salaires réels doivent toutes deux accompagner, pour des motifs différents, la diminution de l'emploi ; la main d'œuvre accepte plus volontiers des réductions de salaire lorsque l'emploi décline et dans les mêmes circonstances les salaires réels ont tendance à croître puisque, si l'équipement reste inchangé, la productivité marginale de la main d'œuvre augmente à mesure que l'emploi diminue. » (Keynes 2005, p. 39-40)

la stabilité de la part des salaires dans le revenu national et renouveler la théorie du multiplicateur ; à l'échelle micro, développer une théorie nouvelle des prix prenant en compte à la fois des facteurs monopolistiques et oligopolistiques.

En revanche, les limites de la fiction tiennent à ce que la pensée de Kalecki ne s'est pas développée indépendamment de la réflexion de Keynes, mais s'en est, au contraire, nourrie. C'est à partir de 1936 que Kalecki renouvelle sa théorie des anticipations et insiste sur leur nature « conventionnelle » à partir de laquelle il élabore une théorie du cycle non linéaire. Ce qui ne signifie pas pour autant que Kalecki ait cherché, à l'instar de Keynes, à démontrer l'existence d'un équilibre stationnaire d'offre excédentaire. Contrairement à lui, il ne pensait pas que le concept d'équilibre et la statique comparative étaient un cadre adéquat à ses idées. Les phénomènes qu'il voulait analyser doivent être décrits dans un modèle dynamique. L'essentiel de son message est que l'équilibre stationnaire « classique » est globalement instable.

Par ailleurs, Kalecki, principalement en raison de ses origines marxistes et de son orientation politique, occupe dans les années 1930 une position différente de celle de Keynes au sein de la communauté des économistes. Comme l'écrit à juste titre Mario Sebastiani :

Keynes faisait partie de la « famille », un économiste avec lequel cela valait la peine de débattre (étant donné le fond idéologique commun), et à qui manifestement il fallait se confronter. Ces conditions ne s'appliquent pas à Kalecki, dont les recherches étaient marquées par la critique du capitalisme en tant que tel. (Sebastiani 1994, p. 9-10)

Cette position implique une plus grande difficulté à faire passer des innovations théoriques qui sont pourtant de même nature que celle de Keynes.

Aussi, cette fiction aurait au moins le mérite de faire apparaître immédiatement des aspects quasiment ignorés ou mal perçus de la pensée de Kalecki au regard de sa contribution à l'analyse du sous-emploi, des implications macroéconomiques de la concurrence imparfaite et de la dynamique économique. Ses apports essentiels occultés par la présence imposante des travaux de Keynes ne font-ils pas de Kalecki – comme le note, non sans humour, Joan Robinson (1976), mais pour des raisons différentes de celles qui seront proposées dans cet ouvrage – non pas un *précurseur* mais un « prophète négligé » ?

Kalecki et les classiques

Kalecki expose sa théorie de l'emploi pour la première fois dans son *Essay on the Business Cycle Theory*. Présenté sous forme abrégée à la troisième conférence de la Société d'économétrie de Leyde en 1933, cet ouvrage a été immédiatement perçu comme important et original. En 1935, dans un article d'*Econometrica*, Tinbergen écrit au sujet des modèles macrodynamiques sous forme mathématique :

La première publication de ce type était un ouvrage de Kalecki paru en polonais sous le titre *Proba teorii koniunktury*, Warszawa, 1933. Quelques mois plus tard apparaissait l'article de Frisch « Propagation problems and impulse problems ». (Tinbergen 1935, p. 268)

En dehors cependant du cercle restreint des économistes mathématiciens, cette contribution est passée inaperçue. Kaldor, présent à la conférence de Leyde, indique ainsi : « J'avais entendu l'exposé de Kalecki à Leyde mais ce n'est que lorsque Keynes publia sa *Théorie générale* que je compris la notion de demande effective. » (1987, p. 141)

C'est essentiellement de manière rétrospective, quand la question de l'anticipation de la *Théorie générale* s'est posée, que l'*Essay* a été véritablement examiné. Au départ et pendant longtemps, l'unique référence des auteurs intéressés par cette question était la version anglaise de sa théorie du cycle, parue en 1935 sous forme d'un article dans *Econometrica*. Ainsi, Lawrence Klein, admettant que Kalecki « n'a pas traité du problème de l'équilibre avec chômage et ne s'est pas confronté aux économistes classiques » (1951, p. 448), conclut qu'« après avoir réexaminé la théorie du cycle des affaires », Kalecki « a créé un système qui contient tous les éléments essentiels du système keynésien ». Certes, il n'aurait pas traité de la préférence pour la liquidité ni du taux d'intérêt, cependant, poursuit Klein :

Je crois qu'il a une théorie de l'emploi qui est équivalente à celle de Keynes. Si le caractère « révolutionnaire » des idées de Kalecki est passé « relativement inaperçu », c'est parce qu'il aurait manqué de la « réputation » et de la « capacité de Keynes à attirer sur lui une attention mondiale » (Klein 1951 dans Kalecki 1990, p. 464).

Soulignant que l'anticipation de la *Théorie générale* par Kalecki est « un exemple classique de coïncidence » (Robinson 1952, p. 159) dans l'histoire de la pensée économique, Joan Robinson met également l'accent sur la spécificité de sa théorie de l'emploi :

Il ne s'est pas servi du multiplicateur pour fonder sa théorie de l'emploi, ce qui rend sa version, en un sens, moins riche que celle de Keynes, mais non moins pertinente. D'un autre côté, Kalecki est parvenu d'emblée à une théorie du cycle d'affaires, point sur lequel Keynes était attaquant. (Robinson 1965, p. 95)

C'est encore en référence à sa théorie du cycle que George Feiwel (1975), dans son ouvrage *The Intellectual Capital of Michał Kalecki*, écrit :

En 1933, en dehors du courant de la théorie économique traditionnelle, un économiste polonais inconnu, sans contact avec Keynes, découvrirait tous les éléments essentiels qui entrent aussi dans son système analytique. (Feiwel 1975, p. 27)

Plus récemment, par exemple, Stanisław Gomulka, Adam Ostaszewski et Roy Davies notent :

Les premiers travaux de Kalecki sur le chômage et les cycles d'affaires font de lui le co-fondateur de la théorie macroéconomique moderne. Comme dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), le modèle de Kalecki montre aussi (1933, 1935) que c'est la demande agrégée d'investissement plutôt que la flexibilité des prix qui joue un rôle clé dans la détermination du niveau agrégé de la production et de l'emploi. (Gomulka *et al.* 1990, p. 525)

Et c'est précisément à partir de ce moment que ce point de vue a été critiqué. Ainsi, Robert Solow indique-t-il, dans la recension de l'ouvrage de Feiwel que, selon lui, essentiellement intéressé par les cycles d'investissement, Kalecki discute « seulement occasionnellement et brièvement le processus par lequel l'équilibre [entre l'épargne et l'investissement] se produit via les variations de la production, de l'emploi et des prix » (Solow 1975, p. 1334). En outre, d'après lui, c'est seulement à partir de 1938, au moment où Kalecki fonde son approche dynamique sur sa théorie de la répartition du revenu, qu'il développe une théorie formellement comparable à celle de Keynes. Et c'est encore cette idée que Paul Samuelson (1981, p. 368) reprend lorsqu'il indique que si Kalecki avait explicitement fait apparaître la relation qui relie le niveau des profits au niveau du revenu global, il aurait découvert la théorie de la demande effective.

Reprenant à son compte une partie des arguments de Samuelson et Solow, Don Patinkin (1982) conclut que Kalecki n'a pas anticipé la *Théorie générale*. Selon lui, Klein, Joan Robinson et Feiwel auraient réalisé une lecture rétrospective des travaux de Kalecki. La caractéristique principale du message central de Keynes résiderait dans l'analyse des mécanismes par

lesquels l'économie peut atteindre une position stable de sous-emploi. Or Kalecki n'aurait pas découvert ces mécanismes. De surcroît, il ne serait pas parvenu à se situer dans un cadre d'équilibre général, développant ainsi une théorie macroéconomique tout à fait différente de celle de Keynes. Faisant, à l'instar de tous les économistes avant lui, l'impasse sur l'article « Three systems » de Kalecki, Patinkin conclut dans son étude, qui continue encore à faire autorité, que Kalecki n'a pas anticipé la *Théorie générale*. Au terme d'un examen approfondi, il conclut qu'il n'existe pas une véritable théorie de l'emploi dans la théorie du cycle de Kalecki.

Cette théorie, Kalecki l'expose pourtant dans un article paru en 1934. Ce système peu connu, dont cet ouvrage propose la traduction – exposé initialement dans la revue polonaise *Ekonomista* et qui a été publié en anglais seulement en 1990 – permet de reconsidérer la spécificité de l'approche macroéconomique kaleckienne. Se référant à cet article de 1934, Jerzy Osiatynski, l'éditeur des œuvres complètes de Kalecki, cherchera à remettre en cause cette thèse. Pour lui, le concept de quasi-équilibre développé par Kalecki est fortement similaire au concept keynésien d'équilibre avec chômage, un point de vue que reprendront et développeront Simon Chapple (1995) et Michaël Assous (2006). Force est donc de constater que la théorie de l'emploi originelle de Kalecki reste peu connue. Aussi, en référence à cet article, dont on proposera une analyse nouvelle, la contribution de Kalecki à l'analyse du sous-emploi sera-t-elle reconsidérée.

Examen de la loi de Say

Reprendre la formulation des objectifs et de la démarche de Kalecki permet d'avoir une première idée du contenu et de la portée de cet article. Dans une perspective de court terme (le stock de capital est supposé constant), et dans un cadre statique (aucun retard n'est pris en compte), Kalecki s'interroge d'abord sur les conditions de validité de la loi de Say ou sur ce qu'il définit comme le principe de préservation du pouvoir d'achat. Ce principe est d'abord étudié dans une économie dans laquelle le niveau désiré d'encaisses par les agents est toujours égal à la quantité de monnaie disponible dans l'économie.

Supposons que tous les paiements prennent place à travers la participation de tous les agents économiques à un gigantesque centre de compensation des chèques. Tous les participants doivent conserver leur encaisse inchangée : si quelqu'un à un moment donné a reçu plus, il doit payer davantage

sur un autre compte. [Dans un tel système tout revenu est] dépensé immédiatement en biens de consommation ou d'investissement. (Kalecki 1990, p. 201)

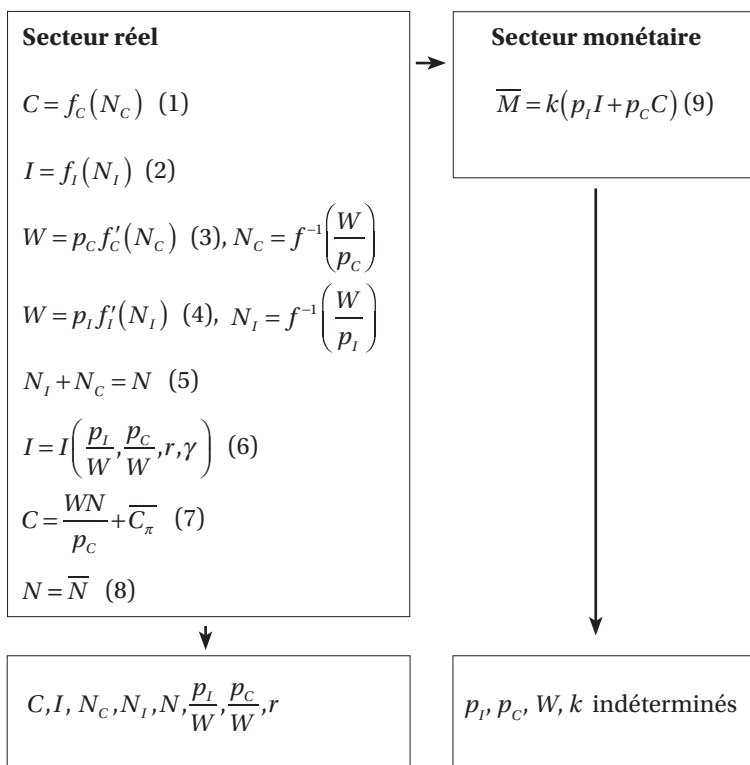
Le Système I se comporte comme un système classique pur, même si certaines caractéristiques sont propres à Kalecki : le niveau d'épargne est indépendant du taux d'intérêt et l'offre de travail est indépendante du salaire réel. Le chômage est résorbé par les baisses de salaire monétaire qui entraînent des baisses de salaire réel. L'investissement est prédéterminé par le niveau d'épargne.

L'analyse de Kalecki contient en filigrane la plupart des résultats mis en évidence par Oskar Lange (1942) dans sa critique de la loi de Say. Ce dernier montre tout d'abord que la loi de Say, qui postule une identité entre valeurs des biens offerts et valeurs des biens vendus, est équivalente à l'hypothèse selon laquelle la valeur des encaisses désirées par les agents est toujours identiquement égale à la quantité de monnaie disponible dans l'économie (ce qui n'est qu'une autre manière de dire que les agents ne cherchent jamais à faire varier leurs encaisses). Il montre également qu'une telle hypothèse ne permet pas de déterminer le niveau général des prix et conclut que la loi de Say « rend impossible toute théorie monétaire » (Lange 1970, p. 167). Les variables réelles sont déterminées indépendamment du secteur monétaire tandis que leur valeur nominale est indéterminée. Cette idée peut être illustrée par une reformulation du modèle de Kalecki conformément à ces hypothèses.

L'offre de travail \bar{N} , la masse monétaire \bar{M} et le volume de la consommation des capitalistes \bar{C}_π sont donnés. Des fonctions de production relient les volumes produits de biens d'équipement I et de biens de consommation C aux effectifs employés N_I et N_C . Les productivités marginales dans les deux secteurs de production sont égales aux salaires réels respectifs. Les valeurs N_I et N_C d'emploi effectif s'ajoutent pour former le niveau d'emploi effectif global. L'investissement dépend de l'inverse des salaires réels d'équilibre de chaque secteur de production (servant de base aux anticipations de rentabilité) et du taux d'intérêt. Nous avons ajouté un paramètre γ représentant explicitement une propension à investir qui s'accroît quand de « nouvelles combinaisons productives » apparaissent. Le niveau de la demande de biens de consommation est égal à la demande des capitalistes et des travailleurs. La demande de monnaie est écrite, conformément à l'équation quantitative, comme une fonction du revenu nominal, une expression compatible avec le principe de préservation du pouvoir d'achat défini par Kalecki. Enfin, puisque le marché

du travail est à l'équilibre, l'emploi est égal à l'offre de travail, indépendante des salaires réels.

Les variables endogènes sont donc : $N_I, N_C, N, C, I, p_C, p_I, r, W$. Les variables exogènes sont : \bar{N}, \bar{M} et \bar{C}_π .



On peut sur cette base déterminer les variables réelles. Par (1), (3) et (7), on détermine le salaire réel dans le secteur des biens de consommation comme une fonction implicite de l'emploi global et de la consommation des capitalistes :

$$C = f_c\left(f'^{-1}\left(\frac{W}{p_C}\right)\right) = \frac{NW}{p_C} + \bar{C}_\pi$$

Connaissant $\frac{W}{p_C}$ par (3), on détermine l'emploi dans le secteur des biens de consommation. Puisque l'emploi dans les deux secteurs de production, d'après (5), est égal à l'offre de travail, on peut en déduire l'emploi dans le secteur des biens d'investissement. En découlent immédiatement les quantités de biens de consommation et de biens d'investissement par (1) et (2). À partir de (4), on détermine le salaire réel dans le secteur des

biens de production $\frac{W}{p_I}$, dont on déduit la valeur du taux d'intérêt. En effet, à l'équilibre, on a $f_I(N_I) = I\left(\frac{p_C}{W}, \frac{p_I}{W}, r, \gamma\right)$ ce qui implique que r est une fonction implicite de $N_I, \frac{p_C}{W}, \frac{p_I}{W}$. Ces variables étant déterminées, on peut donc en déduire la valeur du taux d'intérêt d'équilibre.

En vertu du principe de préservation du pouvoir d'achat, l'équation du marché de la monnaie est une identité valable quel que soit le niveau du salaire monétaire et des prix. Il en résulte une indétermination des prix monétaires et de la vitesse de circulation de la monnaie (égale à $1/k$). Partant d'un certain niveau de prix, une variation de ce dernier se traduit par une hausse équivalente des dépenses et des recettes et laisse donc inchangé l'équilibre réel. Le retour au niveau des prix initial impliquerait une variation des encaisses des agents incompatible avec l'hypothèse de préservation du pouvoir d'achat. Comme l'écrit Lange en 1942 : « k ne peut être constant et doit être indéterminé pour s'ajuster à n'importe quel niveau de prix afin que l'identité soit maintenue. La loi de Say implique une indétermination de $1/k$ et les prix monétaires sont indéterminés » (Lange 1970, p. 167).

Kalecki envisage dans le Système II la possibilité de thésaurisation et considère le fonctionnement d'une économie dans laquelle la demande de monnaie dépend à la fois du revenu national et du taux d'intérêt monétaire. L'offre de monnaie est tenue pour exogène et donnée. Kalecki admet, en outre, que la monnaie est émise uniquement par la banque centrale qui la contrôle parfaitement, les banques de second rang étant négligées¹⁵. La théorie de la demande de monnaie développée par Kalecki souligne le besoin de liquidité des entreprises : « pour un chiffre d'affaires donné, une réserve de monnaie est nécessaire pour faire fonctionner une entreprise sans difficultés » (Kalecki 1990, p. 207). On peut penser qu'il s'agit d'une demande d'encaisse visant à faire face aux différents aléas de la

15 « Nous allons à présent examiner un système avec une circulation normale de la monnaie émise par la banque centrale. Par souci de simplicité, nous ne tiendrons pas compte de la monnaie créée par les autres banques (par exemple, leurs chèques et leurs endossements), ce qui ne réduit aucunement la généralité de notre propos. Nous considérons, initialement, un cas dans lequel la banque centrale maintient un volume constant de monnaie en circulation pendant le déroulement complet des processus examinés ici, afin de montrer que le comportement typique du Système II ne consiste absolument pas en inflation par le crédit ». Ce n'est que dans la dernière section de ce chapitre que nous nous approchons davantage de la réalité, en supposant que la banque centrale augmente la monnaie en circulation quand la demande de monnaie s'élève et la réduit dans le cas contraire (tout ceci étant naturellement effectué par la manipulation de son taux d'intérêt par la banque). » (Kalecki 1990, p. 207)

production, aux décalages entre dépenses et recettes, etc. Ce besoin d'encaisses croît avec le niveau général des prix et la vitesse de circulation de la monnaie. Dans le modèle, les entrepreneurs détiennent les titres financiers. Plus les prix sont élevés, plus ils ont besoin de détenir des encaisses nominales, et plus le taux d'intérêt croît, plus le coût d'opportunité associé à leur détention augmente. Ils arbitrent ainsi entre la sécurité des liquidités et le rendement des titres¹⁶.

La fonction de demande d'encaisses monétaires, décrite par Kalecki, peut s'écrire :

$$M_d = (p_I I + p_C C) L(r)$$

On a supposé ici que l'élasticité de la demande d'encaisses nominales par rapport au revenu nominal était égale à 1 tandis que la fonction L était décroissante. Dès lors, la condition d'équilibre sur le marché de la monnaie est :

$$\bar{M} = (p_I I + p_C C) L(r)$$

dont on déduit aisément l'expression de la vitesse de circulation de la monnaie :

$$V = \frac{p_I I + p_C C}{\bar{M}} = \frac{1}{L(r)}$$

Naturellement, si le revenu nominal s'élève, elle augmente tandis que l'équilibre, sur le marché de la monnaie, est rétabli par un accroissement du taux d'intérêt.

L'introduction d'une fonction de demande de monnaie ayant pour argument le taux d'intérêt et le revenu réel rend désormais possible un déséquilibre global sur le marché des biens et la mise en évidence de nouveaux mécanismes d'ajustement macroéconomiques.

Kalecki commence par souligner que le taux d'intérêt

« dépendant de la vitesse de circulation, que nous appellerons par conséquent le taux d'intérêt monétaire, n'est, naturellement, pas identique au taux

16 « Plus le taux d'intérêt est élevé, plus les réserves d'encaisses détenues par une entreprise pour un turnover donné seront faibles. Par conséquent, si les ventes s'élèvent alors que le volume de la monnaie en circulation reste constant, c'est-à-dire si la vitesse de circulation de la monnaie s'élève, alors le taux d'intérêt va augmenter car il va y avoir une tendance à l'accroissement des réserves d'encaisses dans les mêmes proportions, ce qui doit être contrebalancé par la hausse du taux d'intérêt. Le taux d'intérêt du Système II est déterminé de cette façon par la vitesse de circulation de la monnaie » (*ibid.*, p. 207). Dans ce raisonnement, il convient de remarquer que les agents sont supposés s'intéresser ici, non au montant nominal de leurs encaisses, mais à leur pouvoir d'achat.

d'intérêt d'équilibre, i.e. le taux qui s'établirait si le principe de préservation du pouvoir d'achat s'appliquait dans ce système.» (Kalecki 1990, p. 207)

Le premier, en effet, est déterminé par l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie tandis que le second est déterminé par l'équilibre entre l'offre et la demande de biens d'investissement. Il faut donc, pour que ces deux taux soient égaux, que les marchés de la monnaie et des biens d'investissement soient simultanément à l'équilibre. Aussi, Kalecki choisit d'analyser les propriétés de ce système en déterminant, lorsque l'économie est soumise à des chocs, «si et comment le taux monétaire dévie du taux d'équilibre, et si cette déviation est permanente» (*ibid.*, p. 208).

Considérons tout d'abord les effets d'une hausse de l'incitation à investir. À la différence du Système I, en raison de l'accélération de la vitesse de circulation de la monnaie, le taux d'intérêt monétaire n'augmente pas suffisamment pour évincer totalement la demande supplémentaire d'investissement, engendrant du même coup une hausse de la production de biens capitaux et, par voie de conséquence, des profits des capitalistes selon l'enchaînement suivant. À salaire constant, une hausse du prix des biens d'investissement se manifeste par une baisse des salaires réels rendant possible un accroissement de la production. Si on admet que l'accroissement de la demande de travail se manifeste par une hausse des salaires monétaires entraînant le passage d'une partie des travailleurs vers le secteur des biens d'investissement, l'accroissement de la production devient effectif (à condition bien sûr que les salaires monétaires n'augmentent pas au même rythme que les prix des biens d'investissement). Évidemment, le passage des travailleurs du secteur des biens de consommation vers le secteur des biens d'investissement se manifeste par une baisse de la production dans le secteur des biens de consommation. En effet, la consommation en volume des capitalistes est donnée et la masse salariale s'élève sous l'effet de l'accroissement des salaires monétaires tandis que l'offre de biens de consommation diminue. Aussi, la demande de biens excède l'offre. Les prix, pour ce niveau d'emploi, augmentent donc jusqu'à rétablir l'équilibre. Cependant, cette hausse des prix réduit le salaire réel et stimule la demande de travail des entreprises.

Mais, si la demande d'investissement reste supérieure à son niveau d'avant le choc, l'économie ne se maintiendra pas en cette position. À nouveau, les travailleurs nouvellement embauchés dans le secteur des biens d'investissement, en raison de la hausse des prix et des salaires, retourneront dans leur secteur d'origine et ainsi de suite. Ce processus ne durera toutefois pas indéfiniment. En raison également des hausses successives des prix et des salaires, le taux d'intérêt augmentera, entraînant

ainsi l'éviction totale de l'accroissement de l'investissement. Comme le note, en effet, Kalecki :

La vitesse de circulation de la monnaie augmente en raison de la hausse de la valeur monétaire des ventes, et, avec la vitesse de circulation de la monnaie, le taux d'intérêt augmente aussi, atteignant à terme le taux d'intérêt d'équilibre. (Kalecki 1990, p.209)

Ainsi, en définitive, l'investissement reste prédéterminé par le niveau d'épargne. Si ce montant s'élève, il s'ensuivra, de même que dans le premier système, une hausse de la production de biens capitaux.

Contrairement à une hausse de l'investissement, un accroissement de l'épargne (baisse de la consommation des capitalistes) entraîne une destruction temporaire de pouvoir d'achat. Si les capitalistes, après avoir réduit leur consommation, n'investissent pas immédiatement, la demande restera constante dans le secteur des biens d'investissement, tandis qu'elle baissera dans le secteur des biens de consommation. Dans ce secteur, l'offre excède donc la demande, ce qui engendre une baisse des prix jusqu'à rétablir l'équilibre. Aussi, les capitalistes voient leurs recettes diminuer, ce qui entraîne la contraction de leurs réserves monétaires d'un montant égal à la baisse de leur consommation.

L'analyse détaillée de ce processus est le suivant : l'industrie des biens de consommation ne trouvant pas de clients pour des produits que consommaient auparavant les capitalistes, elle doit baisser ses prix à un niveau tel que les travailleurs peuvent, à leur tour, les acheter. Par voie de conséquence, les profits dans le secteur des biens de consommation baissent d'un montant égal à la baisse de la consommation des capitalistes. Par conséquent, les profits globaux des capitalistes vont diminuer d'un montant correspondant à leur épargne supplémentaire. Moins les capitalistes consomment, moins ils réalisent de profits. (Kalecki 1990, p. 210)

Cependant, du fait de la baisse des prix des biens de consommation, les salaires réels dans ce secteur s'élèvent, réduisant la demande de travail des entreprises et la production. Une partie des travailleurs est ainsi licenciée. L'apparition d'un excès d'offre sur le marché du travail se manifeste par une baisse des salaires réels dans le secteur des biens d'investissement rendant alors possible l'embauche d'une partie des travailleurs licenciés. Cependant, pour un niveau de demande constant dans ce secteur, le marché se retrouve en situation d'excès d'offre, engendrant une baisse des prix, et

le licenciement des travailleurs de l'industrie des biens d'investissement, une nouvelle réduction des salaires, une baisse des prix des biens de

consommation, une embauche accrue de travailleurs dans le secteur des biens d'investissement, une baisse des prix de ces produits, etc. (Kalecki 1990, p. 210)

Ce processus cumulatif de baisse des prix et des salaires ne se poursuit cependant pas indéfiniment car, simultanément, la baisse du taux d'intérêt accompagne la baisse de la vitesse de circulation de la monnaie. À mesure que les prix baissent, la demande de monnaie diminue, ce qui entraîne une baisse du taux d'intérêt. En sorte qu'au bout d'un moment, les travailleurs licenciés initialement dans le secteur des biens de consommation se trouvent employés dans le secteur des biens d'investissement. Finalement, de même que dans le cas d'un accroissement de l'incitation à investir, l'économie atteint une position d'équilibre identique à celle qu'elle aurait atteinte immédiatement dans le Système I.

Jusqu'à présent, on a supposé que la masse monétaire dans l'économie était constante. Pour décrire, par exemple, les effets d'une hausse de l'incitation à investir des entrepreneurs, Kalecki considérait que le pouvoir d'achat mis à la disposition des entreprises n'existait que du fait de l'accélération de la vitesse de circulation de la monnaie. Kalecki envisage également le cas où la demande de monnaie des entreprises est satisfaite, simultanément, par l'accélération de la vitesse de circulation de la monnaie et par un accroissement du montant de monnaie émise par la banque centrale. Il montre, cependant, que quel que soit le montant de monnaie ainsi créé, toute variation de l'investissement se manifesterait seulement par des variations des salaires et des prix supplémentaires, laissant inchangé le niveau de l'emploi dans chaque secteur de production :

Il s'ensuit une hausse cumulative des prix et des salaires, et donc de la valeur des ventes, qui s'accompagne d'une expansion encore plus grande des crédits offerts par la banque centrale et de son taux d'intérêt. Par conséquent, celui-ci doit finir par atteindre le niveau du taux d'équilibre. (Kalecki 1990, p. 214)

Bien sûr, si la banque centrale maintient constant son taux d'intérêt, aucune force ne mettra fin à ce processus cumulatif inflationniste :

Mais que va-t-il se passer si la banque centrale persiste à garder son taux d'intérêt inchangé ? Alors, la hausse cumulative des prix, des salaires et de la valeur monétaire des ventes va durer indéfiniment, et les crédits augmenteront, aussi, indéfiniment : l'inflation par le crédit va se transformer en hyper-inflation. (Kalecki 1990, p. 214)

Ainsi, Kalecki retrouve le résultat de Wicksell mis en évidence dans le cas d'une économie de crédit pur où la seule forme de monnaie qui existe consiste en des dépôts adossés à des prêts. Si le taux d'intérêt crédateur de la banque tombe en deçà du taux d'intérêt naturel, taux pour lequel l'offre d'épargne est égale à la demande d'investissement, un processus cumulatif se met en place et se perpétue indéfiniment. Et Kalecki de conclure qu'en dehors de ce cas, «le taux d'intérêt r (qui coïncide naturellement avec le taux d'intérêt de la banque centrale) est égal au taux d'intérêt d'équilibre» (Kalecki 1990, p. 214).

Cela apparaît clairement dès lors que l'on réécrit le Système I sous la forme de neuf équations en remplaçant la condition d'équilibre du marché de la monnaie par la relation $\overline{M} = (p_I I + p_C C)L(r)$. Sa résolution révèle que ses solutions réelles sont identiques à celles du Système I¹⁷.

L'endogénéisation de la vitesse de circulation permet ainsi de lever l'indétermination des prix monétaires. Kalecki ne manque pas d'insister sur ce point :

On doit noter que dans le Système II un niveau général des prix définis correspond à un montant donné de la monnaie en circulation dans la position finale. Ce niveau de prix est celui respectant la condition selon laquelle la

17 En effet, le salaire réel dans le secteur des biens de consommation se définit toujours comme une fonction implicite de l'emploi global et de la consommation des capitalistes. On a donc :

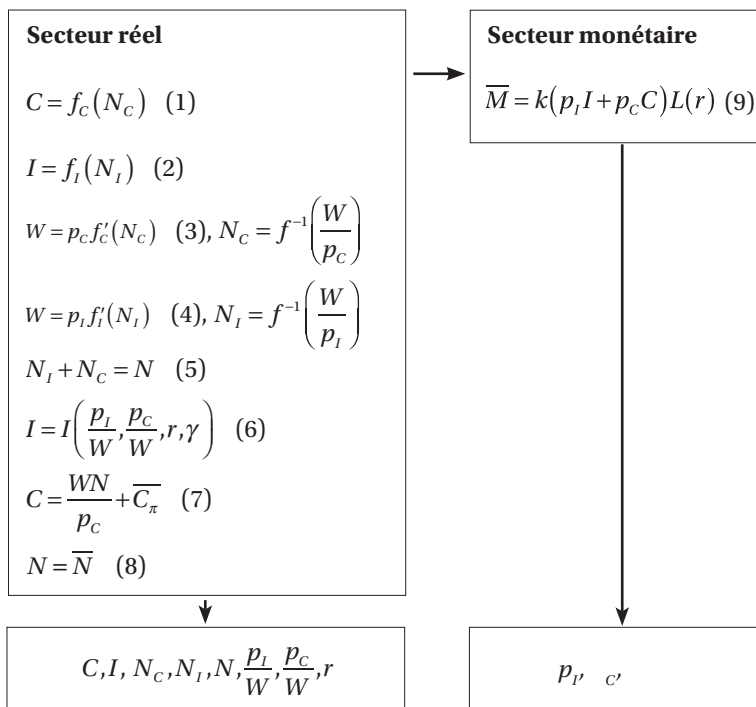
$$C = f_c \left(f_c^{-1} \left(\frac{W}{p_c} \right) \right) = \frac{NW}{p_c} + \overline{C}_x$$

Connaissant $\frac{W}{p_c}$ par (3) on détermine l'emploi dans le secteur des biens de consommation. Puisque l'emploi dans les deux secteurs de production, d'après (5), est égal à l'offre de travail, on peut en déduire l'emploi dans le secteur des biens d'investissement ainsi que les quantités de biens de consommation et de biens d'investissement par (1) et (2). À partir de (4) on détermine le salaire réel dans le secteur des biens de production, dont on déduit la valeur du taux d'intérêt. En effet, à l'équilibre, on a $f_i(N_i) = I \left(\frac{p_c}{W}, \frac{p_I}{W}, r, \gamma \right)$, ce qui implique que r est une fonction implicite de $N_i, \frac{W}{p_c}, \frac{W}{p_I}$. Ces variables étant déjà déterminées, on peut donc en déduire la valeur du taux d'intérêt d'équilibre et des variables nominales. Puisque $p_c = \frac{W}{f_c(N_c)}$ et $p_I = \frac{W}{f_I(N_I)}$, en considérant la nouvelle relation d'équilibre sur le marché de la monnaie, on obtient désormais, en se souvenant que la fonction L est homogène de degré 1 dans les prix, la valeur du salaire nominal :

$$\overline{M} = WL \left(r, \frac{C}{f_c(N_c)} + \frac{I}{f_I(N_I)} \right)$$

Enfin, en passant par (3) et (4), on détermine p_c et p_I .

vitesse de circulation de la monnaie doit atteindre un niveau pour lequel le taux monétaire est égal au taux d'intérêt d'équilibre. (Kalecki 1990, p. 210)



Les deux premiers systèmes construits par Kalecki témoignent donc d'une réelle connaissance des propriétés de la théorie classique. Il parvient, en effet, à démontrer que la loi des débouchés n'est pas seulement valable dans un système fondé sur la loi de Say au sens de Lange (1942) mais aussi dans un système dans lequel le taux d'intérêt est introduit comme argument de la fonction de demande de monnaie. Tout en montrant que dans un tel système l'offre ne génère plus automatiquement un flux de demande équivalent, il met en évidence un nouveau mécanisme d'ajustement par le taux d'intérêt qui permet à la loi des débouchés de rester vérifiée (et au niveau général des prix d'être déterminé). Or, pour parvenir à ce résultat, Kalecki est obligé de supposer une parfaite flexibilité des prix et des salaires, point sur lequel il ne manque pas d'attirer l'attention du lecteur :

Tout excès d'offre de travail dans le Système II réduit les salaires monétaires et de fait enclenche un mécanisme qui élimine le chômage. Le principal canal de transmission est le taux d'intérêt monétaire qui diminue lorsque la valeur des ventes diminue. C'est exclusivement de cette façon que l'économie atteint un équilibre identique à celui qui serait réalisé dans le Système I. (Kalecki 1990, p. 214-215)

En mettant si fortement l'accent sur le rôle de la flexibilité de tous les prix dans les mécanismes de résorption du chômage, pour réfuter la loi des débouchés et démontrer la persistance du chômage dans son Système III, Kalecki va-t-il axer son argumentation sur une hypothèse de rigidité des prix? En outre, cette réfutation le conduit-elle au développement d'une théorie de l'équilibre de sous-emploi ou bien, plutôt, au développement d'une théorie dynamique du sous-emploi?

Quasi-équilibre et chômage permanent

La théorie kaleckienne du chômage repose sur deux arguments. Le premier est une explication des raisons pour lesquelles le taux de salaire nominal ne diminue pas alors que l'offre de travail est excédentaire. Le second, fondé sur une analyse en termes d'équilibre général de la détermination du niveau de revenu global par les interactions entre les marchés des biens (biens de consommation et d'investissement) et le marché de la monnaie, explique que les variations du revenu jouent un rôle équilibrant. L'argument n'est pas seulement que tout déséquilibre entre la demande agrégée et l'offre agrégée provoque un changement dans la production et non dans le prix, mais que le changement dans la production (et par conséquent du revenu) agit comme une force équilibrante.

En ce qui concerne le premier point, Kalecki sépare deux problèmes : celui de la réaction des salaires monétaires aux variations de l'emploi, elles-mêmes résultantes des variations de la demande effective, et celui de la réaction des salaires au chômage¹⁸. Dans le Système III, seules les variations induites par les variations de la demande effective sont prises en compte :

18 Les variations induites des salaires nominaux sont décrites par la relation $d(\bar{N} - N) \rightarrow dW$ où \bar{N} l'offre de travail exogène, N le taux d'emploi effectif et W le taux de salaire nominal, faisant apparaître que le niveau de l'emploi effectif détermine le salaire monétaire tandis que les variations spontanées des salaires sont décrites par la relation usuelle :

$$(\bar{N} - N) \rightarrow dW .$$

Notamment, alors que le chômage existant n'exerce pas de pression sur le marché, nous posons comme principe que les variations du chômage provoquent une hausse ou une baisse définie des salaires monétaires, selon la direction et l'ampleur de ces changements. (Kalecki 1990, p. 215)

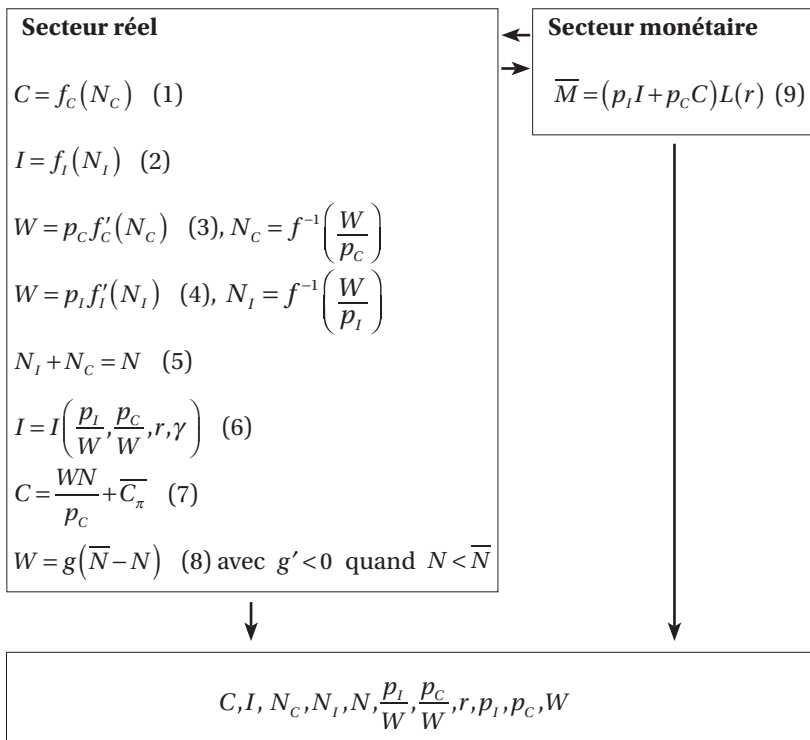
Cette conception originale du marché du travail n'est malheureusement pas davantage développée, Kalecki préférant traiter seulement de ses implications¹⁹. Il est probable qu'il supposait le mécanisme d'ajustement suivant : une augmentation du chômage entraîne une détérioration du pouvoir de négociation des travailleurs et une baisse des salaires monétaires tandis qu'une baisse du chômage s'accompagne d'une amélioration du pouvoir de négociation des travailleurs et d'une hausse des salaires monétaires. Une telle interprétation présente l'avantage de comprendre la référence au concept « d'armée de réserve de travailleurs au chômage », à forte connotation marxiste, et dans laquelle les capitalistes peuvent puiser lorsqu'ils mettent en œuvre leurs projets²⁰. Marx relie en effet la détermination des salaires monétaires à l'existence d'une « armée industrielle » de travailleurs. Plus cette « armée » est importante, moins le rapport de force est favorable aux salariés et moins ces derniers sont en mesure de négocier des salaires monétaires élevés quand l'emploi s'élève. À un taux de chômage plus faible correspond donc un salaire plus élevé : c'est la boucle de Phillips montrant sur le plan taux de chômage - taux d'inflation salariale que le niveau de la courbe de Phillips est une fonction décroissante du taux de variation du chômage. Ainsi, le premier point de Kalecki est davantage une façon d'insister sur de nouveaux mécanismes de détermination des salaires qu'un constat de leur absolue rigidité.

Avant d'en arriver à l'analyse détaillée du second argument de Kalecki, il est utile d'en esquisser les lignes générales. À équipement, technologie et salaire monétaire donnés, les capitalistes en leur qualité de producteur décident du niveau d'emploi qui maximise leurs profits en fonction de l'état de la demande dans le secteur des biens d'investissement et dans le secteur des biens de consommation. À l'équilibre de courte période, ces anticipations sont correctes. Ainsi, l'emploi et la production dans chaque secteur sont finalement déterminés par la demande de biens

19 Il est intéressant de souligner que Kalecki reprend ici une hypothèse développée dans son *Es* sans toutefois l'explicitier davantage. Rappelant que la rentabilité brute courante suit un développement procyclique, s'élevant en période d'expansion et diminuant en période de récession, Kalecki note : « En fait, les salaires monétaires fluctuent dans la même direction. » (Kalecki 1990, p. 101)

20 À la fin de sa vie, Kalecki insistera sur le rôle des syndicats dans la détermination du taux de marge des entreprises (Kalecki 1971).

d'investissement et de biens de consommation. Cette demande globale n'est cependant pas indépendante de l'échelle de production puisqu'elle est financée par les revenus qui en sont issus. Ce point est précisément mis en évidence dans les Systèmes I et II fondés sur la loi de Say. Mais il est excessif de supposer que la production engendre une demande équivalente. En réalité, l'offre n'induit que partiellement sa propre demande. En conséquence, l'économie peut atteindre une position d'équilibre à un niveau d'emploi qui peut être inférieur au plein-emploi.



Les variables endogènes restent $N_c, N_i, N, C, I, p_i, p_c, r$ et W . Les variables exogènes sont \bar{N}, \bar{M} et \bar{C}_π . Le modèle comprend encore neuf équations. En revanche, il n'est plus, contrairement aux deux autres, décomposable²¹. Les variables réelles ne sont plus déterminées indépendamment du secteur monétaire.

21 En se souvenant que la fonction de demande d'encaisses monétaires est homogène de degré 1 dans les prix, il est commode de le réécrire sous la forme réduite suivante :

Les propriétés de stabilité de l'équilibre de courte période ou pour reprendre la terminologie de Kalecki, du « quasi-équilibre », sont étudiées à partir de deux chocs : une augmentation de l'incitation à investir et une baisse exogène de la consommation. L'étude du seul effet d'une variation de l'incitation à investir permet de préciser les propriétés du Système III. En particulier, ce choc permet de mieux comprendre le rôle des variations du revenu dans les ajustements de l'économie dans une position de sous-emploi et la dynamique d'ajustement des salaires et des prix envisagée par Kalecki.

Dans le secteur des biens d'investissement, l'accroissement de la demande augmente les prix et réduit les coûts salariaux réels, ce qui entraîne l'embauche d'une partie des travailleurs au chômage. Du fait de cette hausse de l'emploi, la masse salariale s'élève. Dans le secteur des biens de consommation, la demande augmente donc aussi, ce qui élève les prix, réduit les coûts salariaux réels et autorise l'embauche d'une partie des travailleurs au chômage. En raison de la baisse du chômage, les salaires monétaires augmentent – une caractéristique du Système III étant de reposer sur une relation décroissante entre les variations du chômage et des salaires monétaires. Cependant, l'emploi n'est pas directement affecté par cette hausse des salaires. À ce niveau d'emploi – pour un niveau donné de la consommation des capitalistes – l'équilibre sur le marché des biens de consommation est rétabli par la seule hausse des prix sans que soit modifié le salaire réel.

$$f_c(N_c) = \bar{C}_\pi + (N_I + N_c) f'_c(N_c)$$

$$\bar{M} = WL \left(r, \frac{f_I(N_I)}{f'_I(N_I)} + \frac{f_c(N_c)}{f'_c(N_c)} \right)$$

$$f_I(N_I) = I \left(\frac{p_c}{W}, \frac{p_I}{W}, r, \gamma \right)$$

$$W = g(\bar{N} - N)$$

Ou encore :

$$f_c(N_c) = \bar{C}_\pi + (N_I + N_c) f'_c(N_c)$$

$$\bar{M} = g(\bar{N} - N_I - N_c) L \left(\phi(f_I(N_I), f'_c(N_c), f'_I(N_I)), \frac{f_I(N_I)}{f'_I(N_I)} + \frac{f_c(N_c)}{f'_c(N_c)} \right)$$

où $r = \phi \left(N_I, \frac{p_c}{W}, \frac{p_I}{W} \right)$. Les variables endogènes sont N_c et N_I . Les variables exogènes

sont \bar{N} , \bar{M} et \bar{C}_π . Ainsi l'emploi, dans les deux secteurs, est une fonction implicite de la consommation des capitalistes, de la quantité de monnaie et du niveau de l'offre de travail.

Ainsi se justifie la théorie des profits de Kalecki : les profits augmentent autant que les dépenses des capitalistes (Kalecki 1990, p. 216-217). Une hausse de l'investissement, en élevant tout d'abord le niveau de la production et de l'emploi dans le secteur des biens d'investissement, accroît les recettes des capitalistes. Ces derniers ayant embauché des travailleurs supplémentaires pour satisfaire la demande, reversent une partie de leurs recettes sous forme de salaires qui sont immédiatement dépensés par les travailleurs en achat de biens de consommation, ce qui provoque une hausse de la production de biens de consommation. Les capitalistes du secteur des biens de consommation voient donc leurs profits s'élever d'un montant égal à la valeur des salaires supplémentaires versés dans le secteur des biens de production – il est, en effet, nécessaire de retrancher de leurs recettes les salaires versés aux travailleurs nouvellement embauchés dans leur secteur. Ainsi, les profits des capitalistes s'élèvent autant que l'investissement.

L'investissement est cependant négativement affecté par la hausse du taux d'intérêt. Du fait de la hausse des prix et de la production, la demande de monnaie des entreprises augmente, ce qui entraîne un accroissement du taux d'intérêt et restreint la hausse de l'investissement : « Avec la hausse des prix et du volume de la production totale, le taux d'intérêt monétaire s'accroît aussi, et cela empêche la réalisation de certains projets » (Kalecki 1990, p. 217). Mais, en dépit de cet effet dépressif, le nouveau quasi-équilibre s'établit à un niveau d'emploi plus élevé du fait de l'amélioration de la rentabilité des équipements incitant les entreprises à investir : « L'augmentation de la production et la hausse des prix par rapport aux salaires élèvent à leur tour la rentabilité, ce qui, en retour, stimule l'activité d'investissement » (Kalecki 1990, p. 217). L'économie atteint un quasi-équilibre caractérisé par un niveau de chômage plus faible.

Kalecki et Keynes

Déflation et demande globale

L'abandon de la loi de Say dans le Système II permet à Kalecki de neutraliser l'idée selon laquelle une variation des salaires aurait un effet direct sur l'emploi. Dans le Système I, en vertu du principe de préservation du pouvoir d'achat, un excès d'offre de travail se résorbe toujours de manière immédiate par une baisse des salaires. Cette baisse libère des profits qui sont immédiatement dépensés en biens d'investissement. Cette hausse de

la dépense se traduit alors par une hausse des prix qui incite les entrepreneurs du secteur des biens d'investissement à accroître leur demande de travail et leur production. Cette hausse de l'emploi entraîne ensuite une hausse de la demande de biens de consommation, des prix et de l'emploi qui permet l'absorption de l'excès d'offre de travail. Une baisse des salaires induit ainsi mécaniquement une baisse du salaire réel car elle se traduit par un accroissement de la demande d'investissement.

Dès lors que le principe de préservation du pouvoir d'achat est abandonné, le profit résultant de la baisse des salaires n'est pas immédiatement réinvesti. La hausse de la production d'investissement n'est pas vendue et les prix dans ce secteur baissent proportionnellement aux salaires, ramenant la demande de travail et l'emploi à leur niveau initial. La baisse des salaires ne permet donc plus de faire baisser directement le salaire réel et n'a donc plus d'effet direct sur la résorption de l'excès d'offre de travail. Kalecki reprend fréquemment cet argument dans plusieurs articles qu'il publie à la même époque pour contester les politiques de sortie de crise fondée sur la déflation salariale. Il oppose à cette conception l'idée que l'emploi est entièrement déterminé par la dépense d'investissement, dont les variations sont selon lui les seules à même de faire varier le salaire réel. Il le fait par exemple en 1935 dans son article « Istota poprawy koniunkturalnej » (traduit en anglais en 1971 sous le titre « The mechanism of business upswing » et par « The essence of business upswing » dans les œuvres complètes) dans lequel il défend l'idée que c'est la hausse de l'investissement et non la baisse des coûts de production qui est à l'origine de la reprise. Son argument est que la baisse des salaires ne favorise l'emploi que si la hausse des profits qui en résulte est immédiatement réinvestie :

Il est vrai qu'une rentabilité accrue stimule l'investissement mais ce stimulus n'opérera pas immédiatement, car les entrepreneurs vont temporiser jusqu'à être convaincus de la pérennité de ce surcroît de productivité. Dès lors l'accroissement des profits se manifestera dans l'immédiat par une accumulation de réserves de monnaie dans les mains des entrepreneurs et des banques. Ainsi, les biens qui sont l'équivalent de ce surcroît de profits ne seront pas vendus. L'effet d'une baisse du coût de production sera donc annulé. Finalement, seule une baisse des prix aura lieu, annulant l'effet bénéfique pour les entrepreneurs d'une baisse des coûts de production, pendant que le chômage, allant de pair avec une sous-utilisation des capacités de production réapparaîtra. » (Kalecki, 1990, p. 189) [Il entend ensuite montrer que si la baisse des salaires ne saurait être un moyen de lutter contre la dépression parce qu'elle ne stimule pas l'investissement] l'opposé est vrai : l'accroissement de l'investissement *en soi*, non accompagné d'une baisse des salaires, permet d'accroître la production. (p. 190)

En 1934, son objectif est de préciser la manière dont l'économie atteint *in fine* un équilibre de plein-emploi grâce à la flexibilité des prix. Son argument est qu'en l'absence du principe de préservation du pouvoir d'achat, le retour à l'équilibre ne peut s'opérer que via les variations du taux d'intérêt. La baisse du niveau des prix s'accompagne en effet d'une baisse de la demande de monnaie qui abaisse le taux d'intérêt et stimule l'investissement. Ce n'est donc pas la baisse des coûts de production en tant que telle qui stimule l'emploi mais la hausse de la dépense d'investissement provoquée par la baisse du taux d'intérêt. À moins qu'une réduction du salaire nominal n'accroisse l'investissement, il n'existe aucun mécanisme par lequel l'économie peut atteindre un niveau d'emploi supérieur.

Kalecki fait ainsi clairement la distinction entre les effets directs et indirects de la baisse des salaires. De surcroît, il utilise cette distinction en 1935 dans une étude statistique réalisée en collaboration avec Ludwick Landau pour montrer que les salaires réels sont déterminés par la demande globale. Après avoir présenté l'argument selon lequel une baisse des coûts de production conduit à une baisse proportionnelle des prix et laisse inchangée la rentabilité et l'emploi, ils écrivent :

Cela n'exclut évidemment pas des effets indirects de ce processus. Une réduction des coûts et des prix accroît la compétitivité sur les marchés étrangers. Cela réduit également la demande de monnaie, et contribue ainsi à une baisse du taux d'intérêt qui encourage l'investissement. [...] Tous, cependant, sont des effets secondaires de la réduction des coûts qui, comme nous l'avons noté, n'a pas d'effet direct sur la rentabilité et donc sur le niveau de production. (Kalecki 1996, p. 485).

Cet argument est crucial parce qu'il permet à Kalecki de montrer que le salaire réel et l'emploi ne sont pas déterminés sur le marché du travail mais sur celui des biens par la dépense d'investissement et la consommation des capitalistes.

Sur ce point, la similitude avec Keynes est frappante. Dans le chapitre 2 de la *Théorie générale*, ce dernier réfute l'idée classique selon laquelle l'emploi est fixé directement sur le marché du travail suite à une négociation portant sur le salaire réel. Conformément à cette conception, une variation du salaire nominal a pour conséquence directe une variation moins que proportionnelle du salaire réel et induit donc une variation de la demande de travail et de l'emploi. Il précise à ce propos :

Les conclusions classiques, il ne faut pas l'oublier, sont destinées à s'appliquer à la main-d'œuvre dans son ensemble. Elles ne signifient pas simplement qu'un individu peut trouver du travail en acceptant un abaissement de salaire nominal que ses compagnons refusent. Elles sont censées être

également applicables à un système fermé et à un système ouvert. Elles ne dépendent ni des caractéristiques propres d'un système ouvert ni des effets qu'une réduction des salaires nominaux dans un seul pays produit sur son commerce extérieur, lesquels n'interviennent évidemment pas dans le raisonnement. Elles ne se rattachent pas davantage aux conséquences indirectes de l'action qu'une baisse de la masse globale des salaires par rapport au volume de la monnaie exerce sur le système bancaire et l'état du crédit, conséquences qui seront examinées en détail au chapitre 19. Elles reposent uniquement sur l'idée que, dans un système fermé, une réduction du niveau général des salaires nominaux s'accompagne nécessairement, au moins dans la courte période, d'une certaine réduction des salaires réels laquelle n'est pas toujours proportionnelle. Or il n'est pas évident que le niveau général des salaires réels dépende du montant du salaire nominal stipulé par les employeurs et les ouvriers. (Keynes 2005, p. 42)

Keynes fonde sa théorie de la demande effective sur la mise en évidence de l'absence d'effets directs de la variation du salaire nominal sur le salaire réel et l'idée que l'emploi ne peut augmenter qu'à condition que la dépense d'investissement ou la propension à consommer augmentent. Sont ainsi séparés les effets directs de la baisse des salaires de leurs effets indirects sur la demande effective. L'effet indirect le plus à même d'accroître l'emploi correspond à l'effet découvert par Kalecki de l'impact de la baisse des prix sur la demande de monnaie et le taux d'intérêt.

Selon Keynes, cet effet apparaît « comme la seule base solide sur laquelle ceux qui prêtent au système économique la propriété de s'ajuster de lui-même peuvent fonder leur raisonnement ; encore qu'à notre connaissance ils ne l'aient jamais fait » (Keynes 2005, p. 271). Une baisse des salaires a donc le même effet qu'une augmentation de l'offre de monnaie. Si les autorités maintiennent constant le taux d'intérêt, la baisse des salaires ne réduit pas le chômage. Par ailleurs, pour qu'elle diminue les taux longs et, par ce biais, accroisse l'investissement, il faut qu'elle soit forte et suffisamment durable. Selon Keynes, cet argument restreint la portée pratique du plaidoyer classique en faveur de la baisse des salaires :

Connaissant la nature humaine et les institutions existantes, il faudrait être dépourvu de bon sens pour préférer une politique de salaire souple à une politique souple de la monnaie, si l'on ne peut invoquer en faveur de la première aucun avantage qui ne puisse être obtenu de la seconde. (Keynes 2005, p. 272)

D'un point de vue théorique toutefois, ce n'est qu'en mettant en évidence les effets déstabilisants de la baisse des prix sur la demande effective que Kalecki, comme Keynes, poursuit son entreprise de réfutation de l'argumentation classique. Pour lui, il existe des circonstances

théoriquement concevables et empiriquement significatives²² dans lesquelles la flexibilité du taux de salaire monétaire peut se révéler déstabilisante. Pour traiter cette question, il passe d'une analyse dynamique dans laquelle les réductions des salaires répondent aux *variations* du taux de chômage à une analyse dynamique explorant les propriétés d'instabilité de l'équilibre de plein-emploi.

En 1944, dans une note sur « l'équilibre stationnaire classique » de Pigou, Kalecki décrit un mécanisme susceptible de neutraliser les effets indirects mais stabilisants de la baisse des salaires. Outre l'effet Keynes, il entend invalider l'effet Pigou selon lequel la variation du niveau général des prix, en augmentant le patrimoine net des consommateurs, induit directement un accroissement de la consommation. Lorsque la valeur réelle de ces actifs augmente, les plans de consommation futurs sont mieux réalisés. En conséquence, les individus augmentent leur consommation courante au détriment de l'épargne.

Kalecki note que, pour l'essentiel, les encaisses monétaires privées – dont les dépôts bancaires comptabilisés comme de la monnaie – ont pour contrepartie directe ou indirecte de la dette privée. En conséquence, les effets d'une réévaluation des encaisses monétaires en termes réels ne concernent que la base monétaire ayant pour contrepartie l'or. Or le montant brut des actifs « internes » est d'un ordre de grandeur bien supérieur au volume net de la base monétaire ayant pour contrepartie l'or. Qu'en est-il des avoirs détenus sous forme d'obligations publiques productives d'intérêt ? La question de savoir si elles équivalent, en tout ou partie, à une richesse nette pose problème. Dans un échange épistolaire de 1944 avec Keynes, Kalecki expose sa position. Si la monnaie a pour contrepartie la dette du secteur public, une réévaluation de cette dette n'aura pas d'effet sur le revenu disponible des agents dans la mesure où les intérêts de cette dette impliquent, à déficit budgétaire constant, une charge fiscale plus élevée sur les profits. Les contribuables, anticipant donc des hausses d'impôts en vue du financement de la dette publique accrue, seront aussi appauvris que les obligataires seront enrichis²³.

22 En 1936, Kalecki se rend en France pour étudier les effets de la hausse des salaires monétaires sur l'emploi entraîné par les mesures prises par le gouvernement Blum, ce qu'il discute dans son article « The lesson of the Blum experiment » (Kalecki 1938).

23 « Si, dans la situation initiale, la dette nationale est de grande ampleur, cela facilite l'ajustement décrit par Pigou dans la mesure où la hausse de la valeur réelle de la dette nationale ne signifie pas un accroissement de la richesse réelle des entreprises et des agents. (Si l'intérêt sur la dette est financé par l'imposition, son existence n'affectera pas le revenu disponible). » (Kalecki 1990, p. 568)

Aussi, pour fonctionner, la déflation des salaires et des prix nominaux doit être de grande ampleur. La difficulté, souligne Kalecki – reprenant ici un argument développé par Irving Fisher dans sa théorie de la déflation par la dette – est que ces ajustements risquent d’entraîner d’importants effets de redistribution. L’agrégation ne poserait guère de problèmes si l’on pouvait s’assurer que la propension marginale à dépenser des créditeurs était systématiquement supérieure à celle des débiteurs, ne serait-ce que faiblement. Or, ce n’est pas le cas. La population n’est pas répartie au hasard entre débiteurs et créanciers. La majorité des entreprises se caractérisent par une forte propension à accumuler du capital physique et des moyens de production durables. Naturellement leur emprunt est rationné par les prêteurs, non seulement du fait des imperfections du marché du crédit mais parce que l’emprunteur est soumis au principe du risque croissant, un point mis en évidence par Kalecki dès 1937. Aussi, quand les prix et les salaires diminuent, le service de la dette absorbe une fraction supérieure du revenu des entreprises, et la réduction ou l’élimination de leurs fonds propres les disqualifie pour solliciter un nouveau crédit.

Par ailleurs, les faillites et les défauts de paiement transmettent la détresse des débiteurs à leurs créanciers en menaçant la solvabilité et la liquidité des prêteurs individuels et des institutions financières. Devant la détérioration de leurs fonds propres, les entreprises donnent la priorité à la restauration de leur structure financière sur l’investissement réel. Le déclin de la valeur marchande réelle de leurs capitaux propres du fait de l’alourdissement du service de leur dette dépasse très largement les gains des créditeurs. En conséquence, les effets négatifs de la déflation sont susceptibles d’éclipser les effets positifs de la hausse de la valeur réelle des actifs nominaux des créanciers.

Il est important de souligner ici que le raisonnement de Kalecki est indépendant du mode de révision des anticipations des entrepreneurs. Sur ce point, Kalecki se distingue nettement de Keynes pour qui la révision des anticipations des entrepreneurs, dans un contexte déflationniste, constitue le principal obstacle au retour au plein-emploi. Sa thèse est que les effets positifs attendus de la baisse des salaires nominaux risquent d’être plus que compensés par la baisse du taux d’inflation anticipé de sorte que, quand bien même le taux d’intérêt nominal baisserait, le taux d’intérêt réel pourrait augmenter. Selon Kalecki, la baisse du niveau général des prix agit avant tout sur les charges financières des entreprises. Quelle que soit, donc, l’évolution des anticipations de prix et de salaire, une baisse des salaires nominaux peut entraîner une contraction de la demande globale.

Kalecki était également conscient que son analyse renvoyait à une analyse en termes de déséquilibre. Une séquence durant laquelle la baisse des prix et les salaires accroît les charges financières des débiteurs, parce qu'elle ne joue qu'à court terme, est incompatible avec la notion d'équilibre stationnaire. Dès lors que la période d'ajustement est suffisamment longue, les dettes contractées initialement parviennent à échéance et sont remboursées ou renouvelées. Kalecki reconnaît de surcroît l'impossibilité de démontrer l'existence d'un équilibre stationnaire de sous-emploi à l'aide de l'argument fondé sur la révision des anticipations : « Votre argument au sujet de la hausse du taux d'intérêt réel est valide seulement pendant la période d'ajustement. Une fois que le nouvel équilibre est atteint, les salaires et les prix cessent de baisser » (Kalecki 1990, p. 568). L'essentiel de son message est que l'équilibre de Pigou est globalement instable : les forces qui abaissent les salaires et les prix sont faibles et lentes et celles qui transforment la déflation en demande réelle accrue sont incertaines ou tout simplement absentes²⁴. Le caractère dynamique de ce type d'argument explique certainement pourquoi Kalecki, à la différence de Keynes, préférait le terme de quasi-équilibre à celui d'équilibre avec chômage.

*« Quasi-équilibre », « équilibre de sous-emploi » :
deux concepts équivalents ?*

L'examen de l'article de 1934 révèle que Kalecki a considéré en détail les mécanismes par lesquels les marchés des biens et de la monnaie pouvaient interagir. L'originalité de son analyse tient précisément à l'introduction du taux d'intérêt dans la fonction de demande de monnaie des entreprises et à la mise en évidence de l'« effet Keynes ». C'est justement en mettant en évidence cet effet que Kalecki montre, dans son Système II, que tout excès d'offre de travail, à travers la chute des salaires et des prix, entraîne une baisse du taux d'intérêt qui élève l'investissement et conduit l'économie au plein-emploi. De surcroît, c'est encore en référence à cet effet, que, dans son Système III caractérisé par l'existence d'une « armée

24 Un recours au modèle IS-LM peut aider à se représenter l'argument de Kalecki. L'effet Keynes se manifeste par un déplacement de la courbe LM vers le bas le long de la courbe IS décroissante ; l'effet Pigou se manifeste par un déplacement vers la droite de la courbe IS tandis que l'effet de la baisse des prix sur l'endettement réel se traduit par un déplacement de IS vers la gauche. Graphiquement, si l'effet combiné des effets Keynes et Pigou est dominé par l'effet d'endettement réel, une baisse des prix entraînera une baisse de la demande globale en sorte que la demande globale dans le repère (revenu réel, niveau des prix) ne sera pas décroissante mais croissante. Dans une telle situation, l'équilibre de plein-emploi peut très bien être instable.

de réserve de travailleurs au chômage», Kalecki décrit l'influence des variations des salaires monétaires induites par les mouvements de l'emploi, sur la demande agrégée.

Pour autant, les systèmes que définissent Keynes et Kalecki diffèrent en plusieurs points. Au chapitre 18 de la *Théorie générale* dans lequel Keynes résume sa théorie, il prend comme donnée, d'une part, les fondamentaux usuels de l'économie et, d'autre part, la quantité de monnaie en circulation déterminée par la banque centrale, l'unité de salaire monétaire déterminée à l'issue des négociations salariales et l'état des anticipations de long terme des entrepreneurs. Si une de ces catégories de variables n'est pas fixe, alors l'équilibre général, entendu au sens d'équilibre temporaire, est indéterminé.

De même que l'équilibre défini par Keynes, le quasi-équilibre défini par Kalecki est un équilibre temporaire déterminé, d'une part, pour un volume donné et une structure donnée des équipements et, d'autre part, pour un comportement de consommation et d'investissement définis. Cependant, à la différence de Keynes, Kalecki ne lève pas l'indétermination de son système, dans la courte période, par la donnée temporaire du salaire monétaire pour une quantité de monnaie et un état des anticipations fixes. En effet, sous les hypothèses que le chômage n'exerce pas de pression à la baisse sur le salaire monétaire et que le niveau du salaire monétaire dépend du niveau du chômage, Kalecki fait apparaître une relation fonctionnelle $N \rightarrow W$ et construit ainsi un système déterminé sans supposer que les salaires monétaires sont fixes.

Cependant, l'approche qu'il développe, fondée sur l'hypothèse d'agents hétérogènes, n'est pas identique à celle de Keynes. Considérons son Système III. Du côté de la consommation, les hypothèses de Kalecki sont :

- la consommation des salariés est égale à leur revenu ;
- la consommation des capitalistes est constante.

Aussi, pour un niveau donné de l'investissement, tout accroissement de l'offre globale entraîne une variation moins que proportionnelle de la demande globale. Cependant, dès lors que les coûts des entreprises sont croissants, la propension marginale sociale à consommer, bien que toujours inférieure à l'unité, n'est pas fixe mais varie avec l'échelle de production. Toute augmentation de la production élevant la part des profits réduit nécessairement la propension sociale à consommer, tandis qu'une baisse du niveau de la production globale, en réduisant la part des profits dans le revenu global, l'augmentera. Aussi, en ne distinguant pas le comportement de consommation des travailleurs de celui des capitalistes,

Keynes peut relier les dépenses de consommation globales au revenu national de manière plus simple. Et c'est précisément là que réside une différence importante entre son modèle et celui de Kalecki. En dépit de cette différence, le système de Kalecki permet de rendre compte de la convergence de l'économie vers une position stable de sous-emploi.

En recourant à l'hypothèse de concurrence imparfaite, Kalecki modifie à la fin des années 1930 ce système et renouvelle son analyse des déterminants de la répartition et du niveau du revenu et du quasi-équilibre.

Concurrence imparfaite, répartition du revenu et théorie du multiplicateur

L'idée fondamentalement nouvelle qu'il développe à la fin des années 1930 est que la répartition du revenu entre salaire et profit dépend de l'ampleur des imperfections de la concurrence. La stabilité de la part des salaires et des profits dans le revenu est alors expliquée à l'aide du concept de « degré de monopole » introduit par Lerner en 1934 pour caractériser l'écart entre un marché monopolistique et un marché concurrentiel.

En couplant cette explication de la répartition du revenu à sa théorie des profits, Kalecki relie sa théorie de la demande effective à l'hypothèse de concurrence imparfaite et montre que toute variation du degré de monopole, en modifiant la répartition du revenu entre salaires et profits, se manifeste à un niveau macroéconomique par des variations de l'emploi. L'originalité de son approche est de démontrer que si la part des profits dans le revenu dépend du degré de monopole de l'économie, en revanche, le niveau des profits reste uniquement déterminé par le niveau des dépenses des capitalistes. Ce qui signifie donc, que pour tout niveau des dépenses des capitalistes, les variations du degré de monopole n'affectent le niveau de l'emploi global qu'à travers leurs effets sur les dépenses des travailleurs.

Aussi, se fondant sur ces résultats permettant un passage élégant de la microéconomie à la macroéconomie, Kalecki parvient à décrire les ajustements de l'offre et de la demande globale en référence aux variations du revenu national, aboutissant ainsi à une expression originale du multiplicateur. Plus précisément, en admettant que les travailleurs consomment intégralement leurs salaires, il parvient à déduire de l'analyse microéconomique l'idée que la propension sociale à consommer est constante et inférieure à l'unité. Enfin, dans ce cadre de concurrence

imparfaite, Kalecki est en mesure d'expliquer le démenti statistique de la corrélation négative entre salaires réels et salaires monétaires énoncée par Keynes dans la *Théorie générale*.

Pour rendre compte de ces aspects, il est utile de partir de sa recension de la *Théorie générale* (Kalecki 1936a). Les principales conclusions de Keynes sont discutées dans une économie composée de deux classes sociales, les capitalistes titulaires des profits et les travailleurs salariés. Dans cette économie :

- l'investissement est prédéterminé, le problème de l'interdépendance entre les marchés des biens et les marchés financiers est donc ici écarté;
- le salaire monétaire est fixe et le marché du travail, du fait de l'existence d'une « armée de réserve de travailleurs au chômage », est caractérisé par un excès d'offre.

Kalecki se place d'emblée à un niveau microéconomique et représente l'équilibre de l'entreprise à l'intersection de la courbe de coût marginal et de revenu marginal. Dès lors, en déduisant de chacune de ces deux courbes les coûts en matières premières, obtenant ainsi une « courbe de valeur ajoutée marginale » (recette marginale) et une courbe de « coût marginal du travail », il relie l'équilibre de l'entreprise à l'équilibre macroéconomique et fait apparaître la répartition du revenu entre profits et salaires :

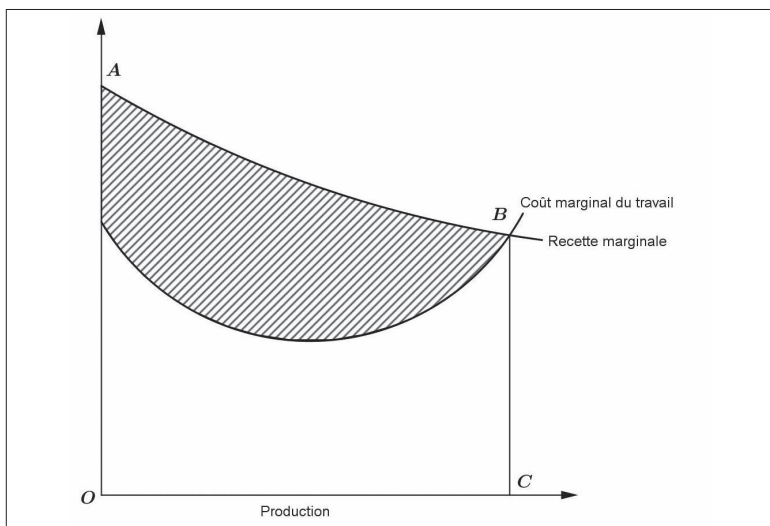


Figure 1 - L'équilibre de l'entreprise et la répartition du revenu

Au point d'équilibre, la valeur ajoutée de l'entreprise représentative correspond à l'aire $OABC$ dont la partie hachurée représente le revenu des capitalistes et la partie non hachurée, le revenu des travailleurs. Or, à l'équilibre, comme le revenu national est égal à la valeur des biens de consommation et d'investissement produits, sous l'hypothèse que les travailleurs n'épargnent pas, la partie hachurée correspond à la valeur des biens consommés et investis par les capitalistes, tandis que la valeur des biens consommés par les travailleurs correspond à l'aire non hachurée.

Dès lors, Kalecki est, non seulement, en mesure de représenter les effets d'un accroissement des dépenses des capitalistes sur la répartition du revenu, mais encore de représenter graphiquement l'idée que les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent, tandis que les travailleurs dépensent ce qu'ils gagnent. Il écrit :

Supposons qu'ils [les capitalistes] élèvent leurs dépenses d'un certain montant à un moment donné. Alors les courbes de valeur ajoutée marginale [de toutes les entreprises] vont se déplacer jusqu'au point où la somme des parties hachurées égalise la valeur accrue des dépenses d'investissement et de consommation des capitalistes. Et puisque la somme des parties hachurées est en même temps le revenu total des capitalistes, leurs plus fortes dépenses engendrent forcément pour eux un niveau de revenu d'un même montant. (Kalecki 1990, p. 226)

Dans cette perspective, Kalecki a la possibilité de décrire les ajustements de l'offre et de la demande agrégée en articulant l'équilibre microéconomique de l'entreprise à l'équilibre macroéconomique. C'est une représentation de cette articulation qu'on se propose ici de réaliser. Partons de l'équilibre de l'entreprise. Le processus de concurrence monopolistique supposé par Kalecki admet que la demande qui s'adresse à une entreprise individuelle est, d'une part, une fonction croissante de la demande globale et, d'autre part, une fonction décroissante du prix relatif qu'elle propose²⁵. L'économie étant supposée comprendre un grand nombre d'offres, il est légitime d'admettre que chacune des entreprises est petite devant le marché. Le prix qu'elle fixe n'influence alors que très peu le niveau général des prix, et l'on peut considérer que tout producteur prend le niveau général des prix comme une donnée. Il est également légitime d'admettre que la quantité individuellement produite n'a que peu d'impact sur les revenus distribués et donc sur la demande globale, de

25 On peut, pour cela, retenir une fonction de demande à élasticité constante de type $y_i = (p_i / P)^{-\varepsilon} Y / m$, où p_i désigne le prix de l'entreprise i , P le niveau général des prix, Y la demande globale, ε l'élasticité de la demande et m , le nombre des entreprises.

sorte que la demande agrégée est également prise par chaque producteur comme donnée. À l'équilibre, chaque entreprise applique à son coût marginal un taux de marge déterminé par l'élasticité de la demande²⁶. C'est, ainsi, l'élasticité de la demande propre à chaque entreprise qui détermine le taux de marge. Celui-ci est bien endogène et il reflète, à travers la notion de demande particulière adressée à chaque entreprise, la position réciproque des entreprises.

Quand les coûts et l'élasticité de la demande sont constants, le prix pratiqué par chaque entreprise reste constant avec la demande perçue et donc la production envisagée, ce qui ne fait que refléter la constance des rendements du travail. Le prix croît avec le facteur de marge, et décroît donc avec l'élasticité de la demande adressée à chaque entreprise, ce qui ne fait que traduire l'accroissement du risque que prendrait chaque entreprise en s'écartant du prix pratiqué par ses concurrentes et, par conséquent, dans ce modèle imagé, du prix moyen.

Au niveau macroéconomique, la part des salaires dans le revenu, α , dépend du degré de monopole, lui-même déterminé par l'élasticité de la demande

$$\frac{WN}{pY} = \alpha$$

Lorsque s'applique aux capitalistes une fonction keynésienne avec une propension à consommer λ faible ($C_\pi = \lambda\Pi + \overline{C}_\pi$) et que les travailleurs consomment l'intégralité de leur revenu ($C_w = WN/p$) pour tout niveau prédéterminé de l'investissement, on obtient l'expression finale du revenu :

$$Y = \frac{\overline{C}_\pi + I}{(1-\lambda)(1-\alpha)}$$

Une manière simple, alors, d'expliquer le passage du plan micro au plan macroéconomique est de supposer, d'une part, que le nombre d'entreprises dans l'économie est fixe, ce qui est le cas à court terme, et d'autre part, que les variations de la demande globale se manifestent par des déplacements horizontaux des courbes de demande individuelles : un accroissement de la demande se répartissant uniformément entre les entreprises. Dès lors, à l'équilibre symétrique, c'est-à-dire

26 La condition d'optimalité s'écrit alors pour toute entreprise, où W/PmL désigne le coût marginal réel, W le salaire monétaire et PmL le produit marginal du travail :

$$p_i = \left(\frac{\varepsilon - 1}{\varepsilon} \right) W / PmL$$

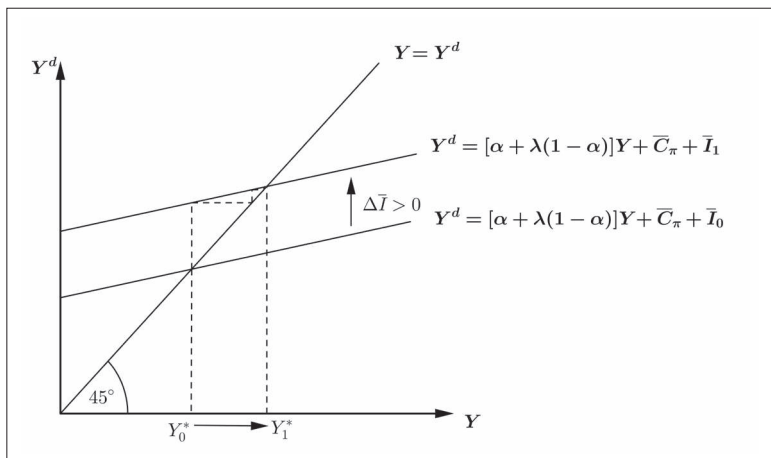


Figure 2 - Effet d'une hausse de l'investissement

en admettant que l'économie est composée d'entreprises dotées de la même technique et faisant face à la même fonction de demande, on montre que l'équilibre micro est déterminé à un niveau macro par la demande globale. Si la demande globale s'élève, les courbes de demande individuelles se déplaceront donc vers la droite sans modifier la répartition du revenu.

Cette correspondance entre l'équilibre de l'entreprise et l'équilibre global autorise une représentation nouvelle des ajustements de l'offre et de la demande globale. À l'aide d'un diagramme à 45°, l'équilibre macroéconomique est désormais déterminé à l'intersection de la courbe de demande globale, paramétrée par le taux d'intérêt, et la première bissectrice.

Supposons, par exemple, que l'investissement s'élève : l'écart entre l'offre et la demande globale provoque un accroissement de la production – et donc du revenu – qui entraîne à son tour des déplacements iso-élastiques des courbes de demande individuelles. Ces déplacements cependant ne sont pas sans limites. Puisque la demande s'élève moins rapidement que le revenu, les courbes de demande individuelle se déplacent de moins en moins fortement à mesure que le déséquilibre entre l'offre et la demande globale se résorbe et que le nouvel équilibre macro est atteint.

Puisque, en concurrence monopolistique, les entreprises disposent de capacités productives excédentaires, le système est ainsi caractérisé par une certaine élasticité lui permettant d'absorber les changements de la demande effective à prix constants : une augmentation de celle-ci,

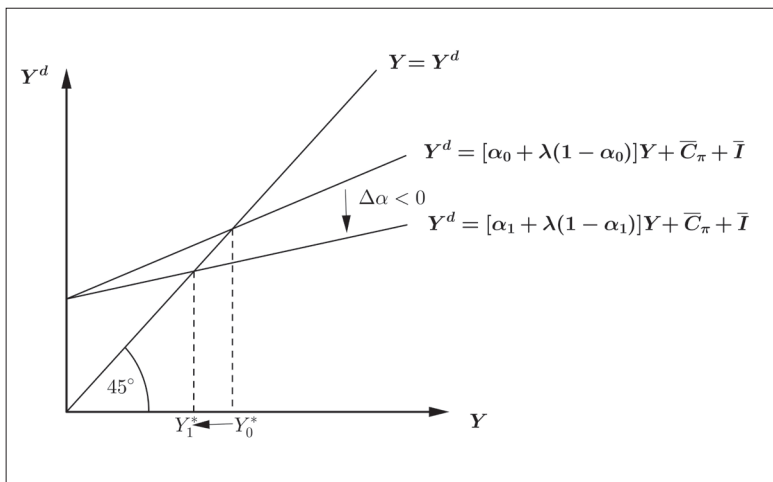


Figure 3 - Effet d'une hausse du degré de monopole

déclenchée par une variation des dépenses des capitalistes étant désormais satisfaite grâce à une augmentation de la production, c'est-à-dire, à la mise en œuvre d'une capacité productive jusqu'alors sous-utilisée. De surcroît, grâce à sa théorie de la répartition du revenu, Kalecki est en mesure de montrer que le multiplicateur dépend de la répartition du revenu entre salaires et profits et non d'une « loi psychologique fondamentale » comme chez Keynes.

Mais si les variations du degré de monopole affectent la part des salaires et des profits dans le revenu, elles ne modifient pas, en revanche, le niveau des profits. Comme on peut, en effet, le montrer, la théorie des profits de Kalecki, fondée sur l'idée que les dépenses des capitalistes font leur revenu, tandis que les revenus des travailleurs font leurs dépenses, s'articule parfaitement avec sa théorie de la répartition du revenu.

Si le degré de monopole dans l'économie s'élève, cela implique, en raison d'une répartition du revenu plus favorable aux capitalistes, une hausse du taux d'épargne. Or, si le niveau des profits reste constant tandis que la part des profits dans le revenu s'élève, il faut nécessairement que le produit réel ait baissé. La baisse du revenu et la hausse du degré de monopole se traduisent en conséquence par des déplacements vers la gauche et une rotation vers le haut des courbes de demande individuelles de sorte que le niveau des profits reste constant²⁷.

27 Comme le note Kalecki dans son ouvrage *Studies in Economic Dynamics* publié en 1943,

Cycles et instabilité

Les modèles de cycle construits par Kalecki visent à rendre compte du caractère instable et contradictoire des économies capitalistes mais écartent l'idée que ces économies puissent s'effondrer. L'économie, certes, est instable, mais cette instabilité est locale. Il existe toujours des facteurs « stabilisateurs » à l'origine des retournements de conjoncture²⁸.

Un monde paradoxal

Les mouvements cycliques résultent de deux « paradoxes ». Le premier révèle que les capitalistes, bien que collectivement « maîtres de leur destin », n'ont individuellement aucune prise sur la conjoncture globale. Ils gagnent en moyenne ce qu'ils dépensent mais chacun d'eux est tributaire des décisions prises par les autres capitalistes. C'est cette incapacité à se coordonner qui rend le cycle inévitable.

L'article de 1934 est utile pour comprendre l'origine de ces « défauts de coordination ». Par le recours aux schémas de reproduction de Marx, Kalecki souligne un aspect clé des économies modernes, à savoir qu'aucun secteur de l'économie ne peut à lui seul absorber la totalité de sa production. Une partie de ses recettes est nécessairement réalisée auprès des entreprises appartenant à l'autre secteur de l'économie. En conséquence, la rentabilité et du même coup les décisions d'investissement des entreprises des deux secteurs sont étroitement dépendantes l'une de l'autre.

Supposons par exemple que les entreprises du secteur des biens d'investissement décident, unilatéralement, d'investir. Aussi, les courbes de demande individuelles des entreprises de ce secteur se déplaceront vers la droite²⁹. En présence d'un retard d'investissement, la production de biens d'investissement s'élèvera d'autant à la période suivante. Les profits du secteur des biens de consommation étant composés des salaires versés par le secteur des biens d'investissement, la rentabilité des entreprises

si le degré de monopole varie : « Le pourcentage de marge brute s'élève, mais le produit national baisse exactement dans les mêmes proportions, en sorte que les profits réels totaux restent inchangés. Quel que soit le niveau des marges de profits sur une unité de production, les capitalistes ne peuvent réaliser plus de profit que ce qu'ils consomment et investissent. » (Kalecki 1991, p. 153-154)

28 La crise de 1929 n'est par exemple pas interprétée comme une crise structurelle mais comme un moment du cycle. Voir par exemple Kalecki (1954).

29 Le raisonnement est ici mené en concurrence monopolistique.

du secteur des biens de consommation s'en trouvera donc accrue. Certes, une partie de la valeur des biens d'investissement reflue sous forme de profits vers le secteur des biens d'investissement, mais une partie seulement. Le reflux des profits est donc partiel si bien que les entreprises du secteur des biens d'investissement ne pourront maintenir le niveau de leurs dépenses qu'à la condition de s'endetter auprès des entreprises du secteur des biens de consommation. Les entreprises du secteur des biens de consommation se retrouveront ainsi créancières des entreprises du secteur des biens d'investissement. La structure d'endettement de l'économie sera donc modifiée. Pour que cela ne se produise pas, il faut que les entreprises des deux secteurs investissent simultanément. C'est seulement à cette condition que les capitalistes de chaque secteur gagneront en moyenne autant qu'ils dépensent.

Individuellement, un capitaliste – ou encore tous les capitalistes d'un secteur – ne peut donc accroître ses profits en élevant unilatéralement ses dépenses d'investissement. Il doit encore anticiper les plans d'investissement des entreprises de l'autre secteur. Si les entreprises d'un secteur anticipent que les entreprises de l'autre secteur investiront, celles-ci auront intérêt à investir également. Inversement, si elles anticipent que les autres entreprises n'investissent pas, elles n'auront pas intérêt à investir. C'est cette interdépendance entre secteurs qui explique la possibilité d'équilibres multiples dans le modèle de 1934. Si les capitalistes sont globalement pessimistes, l'économie atteindra un équilibre bas, caractérisé par des niveaux de dépenses d'investissement faibles, et les anticipations se trouveront confirmées. Inversement, si les capitalistes sont globalement optimistes, l'économie atteindra un équilibre haut. À nouveau, leurs anticipations seront validées³⁰.

Le retournement de conjoncture s'opère en vertu du caractère dual de l'investissement. Toute décision d'investissement se manifeste à terme par un surcroît de capacités de production. Parce que les entreprises n'internalisent pas les effets de leur décision sur le stock global de capital de l'économie, tout équilibre, haut ou bas, sera finalement perturbé par les modifications du taux de profit moyen défini comme le rapport du volume des profits au stock de capital. À niveau de profits donné, toute hausse du stock de capital global signifie que chaque unité de production sera moins rentable. Aussi, les entreprises seront conduites à réviser leurs plans

30 Cet exemple révèle que les problèmes de coordination étudiés par Kalecki concernent davantage des problèmes de coordination stratégiques que des problèmes de coordination intertemporels comme chez Keynes.

d'investissement à la baisse. Mais en s'engageant sur cette voie, la production de biens d'investissement diminuera ainsi que le niveau des profits. C'est ce comportement qui explique le retournement de la conjoncture, puisque la baisse de la dépense génère une baisse du niveau des profits qui incite les entrepreneurs à réduire davantage leur investissement. Le mécanisme s'inverse finalement lorsque la baisse du stock de capital restaure le profit par unité de production et incite les entrepreneurs à accroître leurs dépenses d'investissement. L'économie fluctue ainsi de manière cyclique au gré des modifications du taux de profit moyen de l'économie.

Le cycle vu comme une suite de quasi-équilibres

En conclusion de son article de 1934, Kalecki esquisse l'idée que les fluctuations de l'économie puissent être décrites comme une « série » de quasi-équilibres (Kalecki 1990, p. 219), c'est-à-dire comme une suite de positions « d'équilibres de courtes périodes » caractérisées par des niveaux déterminés de l'investissement et du stock de capital. En présence d'un retard d'investissement, la valeur courante de l'investissement devient le « résultat de décisions passées ». Aussi, à tout instant, il est possible de déterminer sur la base de l'investissement courant et des équipements en capital, l'équilibre de courte période.

Cet état, qui peut être représenté par un ensemble de courbes de valeur ajoutée marginale et de coût marginal du travail de toutes les entreprises, conjointement avec certains autres facteurs (principalement le taux d'intérêt), définit le taux des décisions d'investissement de la période courante. Ces décisions déterminent en retour la production de biens d'investissement à la seconde période et un nouvel équilibre qui s'établit sur la base des équipements en capital, qui ont, aussi, globalement, varié du fait de la dépréciation et de l'usure des équipements de la période précédente. (Kalecki 1990, p. 537)

À chaque période, le revenu réel d'équilibre est donné par

$$Y = \frac{\overline{C}_\pi + I}{(1-\lambda)(1-\alpha)}$$

Tandis que les décisions d'investissement D sont reliées aux dépenses courantes I par une fonction ϕ

$$D = \phi(I)$$

où ϕ est une fonction croissante concave dont Kalecki examine les propriétés à l'issue d'une discussion sur les coûts et les anticipations.

Son raisonnement exposé en 1937 est le suivant. Pour de faibles niveaux des dépenses d'investissement I une amélioration du climat des affaires exerce une forte influence sur les perspectives de profit des entreprises ainsi que sur la confiance des prêteurs. Aussi, dans ce cas :

- En dépit de l'augmentation de la demande de cash, l'amélioration de la confiance des prêteurs réduit le taux d'intérêt.
- Les déplacements des courbes de recette marginale s'effectuant (pour de faibles niveaux d'activité) dans la partie faiblement croissante des courbes de coût marginal, le taux de profit anticipé, en dépit de la hausse des prix des biens d'investissement, s'élève.

Inversement, pour de forts niveaux des dépenses d'investissement, l'amélioration du climat des affaires exerce une faible influence sur les profits anticipés et sur la confiance des prêteurs. Aussi, dans ce cas :

- La confiance des prêteurs s'améliore moins rapidement, tandis que la demande de cash s'élève : le taux d'intérêt augmente donc fortement.
- Les déplacements des courbes de recette marginale s'effectuent, pour de forts niveaux d'activité, dans la partie fortement croissante des courbes de coût marginal. L'augmentation des prix des biens d'investissement implique alors une hausse plus faible du taux de profit anticipé et des décisions d'investissement.

Dès lors, se fondant sur cette relation et après avoir explicitement écarté l'éventualité que l'équilibre puisse être instable, Kalecki décrit la dynamique de l'économie à l'aide du graphique suivant. L'analyse est menée sous l'hypothèse que le stock de capital reste constant (voir Figure 4).

Comme la courbe ϕ coupe la première bissectrice OL par le haut, l'équilibre atteint par l'économie en A est stable.

Supposons qu'à la période initiale 1, le niveau des dépenses d'investissement prenne la valeur I_1 égale à l'abscisse du point P_1 situé sur la courbe OL . En traçant la verticale passant par P_1 , on obtient le montant des décisions d'investissement D_1 à l'intersection de ϕ . Ces décisions d'investissement déterminent, à leur tour, le montant des dépenses d'investissement I_2 à la seconde période. Cependant, comme $D_1 > I_1$ on a :

$$I_1 < D_1 < I_2$$

où $D_1 - I_1$ représente l'accroissement réel de l'investissement entre la période 1 et 2 tandis que $I_2 - D_1$ représente l'accroissement nominal engendré par la hausse des prix. Au point P_2 , on détermine alors le niveau des décisions d'investissement D_2 dont on déduit le montant I_3 des dépenses d'investissement à la troisième période et, ce, jusqu'à la période 5 où le niveau des dépenses d'investissement est exactement égal au niveau des décisions d'investissement. En ce point, l'économie

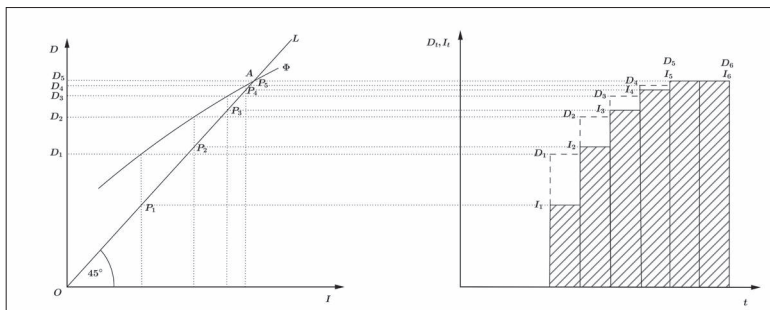


Figure 4 - Détermination de l'investissement

se trouve donc à l'équilibre et Kalecki ne manque pas de souligner son caractère stable.

Jusque-là, l'évolution du montant des décisions d'investissement a été envisagée en l'absence de variations du volume des équipements. Or, ce facteur exerce une influence déterminante sur les décisions d'investissement D à travers le taux de profit marginal anticipé et le taux d'intérêt. Pour analyser cette relation, le plus simple est d'admettre que le montant des dépenses d'investissement I est constant.

En premier lieu, si l'équipement en capital s'élève, les perspectives de profit des entreprises se détériorent. En effet, le revenu des capitalistes à chaque période est déterminé par le niveau des dépenses d'investissement. Aussi, à revenu constant, un accroissement du volume des équipements se manifeste dans chaque entreprise par « le déplacement vertical vers le bas des courbes de valeur ajoutée marginale » (Kalecki 1990, p. 547) dont il résulte une baisse des profits par entreprise. L'état des affaires étant moins favorable, les perspectives de profit se détériorent. Donc, plus l'équipement en capital est élevé pour tout niveau donné des dépenses d'investissement, moins le montant des décisions d'investissement est important.

En second lieu, l'accroissement du volume des équipements « s'accompagne d'une baisse de la part [des profits] des capitalistes dans la valeur ajoutée de chaque entreprise et par voie de conséquence, de la baisse de leur part dans le revenu national » (Kalecki 1990, p. 547). Or, pour un niveau donné des dépenses d'investissement, le niveau des profits est constant. En conséquence, la baisse de la part des profits est nécessairement associée à une hausse du revenu national, dont il résulte une hausse de la demande de cash et un accroissement du taux d'intérêt. Du fait de la baisse des

profits des entreprises et de l'augmentation du taux d'intérêt, une hausse du volume des équipements réduit donc les décisions d'investir.

Graphiquement, c'est désormais une famille de courbes $D = \phi(I)$, chacune de ces courbes étant associée à un niveau de capacité constant, qui permet de relier le niveau des décisions d'investissement au niveau des dépenses d'investissement et de l'équipement en capital. Quand celui-ci augmente, la courbe ϕ se déplace vers le bas. Au-dessus de la première bissectrice, ce déplacement engendre un processus d'expansion, et au-dessous, un processus de contraction. Désormais, cependant, à mesure que le volume des équipements à chaque période varie, chacun de ces processus ne s'effectue plus le long de la même courbe ϕ mais le long de plusieurs de ces courbes. La courbe *EBG* représente chacun des points des courbes ϕ pour lequel le niveau des dépenses d'investissement est juste égal au montant de la dépréciation des équipements et de leur entretien. Cette courbe est décroissante parce que, plus la courbe ϕ est proche de l'origine, plus le volume du capital est élevé et plus le montant de la dépréciation et de l'entretien des équipements est important.

Dans le plan (D, I) , l'évolution cyclique est représentée par les points *EFGH* (voir figure 5).

Aux points *E* et *G*, la trajectoire de l'économie est tangente aux courbes $D = \phi(I)$. En ces points débute donc la décélération des mouvements respectifs d'expansion et de contraction, tandis que le retournement de la conjoncture s'effectue aux points *F* et *G*. Le seul point pour lequel l'économie peut se stabiliser est le point *B* à l'intersection de *EG* et *OL*, c'est-à-dire la position pour laquelle le montant des décisions d'investissement est égal au montant des dépenses d'investissement, elles-mêmes égales au niveau requis pour maintenir constant le volume des équipements, et correspond à « l'équilibre de long terme ».

Une résolution analytique de ce modèle dynamique est possible et permet de préciser les domaines des valeurs des paramètres pour lesquels peuvent être obtenues différentes trajectoires dynamiques.

Proposition de formalisation

En présence d'un retard d'investissement, la dynamique de l'investissement peut être représentée de la manière suivante

$$\frac{dI}{dt} = \theta[D - I] \quad (1)$$

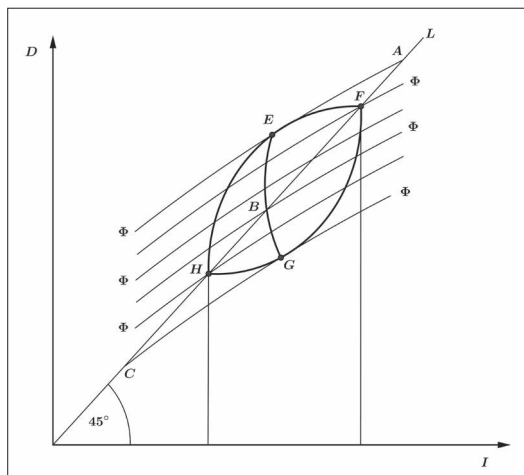


Figure 5 - Cycles auto-entretenus (1939)

Ainsi, conformément à l'argument de Kalecki, l'évolution de la production des biens d'investissement au cours du temps dI/dt , dépend des écarts entre les décisions courantes d'investissement D et la production courante de l'investissement I .

Parallèlement, la dynamique du stock de capital dépend de l'investissement courant I et de la dépréciation du stock de capital δK

$$\frac{dK}{dt} = I - \delta K \quad (2)$$

où δ est le taux de dépréciation.

Sous forme linéaire, la fonction des décisions d'investissement $\phi(.)$ peut s'écrire (Kalecki 1933)

$$D = m\Pi - nK \quad (3)$$

où m et n sont des constantes positives et Π les profits réels.

À l'équilibre du marché des biens, les profits réels résultent de l'application du multiplicateur aux seules dépenses autonomes des capitalistes \overline{C}_π et I .

$$\Pi = \frac{\overline{C}_\pi + I}{(1 - \lambda)} \quad (4)$$

En substituant la valeur d'équilibre de Π dans la fonction des décisions d'investissement $\phi(.)$, on obtient un système de deux équations différentielles en I et K .

$$\frac{dI}{dt} = \theta \left(m \frac{\overline{C_\pi} + I}{s_c} - nK - I \right)$$

$$\frac{dK}{dt} = I - \delta K$$

À l'équilibre stationnaire (quand $dI/dt = 0$ et $dK/dt = 0$), on trouve :

$$I^* = \frac{m \left(\frac{\overline{C_\pi}}{s_c} \right)}{1 - \left(\frac{m}{s_c} \right) + n\delta}$$

$$K^* = \frac{1}{\delta} \frac{m \left(\frac{\overline{C_\pi}}{s_c} \right)}{1 - \left(\frac{m}{s_c} \right) + n\delta}$$

$$Y^* = \frac{\overline{C_\pi} (1 + n\delta)}{(1 - \alpha) s_c \left(1 - \left(\frac{m}{s_c} \right) + n\delta \right)}$$

où s_c désigne la propension à épargner des capitalistes égale à $(1 - \lambda)$ et $(1 - \alpha)$ la part des profits dans le PIB.

La hausse de m et $\overline{C_\pi}$ accroît le PIB stationnaire tandis que la hausse de n , δ et s_c le réduit. Conformément à la théorie des profits et de la répartition du revenu de Kalecki, une hausse du taux de marge agissant sur α (part des salaires dans le PIB) joue uniquement sur le PIB stationnaire et laisse inchangées les valeurs de I et K .

Le système linéarisé autour de la solution de long terme s'écrit

$$\begin{pmatrix} \frac{dI}{dt} \\ \frac{dK}{dt} \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} \theta \left(\frac{m}{s_c} - 1 \right) & -n\theta \\ 1 & -\delta \end{pmatrix} \begin{pmatrix} I - I^* \\ K - K^* \end{pmatrix}$$

La trace et le déterminant sont

$$T = - \left[\delta + \theta \left(1 - \frac{m}{s_c} \right) \right]$$

$$D = \theta \left[n - \delta \left(\frac{m}{s_c} - 1 \right) \right]$$

La stabilité du système dépend donc de la valeur des coefficients δ , m et s_c et du retard d'investissement représenté par θ . Pour $s_c > m$, $T < 0$ et $D > 0$, le système est stable et l'on retrouve les conclusions de Kalecki. L'économie converge de manière monotone ou cyclique vers sa position stationnaire (voir Assous *et al.*, 2017).

Il est utile de représenter la trajectoire de l'économie à l'aide d'un diagramme de phase dans le plan (K, I) . Le lieu de stationnarité de K ($dK/dt = 0$) est une courbe croissante de pente δ . Au-dessus de cette courbe (si I augmente), K augmente ($dK/dt > 0$). Le lieu de stationnarité de I ($dI/dt = 0$) est une courbe de pente $-\frac{n}{1-(m/s_c)}$. Quand $s_c > m$, la courbe est décroissante dans le plan (K, I) .

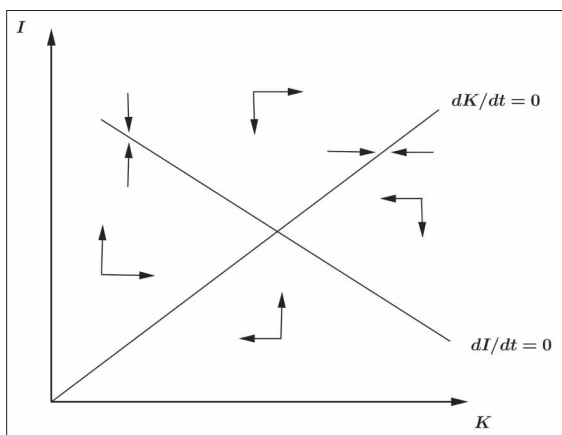


Figure 6 - Cycles amortis (1933)

Supposons que l'économie se trouve dans le cadran nord au-dessus de $dK/dt = 0$ et de $dI/dt = 0$. Pour ce niveau élevé de l'investissement I ,

le stock de capital s'accroît au cours du temps, ce qui exerce finalement un effet négatif sur les décisions d'investissement D . Aussi, s'enclenche un mouvement récessionniste. Quand l'économie passe à droite de $dK/dt = 0$, le stock de capital diminue. Mais du fait de la baisse de l'investissement et des profits, les décisions d'investissement poursuivent leur baisse et ce jusqu'au point d'intersection avec $dI/dt = 0$. La contraction du stock de capital est alors telle que le taux de profit courant s'accroît si bien que les décisions d'investissement commencent à croître. Ce mouvement se poursuit alors même que le stock de capital s'accroît dans le cadran ouest, lorsque l'économie passe au-dessus de $dK/dt = 0$. Ainsi, l'économie converge de manière cyclique vers sa position stationnaire au gré des ajustements de I et K . La tendance à l'amortissement du cycle dépend étroitement de la vitesse d'ajustement θ . Si θ est infiniment grand, l'ajustement vers l'équilibre stationnaire s'effectuera par des déplacements le long de $dI/dt = 0$. Aucun ajustement cyclique n'est, dans ce cas, possible.

Il est intéressant de noter que les trajectoires de I et K sont indépendantes du taux de marge des entreprises et donc de la répartition du revenu. Ce résultat tient au caractère complémentaire des théories de la répartition et du niveau des profits de Kalecki. Parce qu'une hausse du taux de marge n'a aucun effet sur le niveau des profits, déterminé par le niveau de l'investissement I , lui-même déterminé par les décisions d'investissement passées, celle-ci n'a aucun impact sur le taux de profit de l'économie et donc sur les décisions d'investissement courantes et par voie de conséquence sur la dynamique de l'économie.

En 1939, Kalecki élabore une version non linéaire de son modèle de 1933 et admet que la fonction des décisions d'investissement, en raison du mode de révision des anticipations des entrepreneurs, présente un plancher et un plafond et une inflexion au niveau de production pour lequel l'investissement maintient le stock de capital constant. Formellement, une telle hypothèse signifie que la courbe $\phi(\cdot)$ possède une forme de S tandis que la courbe $dI/dt = 0$ n'est plus monotone. Dans une telle configuration, si (i) il y a un ensemble compact de valeur (K, I) tel que le système dynamique pointe à l'intérieur sur la frontière et (ii) l'unique équilibre de long terme est instable, il est possible d'appliquer le théorème de Poincaré-Bendixon et de démontrer la possibilité de cycle limite. C'est le cas lorsque $m > s_c$ au voisinage de l'équilibre stationnaire et $m > s_c$ pour des valeurs extrêmes de I . Le diagramme de phase prend alors la forme suivante. L'économie fluctue désormais de manière perpétuelle autour du point stationnaire sans jamais l'atteindre :

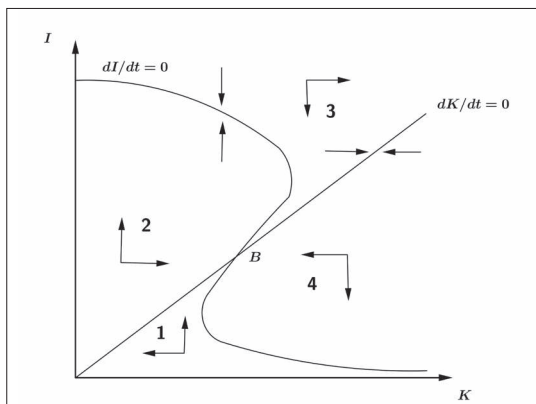


Figure 7 – Cycle-limite (1939)

Ainsi, les facteurs subjectifs, liés à l'état de confiance des entrepreneurs et à leur mode de révision des anticipations, passent au premier plan. C'est parce que les agents croient être conscients du cycle et révisent leurs anticipations dans les phases haute et basse que le cycle se déroule selon leurs prévisions. Quelle que soit désormais la valeur prise par le coefficient θ et l'importance de l'effet de capacité représenté par le coefficient n , l'économie connaîtra des fluctuations régulières en l'absence de tout choc.

Croissance, cycles et chocs

Kalecki accorde une importance différente aux chocs dans les différentes versions de sa théorie des cycles. En 1933, il rend compte de fluctuations auto-entretenues en l'absence de toute « perturbation extérieure ». La solution qu'il propose alors reposait sur un choix particulier des paramètres de son équation des décisions d'investissement. Ragnar Frisch et Harald Holme reprocheront à Kalecki l'aspect arbitraire de ce choix. Il n'y a en effet aucune raison de postuler que des paramètres possèdent une valeur exacte. Comme le souligne Richard Goodwin :

Hélas, Frisch était là pour souligner que depuis les Grecs, il est communément admis que l'on ne peut jamais dire qu'une quantité empirique est exactement égale à un nombre précis. Étant donné son objectif, ceci a porté un coup fatal à Kalecki. (Goodwin 1986, p. 249-250)

Toutefois, Kalecki ne pensait pas qu'une telle critique disqualifiait sa théorie. Rapidement il aura recours à l'argument de Frisch selon lequel

ce sont des chocs aléatoires qui assurent la régularité des fluctuations lorsque le cycle est amorti. Curieusement, dans le même temps, Kalecki introduit des non-linéarités dans son équation fondamentale susceptibles de servir de base à une théorie des cycles endogènes.

En 1936, il avance l'idée que les paramètres de la fonction des décisions d'investissement évoluent selon la conjoncture. Plus précisément, la sensibilité de l'investissement aux profits dépendrait de l'ampleur des variations du taux d'intérêt induites par les variations de la production. Lorsque le système monétaire est élastique, la hausse de la production et des prix des biens d'investissement s'accompagne d'une création monétaire qui limite la hausse du taux d'intérêt. La sensibilité des décisions d'investissement à la variation de la production et des profits serait ainsi plus forte car l'effet bénéfique de cette hausse ne serait que faiblement compensé par l'effet négatif de la hausse du taux d'intérêt. Si cette sensibilité prend une valeur telle que le cycle est amorti, l'atténuation des fluctuations aura tendance à accroître l'élasticité du système de crédit : « Le besoin de liquidité des banques et des entreprises deviendra moins pressant et la disparition des fluctuations aura l'effet d'une hausse des réserves » (Kalecki 1990, p. 360). Il en résulte une moindre variation du taux d'intérêt avec la production et donc un retour de la sensibilité aux profits de la décision d'investir vers son niveau pour lequel les fluctuations ont une amplitude constante. L'argument revient ainsi à introduire des non-linéarités dans la fonction de demande de monnaie.

Les versions de 1937, 1939 et de 1943 ne reprennent pas cette idée et se concentrent plutôt sur une analyse des anticipations. Kalecki avance l'idée que les décisions d'investissement sont moins sensibles aux variations des profits dans les phases hautes et basses du cycle. L'effet cumulatif de l'investissement sur la demande est ainsi stoppé indépendamment des variations du stock de capital et de la nature du retard d'ajustement entre décisions d'investissement et production des biens d'investissement.

En 1943, reconnaissant la pertinence de la conception endogène des cycles de Nicholas Kaldor (1940), Kalecki renoue avec la problématique de son modèle original (1933). Abandonnant toute référence au « *Swinging System* » de Frisch, il développe alors une explication fondamentalement endogène des fluctuations à laquelle seul manque un traitement formel. Parallèlement, l'analyse est fondée sur une nouvelle fonction d'investissement. Mais si Kalecki suit bien ici, pendant un temps, l'approche préconisée par Kaldor, en 1954, il revient à l'explication de Frisch. À partir de ce moment, dans son ouvrage *Theory of Economic Dynamics* (1954), il admet le caractère amorti des cycles et explique la constance de l'amplitude des

fluctuations par l'existence de chocs aléatoires. La solution qu'il retient consiste à considérer que la distribution des chocs suit une loi normale et non uniforme (ce qui revient à dire que les chocs de grande ampleur sont plus rares que ceux de moindre ampleur). Cette hypothèse permet à son modèle de générer des cycles réguliers quelle que soit la valeur des paramètres de son équation fondamentale, sans faire d'hypothèses spécifiques sur l'évolution des décisions d'investissement au cours du cycle. C'est cette solution qu'il retiendra dans les versions ultérieures de sa théorie.

Lorsque les valeurs des paramètres sont telles que le cycle est amorti, ce sont des chocs aléatoires suivant une distribution de loi normale qui permettent d'expliquer la régularité des fluctuations. Kalecki n'a pas recours à des arguments sur la psychologie des entrepreneurs pour évacuer le cas des fluctuations explosives. Si l'effet cumulatif de l'investissement sur la demande est trop fort, l'économie oscille entre un plafond correspondant au plein-emploi et un plancher atteint lorsque l'investissement est nul. Au plein-emploi, les pressions sur les capacités ralentissent la hausse de la production et les profits, de sorte que l'économie atteint un stade où l'investissement n'augmente plus et où la hausse du stock de capital entraîne un retournement de la conjoncture.

Le fait que les cycles soient impulsés par des chocs n'est pas problématique dans la mesure où dans la conception de Kalecki, l'économie n'a pas de tendance inhérente à croître et ne le fait que grâce aux impulsions externes que représentent les innovations. Il conclut par exemple son ouvrage de 1954 en écrivant :

Le développement économique de longue durée n'est pas inhérent à l'économie capitaliste. Ainsi, des « facteurs spécifiques de développement » sont nécessaires pour maintenir un mouvement tendanciel ascendant. Parmi ces facteurs, nous avons dégagé les innovations au sens le plus large comme le moteur le plus important du développement. (Kalecki 1991, p. 337)

En l'absence de ces impulsions, l'économie reste bloquée autour d'un état stationnaire de sous-emploi, sans qu'il n'existe de facteurs internes à même de l'en sortir.

En faisant augmenter le taux de profit anticipé, les innovations agissent sur la demande de la même manière qu'une hausse des profits où un accroissement de l'optimisme des entrepreneurs. Ce n'est que dans la mesure où elles font augmenter la dépense d'investissement au moment où elles apparaissent qu'elles génèrent de la croissance. Sans cet effet, il montre en 1941 dans un article intitulé « A theorem on technical progress » qu'elles se traduisent par une hausse du chômage liée à la

hausse de la productivité du travail et à celle du degré de monopole (qui résulte de la concentration industrielle accrue qui accompagne les innovations) (Kalecki 1941).

Ayant fait reposer la croissance sur des chocs, il lui suffit de montrer que la structure de l'économie est telle qu'elle s'ajuste à ces derniers par le cycle pour démontrer le caractère nécessaire des fluctuations dans le capitalisme. L'alternative se situe entre une stagnation autour d'un niveau de sous-emploi et une trajectoire nécessairement cyclique autour d'un *trend* de croissance toujours incertain parce que soutenu par des facteurs externes. Dans tous les cas, le capitalisme apparaît comme un système incapable d'ajuster de lui-même et de manière durable les ressources disponibles aux besoins.

Économie politique du plein-emploi

LES ANTAGONISMES de classes sont au centre de la vision du capitalisme de Kalecki. Leur influence sur la dynamique de l'économie s'exerce cependant de manière indirecte à travers les interventions de l'État. En l'absence de celles-ci, la dynamique est isolée des conflits de répartition. Ainsi, Kalecki appréhende de manière nouvelle les relations de pouvoir qui structurent le capitalisme, soulignant davantage la dimension politique de la « lutte des classes » que sa dimension strictement économique. Sa thèse est que le milieu des affaires, selon la « pression des masses », arbitre, d'un côté, entre la conservation de leur mainmise sur la conjoncture, et, de l'autre, la recherche du profit. De l'évolution de cet arbitrage dépend le degré d'implication de l'État. S'intéressant aux équilibres politiques de la fin des Trente Glorieuses, Kalecki évoque la possibilité d'une « réforme révolutionnaire » susceptible de concilier un interventionnisme étatique fort, compatible avec le plein-emploi, et le maintien du pouvoir politique des « milieux d'affaires ».

Une conception politique de la lutte des classes

Kalecki accorde une attention particulière aux rapports de pouvoir qui structurent le capitalisme. À la manière de Marx, il pense que les groupes sociaux doivent être définis par leur accès aux moyens de production. Ces antagonismes de classes, cependant, n'ont pas le rôle que leur attribue Marx. La spécificité de sa contribution réside dans le fait que la dynamique du taux de profit, dont dépend *in fine* la dynamique de l'investissement,

est indépendante des rapports de force qui se manifestent dans « la sphère de la production ». C'est seulement en agissant sur la « sphère de la circulation », principalement via la politique économique, que ces rapports de force impactent la dynamique.

Pour comprendre le rôle spécifique joué par la lutte des classes dans le système de Kalecki, il est utile de partir de la distinction de Marx entre sphère de la production et sphère de la circulation. Dans la première, se pose le problème de la formation des profits; dans la seconde, celui de la réalisation monétaire des profits. Marx considérerait que le premier problème constituait l'élément clé de la compréhension de la dynamique capitaliste. La sphère de la production réunit les capitalistes propriétaires des moyens de production et les salariés. Le rapport qui s'établit entre ces groupes constitue un rapport de classe dans le sens où les capitalistes, en tant que propriétaires des moyens de production, sont titulaires de la plus-value, c'est-à-dire de la différence entre la valeur des biens produits par les salariés et la valeur des biens qu'ils consomment. Dans ce cadre, la dynamique historique est déterminée par la dynamique de la plus-value, la crise survenant lorsque l'accumulation du capital provoque le tarissement des sources de la plus-value¹.

Kalecki reconnaissait explicitement l'existence d'une sphère de la production structurée en classes sociales. Il considérerait notamment comme « totalement inadmissible de construire un modèle économétrique du développement économique futur en postulant de manière tacite la non-existence des rapports de production » (Kalecki 1997, p. 302). Ces rapports de production, cependant, ne sont pas à l'origine des profits. Chez Kalecki, les profits dépendent des décisions de dépenses des capitalistes. Ils augmentent parce que la dépense globale et l'emploi augmentent. Le mécanisme du cycle articulé à cette théorie nécessite, pour s'enclencher, une « création de pouvoir d'achat qui ne se fonde pas sur une contribution au revenu social courant » (Kalecki 1990, p. 141). Sans quoi le surcroît d'investissement n'aurait pas lieu. Cette création est permise soit par les réserves monétaires dont disposent les entreprises, soit par le biais du crédit. Ainsi, le surcroît de monnaie injecté dans la circulation engendre des revenus tels que le profit sera, *e post*, égal à l'investissement. La formation du profit réel dans la sphère de la production ne fait donc que

1 Notons qu'un tel mécanisme est indépendant du problème de la réalisation de la valeur. Ce qui ne signifie pas que Marx n'avait pas conscience de la possibilité de crises de réalisation, mais il considérerait possible d'en faire abstraction pour comprendre les grandes tendances du capitalisme liées aux luttes ayant lieu dans la sphère de la production.

valider *a posteriori* un profit qui est en fait « créé » *ex nihilo* dans la sphère de la circulation. En d'autres mots, le profit existe sous forme monétaire avant d'exister sous forme de surplus, alors que c'est l'inverse chez Marx. Une hausse des profits n'est jamais le résultat d'une lutte à l'avantage des capitalistes pour s'accaparer une part plus importante du revenu national, mais celui d'une injection nouvelle de pouvoir d'achat dans l'économie, entraînant une hausse de l'emploi et des revenus de *l'ensemble* des classes sociales. Elle se comprend donc en référence à la position des capitalistes dans la sphère de la circulation (leur accès au crédit notamment) et non à celle qu'ils ont dans la sphère de la production.

En subordonnant ainsi les mécanismes du cycle à la sphère de la circulation, Kalecki autonomise d'emblée le cycle des luttes de classes ayant lieu dans la sphère de la production. Elle n'est jamais un moyen d'accroître l'exploitation comme chez Marx, mais vise au contraire à permettre la réalisation des profits provenant d'un surcroît de demande émanant de la sphère de la circulation. En cela, le mouvement économique ne revêt pas le caractère antagonique qu'il a chez Marx.

Lorsque les entreprises possèdent un pouvoir de marché leur permettant de fixer un prix supérieur à leur coût marginal, Kalecki reconnaît que les salariés, dans certains cas, sont en mesure d'accroître leur part dans le revenu national en imposant à leur entreprise une baisse du taux de marge². Leur capacité à le faire dépend de l'importance du taux de marge et de leur pouvoir de négociation. Si ce pouvoir est fort, les syndicats peuvent imposer des hausses de salaires toutes les fois qu'une entreprise augmente ses prix. Si le processus de négociation se fait de manière décentralisée, entreprise par entreprise ou encore branche par branche, les entreprises peuvent alors concéder, de peur de perdre des parts de marché, des baisses de leur taux de marge. Dans ce cas de figure, un fort pouvoir de négociation salariale se traduirait par une hausse du pouvoir d'achat des salariés et des hausses de l'emploi mais cela sans que le niveau global des profits ne soit modifié. Tant que les dépenses des capitalistes restent inchangées, le niveau des profits ne varie pas, les capitalistes recevant finalement une plus petite part d'un plus grand revenu national (Kalecki 1971a). Aussi, quand bien même les salariés verraient leur pouvoir de négociation s'élever et parviendraient à accroître leur part dans le revenu national, le taux de profit et donc la dynamique économique ne

2 S'il étudie cette possibilité, il considère tout de même que l'effet le plus probable d'une variation des salaires est une variation proportionnelle des prix laissant inchangés le salaire réel et la répartition.

seront pas modifiés. Kalecki insiste sur ce point dès les premières formulations de sa théorie du cycle en soulignant que les décisions d'investissement sont indépendantes de la « lutte pour les salaires ».

En cela, les luttes tournant autour de la répartition, quand bien même elles se manifesteraient par des variations de l'emploi, ne constituent pas un facteur « externe » à même de modifier la trajectoire de l'économie. La dynamique économique apparaît donc bien indépendante des luttes que se mènent les groupes sociaux. En réponse à Alexander Rajchman, professeur de mathématiques et membre du parti communiste, Kalecki élabore dès 1933 un argument qui met bien en évidence cette idée :

Si un étudiant monte dans un taxi et conclut qu'il est inutile de frapper le tableau de bord pour faire accélérer le taxi, il aurait raison, puisque la trajectoire du taxi est complètement déterminée par sa position initiale, sa vitesse et l'influence des forces extérieures, d'exclure la possibilité que des forces internes puissent modifier sa course. (Kalecki 1990, p. 113)

Les luttes pour la répartition expriment une lutte pour l'accès à un pouvoir d'achat nouveau permettant de commander un surcroît de production. C'est à ce niveau que se situe l'antagonisme. La lutte des classes n'est pas une lutte économique autour de la répartition d'une quantité donnée de surtravail comme chez Marx mais une lutte politique pour le pouvoir de commander le produit d'une quantité supplémentaire de travail. Il est également remarquable que quelle que soit l'issue des luttes de répartition, la situation des capitalistes n'est jamais détériorée. Si les capitalistes refusent la hausse de la part des salaires, ce n'est pas parce que cela détériore leur situation, mais davantage pour garder la main sur la fixation du niveau de production et d'emploi. La présence de ce type d'enjeu est centrale dans l'analyse politique du cycle.

L'analyse du rôle économique des cartels, relevant des rapports de productions, fournit une autre illustration de cette forme d'autonomie. Lorsque Kalecki développe sa théorie, la dynamique de la structure des marchés constitue un problème central des débats marxistes. À cette époque, un consensus apparaît pour reconnaître l'influence des monopoles sur le cycle et la croissance. Pour Lénine (1917), par exemple, les monopoles se développent dans un contexte de baisse tendancielle du taux de profit. Aussi, la « cartellisation » de l'économie est inscrite dans une tendance de long terme et constitue un facteur de ralentissement de l'activité. En accélérant la socialisation des moyens de production, les monopoles augmentent la puissance productive du travail mais élèvent l'intensité capitaliste et renforcent la tendance à la baisse du taux de

profit. Selon Eduard Bernstein, à l'inverse, ils permettent une atténuation des problèmes de disproportions de l'économie à l'origine des crises. La cartellisation constitue dans chaque cas un élément clé de la compréhension de la dynamique des économies.

Kalecki n'attribue pas un tel rôle aux cartels. Si leur présence permet de rationaliser la production, de fluidifier l'offre de certains marchés, voire de lutter contre la surproduction, conformément à sa théorie des profits, elle ne modifie pas fondamentalement l'évolution de l'investissement et du taux de profit et donc le déroulement du cycle³. En cela, la présence des cartels n'est ni un facteur d'accentuation des contradictions et de blocage ni un facteur de leur atténuation et d'expansion ; elle ne change pas fondamentalement la dynamique de l'économie parce qu'elle ne change pas la dynamique de l'investissement et du taux de profit qui la gouverne. En présence de cartels, les fluctuations auront sensiblement la même forme : selon que les ajustements s'opèrent par les prix ou uniquement par les quantités, les fluctuations de l'emploi seront plus ou moins importantes. Mais, à l'instar des modifications du pouvoir de négociation salariale, la cartellisation ne modifie pas la trajectoire de l'économie et n'est pas responsable d'une tendance générale de la dynamique économique du capitalisme. En revanche, politiquement, les cartels ont un rôle considérable dans la mesure où ils peuvent orienter la politique économique, diplomatique et militaire. C'est par cette voie indirecte qu'ils peuvent influencer sur la dynamique de l'économie.

Dimension politique du cycle économique

La contrainte de liquidité s'exerçant sur les salariés limite leur accès au crédit et leur capacité à constituer une épargne. La théorie du risque croissant met en évidence le lien entre détention de capital (relatif à la sphère de production) et accès au crédit (relatif à la sphère de circulation). Pour contourner cette asymétrie, nous avons vu que les salariés pouvaient tenter d'accroître leur pouvoir d'achat en imposant une baisse du taux de

3 Kalecki voit plusieurs raisons à la formation d'un cartel. Les entreprises peuvent désirent s'entendre dans le but de réduire leur coût ou afin de tirer le meilleur parti de la structure de la demande. Au-delà de ces raisons habituelles, Kalecki rappelle qu'une entreprise peut également accroître son pouvoir de marché en bénéficiant d'un soutien politique. Kalecki montre par exemple que le trust des allumettes formé par Ivar Kreuger, au-delà de la rente d'innovation dont il a bénéficié, a su tirer parti de la neutralité de la Suède pendant la première guerre mondiale pour s'approvisionner en matière première (Kalecki 1928a).

marge des entreprises. Kalecki considère toutefois que l'intervention de l'État dans l'économie est un moyen plus direct. Non contraint financièrement, l'État peut modifier le pouvoir d'achat des salariés et ainsi leur conférer un contrôle sur le cycle au détriment du milieu des affaires. Celui-ci cherchera en réaction à orienter l'intervention publique dans le but de servir au mieux ses intérêts. C'est donc autour des interventions de l'État que se cristallisent les antagonismes. Avant toutefois de considérer comment les antagonismes s'exprimant autour du contrôle de la dépense publique, qualifiée de « force externe », modifient le cycle, il est intéressant d'examiner la manière dont Kalecki rend compte de l'impact géopolitique des grands cartels.

Le poids politique des cartels

Si Kalecki n'accorde pas le même rôle économique aux cartels que ses contemporains marxistes, il reconnaît l'importance des liens entre l'État et les grands trusts. Dans plusieurs articles écrits dans le contexte de la crise de 1929, Kalecki analyse les grandes orientations de politique économique, ainsi que les conflits politiques et militaires, comme le résultat de rapports de forces entre grands groupes, ces derniers cherchant à utiliser la capacité d'intervention de l'État dans leur intérêt.

Le cas de la guerre que se mènent la Royal Dutch Sell (RDS) et le groupe soviétique Neftsyndicate (N) dans les années 1920 illustre bien, selon Kalecki, ce phénomène (Kalecki 1928b). Ces derniers ont conclu un accord conférant à la Standard Oil le monopole de la commercialisation du pétrole soviétique en Extrême-Orient. Dans le but de briser cet accord et d'affaiblir la position de l'URSS, Henry Deterding, le patron de la RDS, utilise tous ses relais politiques et diplomatiques. En cela, « on peut sans aucun doute conclure que ces cinq dernières années, Deterding a été au centre de la contre-révolution et le principal soutien financier de ceux qui étaient convaincus de la "chute imminente des Soviétiques" » (Kalecki 1996, p. 170). Ces manœuvres politique et diplomatique ne suffiront pas, toutefois, à faire cesser l'importation de pétrole soviétique par des pays comme la France ou l'Italie fasciste, qui cherchaient à se libérer de l'emprise des groupes britanniques (et à se faire rembourser les dettes des Soviétiques).

Les conflits militaires sont également analysés comme étant la conséquence de l'influence des trusts sur les États. Dans deux articles de 1932 parus dans la *Revue socialiste*, Kalecki attribue le conflit opposant le Japon et la Chine à la volonté de l'industrie japonaise d'obtenir un débouché extérieur pour ses produits ainsi qu'un meilleur accès aux matières

premières. Son argument est que la vie politique japonaise est structurée par l'opposition entre l'armée de terre et la marine, ce qui recoupe une opposition entre les deux trusts concurrents Mitsubishi et Mistui. L'orientation de la politique belliciste du Japon dépend directement des luttes entre ces deux trusts. Le premier, importateur de pétrole soviétique, a intérêt à un rapprochement avec l'URSS et plaide pour un conflit avec les États-Unis et l'invasion des Philippines. Le trust lié à l'armée de terre défend pour sa part une position antisoviétique. La guerre en Mandchourie est donc une victoire du trust lié à l'armée de terre, qui, note Kalecki, a bénéficié du soutien des États-Unis et de la Grande-Bretagne aussi longtemps que leurs intérêts n'ont pas été menacés (Kalecki 1932b).

La montée de l'« hitlérisme », si elle a pour base sociale la petite bourgeoisie déclassée et les éléments isolés de la classe ouvrière, est également analysée comme étant indissociable du soutien que lui apportent certains grands groupes allemands. Ces derniers avaient intérêt aux débouchés « externes » que constituaient pour eux la politique d'armement nazi et l'annulation de la dette voulue par Hitler. Le soutien des industries de l'acier, où les fluctuations de l'emploi rendaient les mouvements sociaux très vifs (Kalecki 1932d), était particulièrement fort. Aussi, le nazisme apparaissait pour ces grands groupes comme une voie de stabilisation politique et économique. Enfin, Kalecki souligne qu'Hitler a bénéficié du soutien de grands industriels occidentaux comme Deterding, qui « plus d'une fois » a proposé son aide au « futur conquérant de l'Union soviétique » (Kalecki 1996, p. 173).

Kalecki ne manquait pas de souligner que ces trusts pouvaient constituer un obstacle à la sortie de crise. Une politique de relance financée par création monétaire est vue, dès 1932, comme un puissant facteur de reprise, mais dont l'efficacité dépend de la capacité des États à se coordonner. Une telle coordination suppose cependant « un accord international entre puissances capitalistes, qui est, bien sûr, totalement utopique » (Kalecki 1996, p. 176). En cela, les obstacles à la sortie de crise ne sont pas économiques mais politiques. Alors qu'une sortie « par le haut » serait possible, le fait que les industriels cherchent en permanence à accroître l'emprise de leur groupe sur les marchés mondiaux bloque cette perspective. Compte tenu des fortes « rivalités impérialistes », une des seules politiques de relance acceptable par les grands groupes est celle qui passe par un fort développement de l'armement orienté vers la guerre. Une telle politique non coordonnée conduit cependant, dans une économie dépendante de l'extérieur, comme l'Allemagne, à réduire les importations de biens alimentaires au bénéfice des matières premières nécessaires à l'industrie et à appauvrir la population.

Ces exemples permettent de souligner le caractère essentiellement politique de la critique de « l'impérialisme économique » de Kalecki. La cartellisation n'est pas en elle-même vue comme un facteur de blocage économique. Par contre, les actions des grands groupes bloquent les possibilités de relance « par le haut » et favorisent le développement des conflits militaires. C'est par cette influence néfaste sur les États que les luttes entre grands groupes impactent la dynamique économique.

Si chaque trust ou cartel cherche à utiliser dans son propre intérêt l'emprise que le monde des affaires détient sur l'État, ils sont par contre unis lorsqu'il s'agit de bloquer les capacités d'interventions de la classe ouvrière. C'est à l'impact de cette lutte sur le cycle qu'il convient maintenant de s'intéresser.

Antagonisme politique et cycle économique

Comme cela a été souligné, selon Kalecki, les antagonismes entre classes prennent une forme spécifique. Ce sont les décisions de dépenses qui sont à l'origine du cycle tandis que la répartition du revenu peut se modifier à l'avantage des salariés sans que ne soient entamés les profits des entreprises. Dès lors, l'enjeu des luttes n'est plus économique mais politique. Le capitalisme n'est pas qu'un système où certains travaillent pour d'autres, c'est surtout un système où ceux qui détiennent les moyens de production ont le *pouvoir* de déterminer ce qui est produit et en quelle quantité. C'est sur ce second aspect qu'insiste Kalecki, beaucoup plus que sur le premier.

Dans son article « Political aspect of full employment » (1943b), cette idée est clairement formulée. Considérant comme acquis par la plupart des économistes le fait qu'une politique d'investissement public ou de subvention à la consommation financée par l'emprunt permette d'atteindre le plein-emploi, Kalecki s'interroge sur les raisons de l'opposition du monde des affaires à l'intervention de l'État. À ce propos, il écrit :

Cette attitude est difficile à expliquer. Clairement, des niveaux de production et d'emploi plus élevés bénéficient non seulement aux travailleurs mais également aux entrepreneurs, parce que les profits de ces derniers augmentent. Et la politique de plein-emploi esquissée ci-dessus n'empiète pas sur les profits parce qu'elle n'implique aucune taxation supplémentaire. (Kalecki 1943b, p. 324)

Comme dans le cas d'un surcroît de dépenses permis par la baisse du taux de marge, l'opposition à une politique de dépense publique orientée vers le plein-emploi ne peut être que politique.

Il met d'abord en évidence un antagonisme lié à la question du contrôle de l'économie. La présence d'une armée de réserve assure aux capitalistes un « puissant contrôle indirect sur la politique des gouvernements » (Kalecki 1943b, p. 325) puisqu'elle fait dépendre l'emploi de « l'état de confiance » du monde des affaires.

Mais une fois que le gouvernement apprend les ruses de l'augmentation de l'emploi par ses propres dépenses, ce puissant dispositif de contrôle perd de son efficacité [...]. La fonction sociale de la doctrine des « finances saines » est de rendre l'emploi dépendant de « l'état de confiance ». (*Ibid.*, p. 325)

Il faut considérer qu'il y a un enjeu politique fort autour du pouvoir de décision du volume et de l'orientation de l'emploi. Les milieux d'affaires ne cherchent pas seulement à avoir les profits les plus élevés possible. Ils veulent également maintenir leur domination politique, le pouvoir qu'ils détiennent sur le volume et l'orientation de la production, fut-il au prix de profits plus faibles. C'est pourquoi ils dénie à l'État le pouvoir d'intervenir et tiennent au maintien d'une armée de réserve qui rend l'emploi entièrement dépendant de leurs décisions. Ce faisant, il s'agit en réalité d'empêcher la classe ouvrière d'avoir une influence sur la demande effective via l'influence que ses luttes lui permettraient d'avoir sur l'État. La lutte politique n'a donc pas tant lieu entre l'État et le monde des affaires, mais bien entre celui-ci et les salariés. L'État n'est que l'opérateur par lequel le rapport de force entre classes s'exprime à l'échelle macroéconomique. Lorsque les milieux d'affaires sont certains que les salariés n'ont aucune prise sur la politique menée par l'État, comme ce fut le cas en Allemagne nazie, « leur opposition aux politiques de plein-emploi est surmontée » (*ibid.*, p. 326).

La deuxième série d'arguments porte sur la nature des dépenses effectuées par l'État pour aboutir au plein-emploi. Afin de ne pas réduire la rentabilité de l'investissement privé, l'État doit investir dans des domaines que le secteur privé peut difficilement prendre en charge (hôpitaux, écoles, infrastructures, etc.). Mais le gouvernement peut également être tenté de nationaliser des monopoles naturels gérés par le privé et ainsi menacer plus directement les intérêts du monde des affaires. Ce type d'intervention est d'ailleurs la seule réellement à même de le faire puisque, contrairement à une dépense publique, elle constitue une remise en cause de la propriété privée des moyens de production. La subvention à la consommation est rejetée « encore plus violemment que l'investissement public » pour des raisons morales parce que « les fondamentaux de l'éthique capitaliste requièrent que l'on doit "gagner son pain à la sueur

de son front" à moins d'avoir ses propres moyens privés» (i d., p. 326). La subvention à la consommation remet en cause le principe au fondement des rapports de production capitalistes, selon lequel un non-propriétaire est obligé de se salarier pour vivre. Ce type d'opposition est politique en ce qu'elle renvoie à une volonté de préserver les fondements même du système capitaliste et par là du pouvoir des milieux d'affaires, à savoir la propriété privée des moyens de production et la dépendance des salariés aux propriétaires de ces moyens de production.

La troisième raison évoquée par Kalecki ne porte pas sur les interventions menant au plein-emploi mais sur le risque que fait peser une situation de plein-emploi durable sur la stabilité politique globale :

Même si les oppositions [précédentes] étaient surmontées – comme ça peut être le cas sous la pression des masses – le *maintien* du plein-emploi causerait des changements politiques et sociaux qui donneraient une nouvelle impulsion à l'opposition des chefs d'entreprise. [Le chômage cessant de jouer son rôle disciplinaire] la position sociale du patron serait affaiblie et la confiance ainsi que la conscience de classe de la classe ouvrière augmenterait. L'augmentation des grèves pour les salaires et les améliorations des conditions de travail engendrerait des tensions politiques. Il est vrai que les profits seraient plus élevés qu'ils ne le sont en moyenne sous un régime de laissez-faire ; et même les hausses de salaires résultant de l'augmentation du pouvoir de négociation des travailleurs ont plus de chances de se traduire par une hausse des prix que par une baisse des profits et de n'affecter que les intérêts des rentiers. Mais « la discipline dans les usines » et la « stabilité politique » sont plus appréciées par les chefs d'entreprise que les profits. Leur instinct de classe leur dit qu'un plein-emploi n'est pas sain de leur point de vue et que le chômage est une partie intégrante d'un système capitaliste « normal ». (Kalecki 1943b, p. 326)

Cet extrait exprime bien ce qui caractérise l'approche de Kalecki : les antagonismes de classe ne s'expriment que politiquement dans des situations où le pouvoir des capitalistes est remis en cause.

Si la lutte des classes n'a pas d'impact sur la dynamique interne du cycle, elle n'est pas sans conséquence en influant sur l'État qui agit sur le cycle comme une « force extérieure ». L'état du rapport de force entre classes sociales étant largement déterminé par le cycle lui-même (puisque'il dépend principalement de l'emploi), on obtient ainsi une théorie spécifique des interdépendances entre économie et politique.

Dans l'article de 1943, Kalecki envisage la possibilité que ces interdépendances débouchent sur un « cycle politique des affaires » dans lequel la politique économique ne fait que renforcer les mécanismes internes du cycle. En période de récession, les milieux d'affaires acceptent que

l'État prenne en charge la reprise de l'économie via des investissements publics n'empiétant pas sur leur profit. Si son ampleur est suffisamment importante, une telle politique peut accroître la rentabilité de manière à faire redémarrer l'investissement privé et permettre à l'économie d'atteindre le plein-emploi. Arrivé au plein-emploi, les entrepreneurs font pression pour que l'État résorbe son déficit de manière à restaurer une armée de réserve. La réduction du déficit s'ajoute à l'effet de la hausse des capacités de production pour faire basculer l'économie dans la récession. L'antagonisme politique au sujet de l'emploi renforce le caractère cyclique de l'économie et limite les possibilités d'intervention de l'État. Dans cette configuration, la présence de l'État ne modifie pas la nature du cycle. Au contraire, le fait que les milieux d'affaires gardent la main tout au long du cycle sur la politique économique rend les retournements de l'économie plus rapides et a donc tendance à renforcer l'instabilité locale. Les périodes de plein-emploi et de chômage de masse étant moins longues, les risques politiques associés à ces périodes sont limités et la stabilité globale du système s'en trouve renforcée.

Sans intervention durable de la classe ouvrière, le cycle politique se surajoute donc au cycle économique pour accentuer les deux propriétés fondamentales de l'économie chez Kalecki, son instabilité locale et sa stabilité globale. La présence de l'État, parce qu'il est sous le contrôle des milieux d'affaires, conduit donc à accroître l'impasse dans laquelle le cycle bloque l'économie.

D'autres situations sont cependant envisageables : la « pression des masses », si elle est suffisamment forte, peut parvenir à orienter la politique économique de manière à fixer durablement la trajectoire de l'économie à un niveau de plein-emploi. Cette possibilité évoquée en 1943 est analysée en détail en 1971, dans un article dans lequel Kalecki considère qu'elle s'est réalisée à la fin des Trente Glorieuses.

La possibilité d'une « réforme révolutionnaire »

Kalecki revient à la fin de sa vie sur la question des liens entre politique et économie et défend la possibilité d'une « réforme cruciale », ou encore « réforme révolutionnaire » du capitalisme compatible avec une situation durable de plein-emploi. Pour comprendre sa position, il est utile de revenir sur le rôle qu'il attribue aux « contradictions » du capitalisme. Le fait que ces contradictions soient davantage politiques qu'économiques implique en effet qu'elles peuvent être résolues par un compromis

politique. C'est l'histoire de la formation d'un tel compromis que raconte l'article de 1971.

Des « contradictions » politiques

Rien dans la dynamique interne décrite par Kalecki ne rend inéluctable un dépassement du capitalisme. Ce point est important parce qu'il est un des éléments qui structurent les débats entre les marxistes dans la première moitié du xx^e siècle. À l'instar de Marx lui-même, des auteurs comme Rosa Luxembourg ou Henryk Grossman en Pologne (contemporain de Kalecki) considèrent comme fondamentale l'idée que le capitalisme est mû par des contradictions qu'il ne peut lui-même gérer et qui rendent nécessaire, du point de vue du développement des forces productives, son dépassement.

Pour Kalecki, le capitalisme est « paradoxal » car l'accroissement du capital, qui devrait se traduire par un accroissement de la production et du niveau de vie, est le facteur conduisant à la récession. C'est par rapport à la satisfaction des besoins que le cycle est « contradictoire ». La contradiction n'a donc pas le même sens que chez Marx. Pour ce dernier c'est la logique même du capitalisme qui empêche son développement. Le mouvement économique impulsé par le capitalisme finit par rentrer en contradiction avec le maintien des rapports de production. C'est cette contradiction fondamentale qui est à l'origine des crises structurelles. Chez Kalecki, la dynamique de l'économie est globalement stable et ne menace donc jamais les fondements des rapports de production. Laissé à lui-même, c'est-à-dire en fait laissé au pouvoir des milieux d'affaires, le capitalisme a une tendance à rester bloqué dans un état de marasme économique global qui alterne avec une certaine régularité des phases d'expansion et de récession. La contradiction existant alors entre développement économique et satisfaction des besoins est entièrement liée au choix politique des milieux d'affaires de sacrifier la prospérité au maintien de leur emprise sur l'économie. Le capitalisme n'étant pas mû par des contradictions indépassables, l'intervention de l'État suffit à rendre un plein-emploi durable économiquement possible et le blocage est politique.

C'est ce blocage qui fonde la critique du capitalisme de Kalecki. Ce dernier considère dès 1943 qu'un « capitalisme de plein-emploi » est possible si la pression des masses pousse les milieux d'affaires à un compromis politique. Il écrit par rapport à cette possibilité :

Si le capitalisme peut s'ajuster de lui-même au plein-emploi, une réforme fondamentale y aura été mise en place. Sinon, il se montrera lui-même comme un système dépassé qui doit être détruit. (Kalecki 1943, p. 331)

On voit ici où se situe l'alternative. Soit les milieux d'affaires acceptent de céder un peu de leur prérogative politique quant à la fixation du niveau d'emploi et l'orientation de la demande effective, de manière à permettre un plein-emploi durable, soit le système devra être dépassé. Notons que pour Kalecki, les salariés ne visent pas nécessairement la prise du pouvoir à la place des milieux d'affaires. Ils veulent le plein-emploi et un niveau de vie décent, mais la satisfaction de ces revendications passe par une remise en cause partielle du pouvoir des décideurs économiques. Ce n'est que si ces derniers la refusent que le système doit être renversé. La critique du capitalisme de Kalecki ne se fonde donc pas sur l'idée d'une incapacité du système à développer les forces productives, et encore moins sur une critique de l'exploitation. Elle est une critique de la manière dont les milieux d'affaires orientent la production et bloquent la politique économique afin de conserver leur emprise sur l'économie.

L'absence de contradictions internes au mouvement économique et l'aspect politique et non économique du blocage des forces productives impliquent une possibilité de compromis politique permettant de stabiliser l'économie de manière durable au niveau de plein-emploi. C'est cette situation que Kalecki étudie dans un article de 1971 (coécrit avec Tadeusz Kowalik) d'abord publié en italien et traduit en anglais dans les œuvres complètes sous le titre « Observation on the "crucial reform" ».

Le compromis politique de la « réforme cruciale »

Comme nous l'avons dit, Kalecki avait envisagé dès 1943 une situation où le rapport de force serait suffisamment favorable à la classe ouvrière pour que celle-ci impose de manière durable une politique de plein-emploi. Il considère en 1971 que le capitalisme a effectivement évolué dans ce sens et qu'une « réforme cruciale » y a ainsi été mise en place :

Imaginons que la forte pression des masses mène à une réforme si radicale du système, effectuée malgré l'opposition de la classe dominante, que, sans abolir les rapports de production, une nouvelle valve soit ouverte pour le développement des forces productives. [...] Comme nous le montrons, nous avons précisément affaire à une telle situation dans le capitalisme contemporain. (Kalecki 1991, p. 467)

La « réforme cruciale » que Kalecki avait également envisagé de nommer « réforme révolutionnaire » renvoie en fait à l'élaboration d'une sorte de compromis politique entre les classes sociales, qui rendrait possible une stabilisation à un niveau de plein-emploi via la politique économique. L'article retrace l'histoire de la mise en place progressive de cette réforme.

C'est la crise de 1929 qui fait rentrer le capitalisme dans une période de « réforme cruciale ». Durant cette période, le chômage de masse, associé aux performances relativement bonnes de l'URSS et à la menace politique que pouvait représenter le mouvement ouvrier, a forcé les États à prendre en charge la relance des économies. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'économie est contrôlée de manière à orienter la production vers l'armement. Cette situation de contrôle de l'économie ne perdure pas après la guerre et l'intervention de l'État va davantage consister en des dépenses importantes visant à accroître la demande effective. À partir de ce moment :

Les interventions gouvernementales visant l'expansion des marchés devinrent une institution, rendant possible une limitation du chômage à quelques pour cent et ainsi une mise en pratique de quelque chose de similaire au slogan de « droit au travail » avancé durant la révolution de 1848 [...]. Cet état des affaires (couplé à une augmentation considérable de la sécurité sociale) a entraîné une certaine transformation de la classe ouvrière, qui dans son ensemble devint radicalement réformiste dans son attitude envers le capitalisme. (Kalecki 1991, p. 472)

Pour la classe ouvrière, le maintien durable du plein-emploi a permis la satisfaction de l'un de ses mots d'ordre les plus importants et l'accès à un niveau de vie et de protection sociale relativement élevé, ce qui a réduit ses velléités révolutionnaires. Ceci a facilité l'acceptation par les milieux d'affaires de la prise en charge par l'État du maintien du plein-emploi. Cette acceptation est renforcée par le fait que l'orientation de la production reste largement contrôlée par les grands groupes. Aux États-Unis, par exemple, « un énorme complexe militaro industriel a émergé qui [...] a une grande influence sur la vie économique et sociale en général » (Kalecki 1991, p. 473-474). Les actions de l'État restent largement des actions « supplémentaires » qui visent à combler l'écart entre production potentielle et demande effective et ne sont pas des actions de contrôle de l'orientation de la production. Elles sont dès lors mieux acceptées par les grands trusts, puisqu'elles augmentent leur profit sans trop réduire leur emprise politique.

Si les auteurs considèrent cette situation comme pouvant être relativement durable, on peut noter que cet équilibre politique est relativement instable. Il peut être rompu dès lors que les classes accroissent leurs

exigences ou cessent de se faire confiance. Kalecki et Kowalick précisent en effet que si la classe ouvrière n'exige plus l'abolition du capitalisme, elle tient à maintenir ses acquis et est prête à les défendre s'ils étaient remis en cause. Une volonté de la part des milieux d'affaires d'accroître leur emprise sur l'économie créerait une réaction de la classe ouvrière et une instabilité politique qui pourrait conforter les entrepreneurs dans leurs décisions initiales. De même, une hausse des vellétés révolutionnaires de la classe ouvrière (pouvant par exemple venir d'une méfiance accrue vis-à-vis des milieux d'affaires) pourrait rompre l'équilibre et engendrer une inflexion de la politique économique sous la pression des entrepreneurs.

Conclusion

AINSI, dès le début des années 1930, Kalecki est parvenu à construire une théorie aboutie de l'emploi, capable de rendre compte de la dynamique des économies capitalistes et a mis en évidence de nouveaux mécanismes d'ajustement macroéconomiques. C'est, en partant d'une analyse détaillée de l'article « Trois systèmes » de 1934 qu'il a été possible de réévaluer les apports de Kalecki. L'examen précis de la formalisation de ses écrits, leur poursuite dans certains cas et la mise en évidence de raisonnements implicites nous a permis de rendre compte des principales modifications qu'il a réalisées pour consolider ses acquis théoriques. La refonte de sa théorie de l'emploi sur la concurrence imparfaite ainsi que les différentes approches du cycle qu'il a développées pour affiner son analyse dynamique ont ainsi été cernées.

Les aspects du « message central » de Kalecki peuvent être rappelés. En 1934, Kalecki développe une théorie capable de rendre compte de situations de chômage persistant. En se plaçant provisoirement dans un cadre statique de concurrence parfaite, Kalecki a présenté sa théorie de l'emploi comme une anti-loi de Say. Aussi, en référence à un modèle « classique » pur dans lequel la préservation du pouvoir d'achat s'applique sans exception, il a mis en évidence les hypothèses centrales de son approche. Dans ce cadre, Kalecki a découvert de nouveaux mécanismes permettant de retrouver les conclusions de la théorie quantitative de la monnaie. Une innovation de son analyse a consisté à souligner que lorsque la demande de monnaie dépend du taux d'intérêt, que les prix et les salaires sont parfaitement flexibles, l'économie se comporte, en fait, comme un système « classique » pur. Partant de cette conclusion, il a fait valoir que pour construire un système dans lequel la loi de Say n'est pas vérifiée, il convient d'admettre que le marché du travail ne se comporte

pas comme un marché concurrentiel. Et c'est, en particulier, en partant de l'idée que les salaires monétaires ne réagissent pas à l'existence du chômage, qu'il a pu montrer que l'emploi était déterminé par le principe de la demande effective. Raisonnant dans un modèle avec agents hétérogènes, il a démontré que c'est seulement à cette condition que les variations des dépenses des capitalistes sont susceptibles de conduire à des variations de l'emploi et des quantités produites et pas seulement à des variations des prix. De ce point de vue, un apport essentiel de Kalecki a été de souligner que les variations de la demande effective s'accompagnaient de variations des profits qui agissent eux-mêmes comme une force équilibrante, par laquelle l'économie converge vers une position stable de sous-emploi qu'il qualifie de « quasi-équilibre ».

Sur cette base, il a été possible d'appréhender la dimension politique de l'œuvre de Kalecki et notamment son traitement de la lutte des classes et ainsi mieux cerner les aspects qui le distinguent de Marx. Chez Kalecki, l'idée essentielle est que les conflits de répartition n'ont qu'un effet indirect, à travers les interventions de l'État principalement, sur la trajectoire de l'économie et jamais de manière directe au sein de la « sphère de la production » comme chez Marx.

Trois systèmes*

(1934)

Michal Kalecki

Traduit par Michaël Assous et Paul Fourchard

* L'article «Trois systèmes» a fait l'objet d'une première traduction du polonais vers l'anglais à l'occasion de l'édition des *Collected Works of Michal Kalecki* par Jerzy Osiatynski (1990). La présente traduction de Michaël Assous et Paul Fourchard se fonde sur cette version.

Introduction

Dans cet essai, nous étudions la manière dont l'équilibre s'établit pour le volume d'équipement *existant*, en mettant particulièrement l'accent sur la production de biens d'investissement et le taux d'intérêt. On distingue trois types de systèmes économiques, qui se différencient par leurs caractéristiques essentielles. Dans le système I, le principe de préservation du pouvoir d'achat est poussé à l'extrême : tout revenu doit être immédiatement dépensé en biens de consommation et d'investissement. Ce modèle est en fait celui accepté par tous les économistes classiques.

Dans le système II, cependant, qui correspond mieux à la réalité, nous montrons que dans la circulation de la monnaie, dont la vitesse peut varier, il y a création et destruction de pouvoir d'achat, même en l'absence d'inflation de crédit *stricto sensu*. Toutefois, la création et la destruction de pouvoir d'achat n'impactent que le cours des perturbations et la position finale du système II est la même que celle du système I, dans lequel le principe de pouvoir d'achat s'applique. Ce résultat reste vrai lorsqu'une inflation de crédit *stricto sensu* a lieu dans le système II.

En introduisant des frictions dans le système II, rendu possible par l'existence d'une armée de réserve de chômeurs, on obtient le système III. Pour ce système, qui ne tend plus désormais vers un équilibre complet, on définit le concept de quasi-équilibre. La création et la destruction de pouvoir d'achat, à la différence du système II, n'influencent pas seulement le cours des perturbations mais également la position finale, en provoquant le déplacement d'un quasi-équilibre à l'autre.

Hypothèses

Le processus économique est examiné sous un certain nombre d'hypothèses. Ces hypothèses sont maintenues aussi bien lorsque le principe de préservation du pouvoir d'achat s'applique que lorsque la création et la destruction de pouvoir d'achat sont possibles.

1. Nous supposons qu'il existe seulement des travailleurs et des capitalistes (entrepreneurs et rentiers); les travailleurs consomment l'intégralité de leur revenu. En ce qui concerne la consommation des capitalistes, nous supposons que son volume S ne dépend ni des changements du revenu ni du taux d'intérêt. Ainsi, la consommation des capitalistes ne peut changer que si les habitudes d'épargne se modifient; autrement, nous la traiterons comme une constante.

La part restante du revenu total des capitalistes comprenant les frais de dépréciation correspond à la production de bien capital et à la hausse des stocks. On admet ici que les stocks sont faibles relativement au capital fixe existant. Aussi, nous négligeons leurs variations. En conséquence, le revenu épargné des capitalistes (comprenant les frais de dépréciation) correspond à la production des biens d'investissement. La somme de la consommation des capitalistes S et de la production de bien d'investissement i (comprises comme des valeurs agrégées calculées à prix constants) constitue les profits bruts réels, puisque $S + i$ est l'équivalent du revenu total des capitalistes comprenant les frais de dépréciation.

Parmi nos hypothèses, seule l'absence d'épargne des travailleurs doit être considérée comme fondamentale. En revanche, la stabilité de la consommation des capitalistes par rapport aux variations de leur revenu et du taux d'intérêt, ainsi que l'omission de l'influence des variations de stock sur le cours du processus économique, ne sont que des simplifications permettant une présentation plus claire de l'essentiel des problèmes considérés. Le rejet de ces hypothèses n'aurait pas changé fondamentalement nos résultats mais aurait compliqué à l'excès la ligne principale de notre argumentation, en la rendant obscure le plus souvent.

2. Nous admettons que le stock de capital existant produit avec des coûts marginaux croissants : plus il est utilisé, plus le coût additionnel de production de la dernière unité de bien est important. Évidemment, dans ces conditions, les prix égalisent les coûts marginaux respectifs.

Il semble que dans la réalité les coûts marginaux soient généralement croissants. Pour beaucoup d'équipements industriels, les frais additionnels liés à la production de la dernière unité commencent à augmenter à un niveau plutôt bas d'utilisation, alors que le passage aux horaires de nuit entraîne dans presque tous les cas une progression des coûts. Mais même quand il y a une baisse du coût marginal de chaque équipement d'une branche donnée, alors la branche dans son ensemble a une courbe de coût marginal croissante en raison des différences des coûts de production manufacturière des équipements individuels. (Dans chaque branche il y a toujours un certain nombre de générations d'équipements qui diffèrent dans leur technique de production.)

Avec l'hypothèse de coût marginal croissant, l'équipement en capital des industries individuelles ne sera généralement pas pleinement utilisé.

Le taux d'utilisation de ces équipements dépend du ratio du prix de l'*output* d'une industrie donnée au prix de ses *inputs* respectifs. Par conséquent, il y a aura des réserves de production pour les équipements dont le coût marginal est croissant, auxquels nous faisons ici référence

en permanence. Cela permet d'effectuer des restructurations de la production ou – quand il y a une offre de travail additionnelle – d'augmenter la production globale sans reconstruction ou expansion préalable du capital fixe. Ces variations dans la structure et le volume de la production ayant lieu sur la base d'un *équipement en capital existant* caractérisé par des coûts marginaux croissants – qui ont lieu dans des conditions de préservation de pouvoir d'achat, ou quand sa création et sa destruction sont possibles – sont le principal objet de cet essai.

3. Nous séparons le stock de capital en deux départements : la production de biens de consommation et la production de biens d'investissement ; dans chacun, la production des matières premières requises est incluse. Puisque nous négligeons les variations de stocks, la production du département des biens de consommation est toujours pleinement consommée.

Sous ces hypothèses, le taux d'emploi de chacun de ces départements ne dépend que du rapport respectif des prix aux salaires. La relation des prix des biens de consommation au prix des biens d'investissement n'a évidemment aucune influence sur le taux d'emploi de l'équipement en capital existant. Le taux d'intérêt n'a pas non plus d'effet sur le taux d'emploi. L'intérêt sur le capital fixe existant n'a naturellement aucun rapport avec l'emploi de celui-ci. D'autre part, l'influence des variations du taux d'intérêt sur le capital circulant peut être ignorée en accord avec notre hypothèse selon laquelle les stocks sont une fraction insignifiante du capital fixe total.

Système I

1. C'est un système dans lequel le principe de préservation du pouvoir d'achat s'applique sans exception. Nous pouvons mieux nous l'imaginer de la manière suivante. Supposons que tous les paiements prennent place à travers la participation de tous les agents économiques à un immense centre de compensation des chèques. Tous les participants doivent conserver leur encaisse inchangée : si quelqu'un à un moment donné a reçu plus, il doit payer davantage sur un autre compte. Naturellement, dans ce système, tout revenu est immédiatement dépensé – directement ou indirectement – pour l'achat de biens de consommation ou d'investissement.

2. Examinons d'abord le processus d'absorption de l'offre de travail dans le système I, sous la condition de préservation du pouvoir d'achat.

Nous supposons qu'il n'y a pas de changement dans les habitudes d'épargne et qu'ainsi, conformément à nos hypothèses, la consommation des capitalistes restera constante. Supposons qu'un excès d'offre de travail apparaisse sur le marché, le salaire baisse et les capitalistes – en accord avec le principe de préservation du pouvoir d'achat – dépensent immédiatement la somme additionnelle en biens d'investissement.

Immédiatement après la réduction des salaires, le prix des biens de consommation tombera dans la même proportion que ceux-ci. En fait, le pouvoir d'achat des travailleurs a été réduit alors que l'offre de biens de consommation pour eux restera inchangée en accord avec l'hypothèse de la constance de la consommation des capitalistes. Avec cette baisse équivalente des prix et des salaires, la production de biens de consommation en l'état restera au même niveau; cependant, en raison de la demande accrue pour les biens d'investissement, le rapport entre leur prix et les salaires augmentera. Consécutivement, l'emploi dans les industries de biens de consommation et d'investissement augmentera aussi par l'utilisation de l'équipement en capital oisif, qui absorbe l'excès d'offre de travail.

Toutefois, l'embauche de nouveaux travailleurs pour l'industrie des biens d'investissement accroît maintenant le pouvoir d'achat dirigé vers les biens de consommation, ce qui cause une hausse de leur prix au-dessus de leur niveau précédemment réduit, et ainsi une hausse du rapport entre ces prix et les salaires. En conséquence, il y a une hausse de l'emploi de l'équipement en capital dans l'industrie des biens de consommation qui absorbe aussi une partie de l'excès d'offre de travail.

Ainsi, nous voyons qu'avec la réduction des salaires monétaires, d'une part le salaire réel baisse aussi, puisque le rapport des prix des biens de consommation aux salaires a augmenté; d'autre part, les profits bruts réels (correspondant au volume agrégé des biens consommés et investis par les capitalistes) ont augmenté, en raison à la fois de la baisse des salaires réels et de l'expansion de la production globale. Avec la consommation des capitalistes constante, cette hausse des profits réels consiste en l'expansion de la production de biens d'investissement.

On peut conclure que, tant que les habitudes d'épargne restent inchangées (ce qui, en accord avec nos hypothèses, signifie que la consommation des capitalistes reste inchangée), la production de biens d'investissement augmente avec l'offre de travail.

3. Conformément à nos hypothèses, chaque niveau d'épargne correspond à un certain niveau donné de la consommation des capitalistes S . Jusqu'ici nous avons considéré le cas d'un S constant. Nous examinons maintenant l'effet d'un changement dans les habitudes d'épargne à

niveau d'offre de travail donné. Supposons que les capitalistes consomment moins, de telle sorte que S est réduit. Conformément au principe de préservation du pouvoir d'achat, les capitalistes devront dépenser une somme correspondante pour l'achat de biens d'investissement.

La demande accrue de biens d'investissement et celle réduite de biens de consommation entraîne une hausse des prix des premiers et une baisse des prix des seconds. Par conséquent, la part de l'équipement servant à produire des biens de consommation dont l'emploi coûte le plus cher (celle dont le coût de production unitaire est le plus élevé) cesse d'être utilisée, alors que l'équipement produisant des biens d'investissement est plus pleinement utilisé, via l'embauche des salariés renvoyés de l'industrie des biens de consommation. Ainsi une réduction – causée par un changement des habitudes d'épargne – de la consommation des capitalistes S , entraîne à niveau d'offre de travail donné, une hausse de la production de biens d'investissement i .

En liant cela avec l'argument de la section précédente, on obtient pour la production de biens d'investissement :

$$i = f(R, S) \quad (1)$$

Où f est une fonction croissante de l'offre de travail R et une fonction décroissante de la consommation des capitalistes S , qui, quant à elle, dépend des habitudes d'épargne. La fonction f dépend bien évidemment du volume et de la composition de l'équipement en capital existant sur la base duquel ont lieu les processus examinés ici.

4. Les investissements sont généralement faits, non par les rentiers, qui épargnent, mais par les entrepreneurs, qui empruntent le pouvoir d'achat des rentiers à un certain taux d'intérêt. Néanmoins, la production de biens d'investissement dans le système I est déterminée, non par les entrepreneurs, mais par les rentiers. Si les entrepreneurs veulent accroître leur investissement, la demande de pouvoir d'achat prêtée par les rentiers va augmenter (il n'y a pas d'autres sources de pouvoir d'achat pour les biens d'investissement dans le système I) et le taux d'intérêt augmente. Mais comme le taux d'épargne ne dépend pas – selon nos hypothèses – du taux d'intérêt, le niveau de l'épargne ne peut pas bouger ; en conséquence, le pouvoir d'achat alloué à la production de biens d'investissement ne le peut pas non plus, et il n'y a donc pas de raisons d'accroître cette production. Le taux d'intérêt augmentera de manière à rendre un certain nombre de projets non profitables, réduisant ainsi le volume des plans d'investissement à la production existante de biens capitaux.

Ainsi le volume et la structure de la production ici ne dépendent pas du tout des décisions d'investissement des entrepreneurs. Ces décisions

influencent seulement le taux d'intérêt. La formule que nous introduisons maintenant, et qui exprime l'égalité entre le volume des décisions d'investissement et l'accumulation du capital, déterminera donc le niveau du taux d'intérêt p , alors que la production de biens d'investissement est déjà déterminée par l'équation (1).

Le nombre de projets d'investissement qui passe le test de profitabilité dépend de la relation mutuelle existante à un moment donné entre les prix des biens de consommation, les prix des biens d'investissement et les salaires (qui sont des déterminants de la profitabilité brute anticipée), ainsi que du taux d'intérêt p . Puisqu'il découle de l'argument précédent que l'offre de travail R et la consommation des capitalistes S déterminent entièrement la relation des prix aux salaires, le volume des projets d'investissement peut être présenté comme la fonction $\Psi(R, S, p)$. Cette fonction dépendra naturellement des « nouvelles combinaisons de production » (des innovations technologiques par exemple) puisqu'elles ont une influence décisive sur la profitabilité anticipée. Si, par exemple, une grande invention est faite, la fonction Ψ change de telle manière qu'au même niveau de S , R et p correspondra un nombre plus important de projets.

En égalisant le volume des projets d'investissement $\Psi(R, S, p)$ avec la production de biens d'investissement, on obtient :

$$\Psi(R, S, p) = i \quad (2)$$

Ce qui nous permet de déterminer le taux d'intérêt p correspondant à un niveau donné de l'offre de travail R et de la consommation des capitalistes S , puisque la production de biens d'investissement est déjà déterminée par ces deux facteurs à travers l'équation (1). Ψ est naturellement une fonction décroissante du taux d'intérêt p , ce qui veut simplement dire qu'une hausse du taux d'intérêt réduit, toutes choses égales par ailleurs, le volume des projets d'investissement.

Si, sous l'influence de nouvelles combinaisons de production, la fonction Ψ se transforme en une fonction Ψ_1 , telle que :

$$\Psi_1(R, S, p) > \Psi(R, S, p)$$

i.e. un plus grand volume de projets d'investissement correspond maintenant aux mêmes valeurs R , S , p , alors le taux d'intérêt augmente au même niveau pour lequel l'équation $\Psi_1(R, S, p) = i$ est résolue. La hausse du taux d'intérêt élimine un certain nombre de vieux projets en faveur de nouvelles combinaisons de production, ajustant ainsi le volume des projets d'investissement à celui de la production des biens d'investissement, qui est entièrement déterminée par l'offre de travail R et la consommation des capitalistes S .

On appelle taux d'intérêt d'équilibre le taux d'intérêt p , déterminé par les équations (1) et (2). L'essence de ce taux, l'ajustement de la demande de pouvoir d'achat par les entrepreneurs à son offre par les rentiers, est strictement connectée au système I, dans lequel le principe de préservation du pouvoir d'achat s'applique.

Système II

1. On examine maintenant un système avec une circulation normale de la monnaie émise par la banque centrale. Par souci de simplification, on néglige la monnaie créée par les autres banques (c'est-à-dire leurs chèques et endossements), ce qui ne réduit en aucun cas la généralité de notre argument. On considère d'abord un cas dans lequel la banque centrale maintient un volume de monnaie en circulation constant au cours du processus examiné ici, afin de montrer que le comportement typique du système II ne dépend en aucun cas de l'inflation de crédit *stricto sensu*. Ce n'est que dans la dernière section de ce chapitre que nous nous rapprochons de la réalité, en supposant que la banque centrale accroît la monnaie en circulation quand la demande de monnaie augmente et la réduit dans le cas contraire (tout ceci étant naturellement effectué par des manipulations adaptées de son taux d'intérêt).

À la différence du système I, les agents économiques du système II détiennent des réserves d'encaisses qui peuvent augmenter ou diminuer. Une réserve d'encaisses est nécessaire pour gérer une entreprise en souplesse pour un niveau donné de chiffre d'affaires. Le volume de ces réserves dépend non seulement du chiffre d'affaires, mais également du taux d'intérêt. Plus le taux d'intérêt est élevé, plus sont faibles les réserves d'encaisses détenues par une entreprise pour tout chiffre d'affaires donné. Ainsi, si les ventes augmentent alors que le volume de monnaie en circulation reste constant, c'est-à-dire si la vitesse de circulation augmente, le taux d'intérêt augmente, puisque la tendance à l'augmentation proportionnelle doit être contrecarrée par une hausse du taux d'intérêt. Le taux d'intérêt dans le système II est déterminé de cette manière par la vitesse de circulation de la monnaie.

2. Le taux d'intérêt dans le système II, dépendant de la vitesse de circulation – que nous devons donc appeler le taux monétaire – n'est naturellement pas le même que le taux d'équilibre, qui est le taux qui s'établirait si le principe de préservation du pouvoir d'achat s'appliquait dans ce système économique. Il nous reste à expliquer maintenant si et comment le

taux monétaire peut s'écarter du taux d'équilibre et si cette déviation est permanente.

Supposons qu'à un certain moment le taux monétaire soit égal au taux d'intérêt d'équilibre. Supposons encore que la demande de pouvoir d'achat en direction des biens d'investissement augmente du fait de l'apparition de nouvelles combinaisons productives. Dans le système I, cela provoquerait une hausse du taux d'intérêt telle que la demande serait réduite à son niveau de départ : le taux d'équilibre augmenterait.

Supposons maintenant que le taux d'intérêt monétaire augmente immédiatement à la suite du taux d'équilibre. Aussitôt que le taux monétaire augmente quelque peu, les détenteurs de réserves monétaires offrent une faible part de ces réserves aux entrepreneurs de manière à leur permettre de réaliser des investissements. Nous supposons maintenant, pour ne pas s'égayer dans des problèmes de moindre importance, que les entrepreneurs financent leur investissement continûment, c'est-à-dire qu'ils n'accumulent pas de réserves de fonds mais contractent les crédits par petites tranches au fur et à mesure que leur projet d'investissement sont mis à exécution, et dépensent les sommes reçues. La monnaie empruntée par les entrepreneurs provenant des réserves des détenteurs de monnaie retourne en conséquence immédiatement vers ces derniers, qui peuvent offrir aux entrepreneurs les tranches suivantes de crédit.

Par conséquent, une circulation plus rapide de la monnaie crée un pouvoir d'achat additionnel, ce qui rend possible une augmentation de l'activité d'investissement. Cela se combine naturellement avec une hausse du taux d'intérêt monétaire, qui est une fonction croissante de la vitesse de circulation de la monnaie. Cependant, si cette fonction croît à un taux suffisamment faible (en d'autres termes, si une augmentation suffisamment faible du taux monétaire correspond à un changement donné de la vitesse de circulation), le taux monétaire n'atteindra toujours pas le taux d'équilibre, et l'activité d'investissement restera à un niveau supérieur à son niveau initial. Mais – comme nous le verrons par la suite – cette augmentation de l'investissement par la création de pouvoir d'achat additionnel provoque une hausse cumulative des prix et des salaires, de sorte que la vitesse de circulation de la monnaie, au final, augmente de manière à égaliser le taux monétaire et le taux d'équilibre. Aussi, le système atteint la même position finale d'équilibre qu'il aurait atteinte directement en présence de la préservation du pouvoir d'achat.

3. Il convient d'examiner de manière approfondie le processus que nous avons décrit dans la section 2 ci-dessus. Supposons que la demande de pouvoir d'achat pour les projets des biens d'investissement augmente

suite à l'apparition de nouvelles combinaisons de production, et que cette création de pouvoir d'achat soit permise par un accroissement de la vitesse de circulation de la monnaie. À côté de l'ancien flux de pouvoir d'achat, un flux additionnel apparaît désormais à travers les réserves monétaires, finançant l'activité supplémentaire. Le processus détaillé est le suivant :

Un accroissement de la demande de biens d'investissement provoque une hausse des prix et cela fait apparaître une hausse de la demande de travail dans les branches respectives de l'industrie. Les salaires augmentent et certains travailleurs sont « poussés » de la production de biens de consommation à la production de biens d'investissement. (Il n'y a pas de réserves de travailleurs au chômage, ce facteur sera introduit dans le système III.) Puisque la production de biens de consommation a maintenant décliné, le prix des biens de consommation doit augmenter au niveau pour lequel leur plus faible volume suffira pour le même nombre de travailleurs recevant maintenant des salaires monétaires plus élevés. Le profit des capitalistes augmente ici d'un montant égal au pouvoir d'achat additionnel. Une partie est gagnée directement par l'industrie des biens d'investissement, une autre partie va aux capitalistes du secteur des biens de consommation, dont le revenu augmente du montant de la masse salariale dans le secteur des biens d'investissement. (En effet, les revenus de l'industrie des biens de consommation augmentent d'un montant égal à la hausse de l'ensemble de la masse salariale, alors que ses coûts n'augmentent que du montant de la hausse de la masse salariale des salariés employés par elle.) Donc, plus on puise de monnaie dans les réserves pour l'investissement, plus il en retourne sous forme de profits réalisés.

Cet état des affaires toutefois ne dure pas. En raison de la hausse des prix dans le secteur des biens de consommation, il y a désormais une hausse de la demande de travail dans l'industrie des biens de consommation. Les salaires montent, et un certain nombre de travailleurs de l'industrie des biens d'investissement retournent maintenant vers celle de la consommation. La production d'investissement baisse. De cette manière, nous retournons à la position initiale, excepté que le niveau général des prix et des salaires a augmenté.

Si l'activité d'investissement était restée inchangée, ces processus se seraient répétés continuellement, avec des « transferts » successifs de travailleurs du secteur des biens de consommation vers le secteur des biens d'investissement poussant de manière infinie le niveau des prix et des salaires vers le haut. Cela ne se produit pas puisque la vitesse de circulation a augmenté en raison de la hausse de la valeur monétaire des ventes, et, conjointement avec la vitesse, le taux d'intérêt monétaire

augmente aussi, atteignant plus ou moins rapidement le taux d'équilibre. Alors le volume des projets d'investissement est réduit à son niveau initial (et naturellement de nouvelles combinaisons de production sont réalisées par l'annulation d'autres projets qui se révèlent non profitables à un taux d'intérêt plus élevé). Les productions de biens d'investissement et de biens de consommation s'établissent d'elles-mêmes à leur niveau de départ de manière concomitante.

Le système II – par la création de pouvoir d'achat, une hausse cumulative des prix et des salaires, et une hausse de la vitesse de circulation de la monnaie et avec elle du taux d'intérêt monétaire – atteint le même équilibre final que celui qu'atteint directement le système I après une hausse du taux d'intérêt d'équilibre. On doit noter que dans le système II un niveau général des prix défini correspond à un montant donné de la monnaie en circulation dans la position finale. Ce niveau de prix est celui respectant la condition selon laquelle la vitesse de circulation de la monnaie doit atteindre un niveau pour lequel le taux monétaire est égal au taux d'intérêt d'équilibre.

4. Examinons maintenant le processus prenant place dans le système II à la suite d'un changement des habitudes d'épargne. Supposons qu'à un moment donné les capitalistes commencent à consommer moins. Dans le système I, conformément à sa définition, l'intégralité du pouvoir d'achat libéré doit être immédiatement affectée à l'achat de biens d'investissement. Dans le système II, des processus opposés à ceux décrits dans ces deux dernières sections prennent place : il y a destruction de pouvoir d'achat. Si les capitalistes commencent à consommer moins et n'achètent pas immédiatement davantage de biens d'investissement mais conservent temporairement ces réserves monétaires pour les offrir ultérieurement sur le marché monétaire, il s'ensuivra qu'au moment suivant ils n'auront bientôt plus rien à offrir, puisque moins ils dépensent en consommation, moins il y a de monnaie qui afflue dans leurs réserves.

Le cours détaillé de ce processus est le suivant. L'industrie des biens de consommation ne trouve pas de clients pour les articles précédemment consommés par les capitalistes, et par conséquent le prix des biens de consommation doit baisser à un niveau tel que les travailleurs seront capables d'acheter ces biens avec leur salaire. En conséquence, les profits dans le secteur des biens de consommation baissent du montant provenant précédemment de cette partie de la consommation des capitalistes à laquelle ils ont maintenant renoncé. Les profits totaux des capitalistes déclinent donc du montant de leur épargne supplémentaire. Moins les capitalistes dépensent en consommation, moins les profits affluent vers eux.

Mais ce n'est pas tout. La baisse des prix des biens de consommation pour des salaires monétaires temporairement inchangés conduit à une réduction de l'emploi dans l'industrie des biens de consommation. La baisse des salaires en réponse à cette évolution rend possible l'embauche par le secteur des biens d'investissement des travailleurs licenciés du secteur des biens de consommation. Désormais, la production de ce dernier ne trouve pas de clients et le prix des biens baisse. Cela provoque le licenciement de travailleurs du secteur des biens d'investissement, une réduction supplémentaire des salaires, une baisse du prix des biens de consommation, de nouveau l'embauche de travailleurs dans le secteur des biens d'investissement, une baisse du prix de ces biens, etc. En bref, il y a une baisse cumulative des prix et des salaires, qui durerait sans fin si un surcroît de demande pour les biens d'investissement n'apparaissait pas.

Cela, en effet, se produit : la chute des ventes liée à la baisse cumulative des prix et des salaires cause une baisse de la vitesse de circulation de la monnaie et, conjointement, du taux d'intérêt monétaire. Cela encourage les entrepreneurs à faire des investissements. Quand la création de pouvoir d'achat nécessaire pour ce surcroît d'investissement est égale à la destruction qui prend place dans les processus antérieurs, le système II atteint une position qui aurait été atteinte immédiatement dans le système I. De cette manière l'équilibre atteint est conforme à la division de la force de travail entre le secteur des biens de consommation et le secteur des biens d'investissement correspondant au changement des habitudes d'épargne – le seul équilibre possible, puisque que toute autre division de la force de travail provoquerait des perturbations similaires à celles décrites précédemment. Dans cette position finale, le taux monétaire est alors égal au taux d'équilibre. En effet, le taux monétaire est maintenant à un niveau pour lequel les entrepreneurs réalisent des investissements à une échelle correspondant à l'équilibre mentionné ci-dessus de la division de la force de travail, et c'est le niveau du taux d'intérêt d'équilibre qui est déterminé par les équations (1) et (2). La première de ces équations donne le volume de la production de biens d'investissement i avec l'équilibre de la division de la force de travail entre les secteurs des biens de consommation et des biens d'investissement, et la seconde détermine le taux d'intérêt pour lequel les entrepreneurs réalisent des investissements correspondant au niveau i .

5. Nous abordons maintenant le processus d'absorption de la force de travail dans le système II. Supposons qu'un excès d'offre de travail apparaisse sur le marché. Les salaires monétaires baissent. Dans le système I, le pouvoir d'achat approprié par les capitalistes doit être dépensé immédiatement en biens d'investissement. Dans le système II, d'un autre côté, un

processus de destruction du pouvoir d'achat similaire à celui décrit dans la section 4 prend place, à ceci près que le pouvoir d'achat précédemment dirigé vers la consommation, non par les capitalistes, mais par les travailleurs, n'est pas perdu. Comme dans le cas d'une hausse de l'épargne, les sommes retirées aux travailleurs et qui ne sont pas dépensées immédiatement en bien d'investissement réduisent les afflux de monnaie du montant non dépensé par les travailleurs.

Le cours détaillé de ce processus sera le suivant. Le prix des biens de consommation chute en proportion des salaires, puisque le pouvoir d'achat des travailleurs a été réduit dans cette proportion et que la consommation des capitalistes n'a pas bougé. Le revenu global de l'industrie des biens de consommation chute d'un montant égal à l'ensemble de la baisse des salaires, ses coûts ne sont réduits que du montant de la baisse des salaires des travailleurs qu'elle emploie, donc ses profits diminuent d'un montant égal à la baisse des salaires dans l'industrie des biens d'investissement. Puisque les profits dans ce secteur augmentent d'un même montant, et qu'il en résulte un profit total des capitalistes inchangé, le revenu brut des capitalistes diminue d'un montant égal à la baisse des salaires.

Qu'advient-il dans le même temps de l'excès d'offre de travail ? L'emploi est resté inchangé dans l'industrie des biens de consommation puisque les prix y ont baissé proportionnellement aux salaires. L'industrie des biens d'investissement quant à elle, dans laquelle les prix pour le moment sont restés à leur niveau initial alors que les salaires ont baissé, commence à embaucher de nouveaux travailleurs. Mais le surcroît de production n'est pas vendu ; en conséquence les prix des biens d'investissement chutent aussi, ce qui mène au licenciement des travailleurs nouvellement embauchés. Il s'ensuit une nouvelle réduction des salaires, une chute des prix des biens de consommation, le réembauchage de travailleurs dans l'industrie des biens d'investissement, une chute dans les prix de ses produits, etc. Cette baisse cumulative des prix et des salaires pourrait se poursuivre indéfiniment sans la baisse du taux d'intérêt provoqué par la baisse de la valeur nominale des ventes et de la vitesse de circulation de la monnaie. Cette diminution du taux d'intérêt encourage en effet les entrepreneurs à faire des investissements. Quand le pouvoir d'achat nécessaire à l'investissement égalise la « perte » du pouvoir d'achat des travailleurs, le système II atteint une position qui aurait été immédiatement établie dans le système I. De cette manière, l'excès d'offre de travail est complètement absorbé. On peut montrer, comme à la fin de la section précédente, que le taux monétaire ici rejoint le niveau du taux d'équilibre dans cette position finale.

6. Comme on le voit, le système II réagit à un changement de valeur des paramètres avec des perturbations beaucoup plus compliquées que dans le système I, rejoignant au final, cependant, la même position de nouvel équilibre. Ainsi le niveau de production de biens d'investissement i dans cette position finale est déterminé par l'équation (1), et le taux d'intérêt monétaire p par l'équation (2). C'est la signification essentielle de la proposition selon laquelle le taux monétaire dans cette position finale égalise le taux d'équilibre.

Il découle de ce qui précède que, pour un niveau donné de la monnaie en circulation, à cette position d'équilibre du système II correspond ici un niveau général des prix défini. Cela doit être un niveau pour lequel le rapport de la valeur nominale des ventes à la monnaie en circulation (et donc la vitesse de circulation) est suffisamment élevé pour que le taux monétaire satisfasse les équations (1) et (2).

Nous soulignons maintenant les différences entre le cours des perturbations dans le système I et II. Le système I réagit à un changement de valeur des paramètres soit par un déplacement de pouvoir d'achat de la consommation vers l'investissement (avec une baisse du taux des salaires ou une modification des habitudes d'épargne), ou seulement en ajustant le volume des décisions d'investissement à la division du travail existante (une hausse du taux d'équilibre avec l'apparition de nouvelles combinaisons productives).

Dans le système II, un changement de valeur des paramètres entraîne principalement de la création ou de la destruction de pouvoir d'achat. Il en résulte l'apparition d'une pénurie ou d'un excès de l'offre de travail, qui entraîne une baisse ou une hausse cumulative des prix et des salaires, et donc également de la valeur nominale des ventes et de la vitesse de circulation. Mais le taux monétaire – qui en est une fonction croissante – varie dans le même sens que la vitesse de circulation, et ce mouvement restaure l'équilibre. Dans la création de pouvoir d'achat pour l'investissement, une hausse du taux monétaire au niveau du taux d'intérêt d'équilibre réduit le volume des projets d'investissement à son niveau initial. Dans le cas d'une destruction de pouvoir d'achat liée à une hausse de l'épargne ou à une baisse des salaires, une chute du taux monétaire incite les entrepreneurs à investir, créant un pouvoir d'achat équivalent à celui précédemment « perdu » ; de cette manière, le pouvoir d'achat est finalement déplacé de la consommation vers l'investissement.

7. Jusqu'ici nous avons supposé que le montant de monnaie en circulation ne change pas, c'est-à-dire que la banque centrale, ajustant toujours son taux au taux monétaire du marché, ne réduit ni n'augmente ses

crédits. On abandonne maintenant cette hypothèse et on considère la possibilité d'une expansion ou d'une contraction de crédit par la banque centrale. Premièrement, il faut noter que cela ne change rien à la dépendance du taux d'intérêt à la vitesse de circulation de la monnaie. En fait, nous avons introduit cette dépendance avec l'argument suivant : quand les ventes augmentent, il y a une tendance à accroître les réserves d'encaisses dans la même proportion, et le taux d'intérêt monétaire, avec un montant constant de monnaie en circulation, doit donc augmenter suffisamment pour contrebalancer cette tendance. Mais le même argument peut être utilisé quand les réserves augmentent, mais plus lentement que les ventes ; le taux monétaire doit aussi augmenter dans ce cas.

Ainsi, si la banque centrale maintient son taux constant lorsque le volume global des ventes augmente, la monnaie en circulation, donc le crédit bancaire, doit augmenter dans les mêmes proportions. Si la banque augmente ses crédits plus lentement, elle doit alors augmenter son taux, mais d'un montant inférieur à la hausse qui aurait lieu si les crédits, et donc la monnaie en circulation, restaient constants. On peut supposer que la banque centrale poursuit effectivement une telle politique : face à une hausse des ventes, elle augmentera à la fois le niveau des crédits et celui du taux d'intérêt.

Dans ce cas, l'expansion et la contraction des crédits ne changent rien à notre argument précédent, puisque la prémisse de base – accroissement du taux d'intérêt avec le volume monétaire des ventes – tient toujours. Examinons par exemple la création de pouvoir d'achat à des fins d'investissement. Elle est effectuée en augmentant à la fois la vitesse et le volume de monnaie en circulation. Il s'ensuit une hausse cumulative des prix et des salaires, et donc également du volume monétaire des ventes, accompagnée par une hausse toujours plus grande des crédits par la banque centrale, ainsi que par celle de son taux d'intérêt. Celui-ci doit donc au final rejoindre le niveau du taux d'équilibre.

Mais que se passerait-il si la banque persistait à maintenir son taux inchangé ? Dans ce cas, la hausse cumulative des prix, des salaires et de la valeur monétaire des ventes deviendrait infinie, et le crédit augmenterait également sans fin : l'inflation se transformerait en hyperinflation.

Cependant, si nous laissons de côté ce cas ne correspondant pas à notre hypothèse sur la politique de la banque centrale, on peut dire que l'inflation de crédit dans le système II ne change fondamentalement ni le cours des perturbations ni leur résultat final. Ce dernier doit toujours satisfaire les équations :

$$i = f(R, S) \quad (1)$$

$$\Psi(R, S, p) = i \quad (2)$$

qui indiquent que le taux monétaire p (coïncidant naturellement avec le taux de la banque centrale) doit alors être égal au taux d'équilibre.

Si la politique de la banque centrale est connue, en d'autres termes si nous savons comment elle augmente son taux d'intérêt avec la hausse du volume monétaire des ventes, un niveau général des prix strictement déterminé correspondra alors à cette position d'équilibre. Ce niveau doit être celui pour lequel le volume monétaire des ventes atteint la valeur pour laquelle le taux d'intérêt de la banque centrale est égal au taux d'équilibre.

Système III

1. Tout excès d'offre de travail dans le système II entraîne une baisse des salaires, et par là, déclenche un mécanisme éliminant le chômage. La principale voie de transmission ici est le taux d'intérêt, qui chute avec le volume monétaire des ventes. C'est ce qui est essentiel dans le fait que le système II atteigne le même équilibre que le système I. En réalité, cependant, on observe que tant qu'il reste inchangé, le chômage existant n'exerce pas de « pression » sur le marché. Sans chercher à en expliquer les raisons, nous allons continuer à étudier le système II, mais en y rendant possible l'existence d'une armée de réserve du chômage. C'est ce que nous appelons le système III.

2. Comme ci-dessus, nous notons l'offre totale de travail R . Supposons que le niveau de l'emploi actuel soit de r , alors $R - r$ sera le niveau du chômage n'exerçant pas de pression sur le marché. On appelle quasi-équilibre cette position du système III qui est identique à celle prévalant dans le système II pour un niveau global de l'offre de travail dans ce système égale à r . Ainsi dans une position de quasi-équilibre, les équations suivantes sont vérifiées :

$$i = f(r, S) \quad (1a)$$

$$\Psi(r, S, p) = i \quad (2a)$$

Où i est la production de biens d'investissement, S la consommation des capitalistes, constante, et p le taux d'intérêt monétaire. Du fait que p satisfasse l'équation (2a), dans laquelle la production d'investissement i a une valeur déterminée par l'équation (1a), il s'ensuit qu'il n'y a pas dans cette position de création ou de destruction de pouvoir d'achat. On peut décrire cet état des affaires en disant que le taux monétaire ici égalise le taux de quasi-équilibre, c'est-à-dire le taux satisfaisant les équations (1a) et (2a).

Le quasi-équilibre n'est déterminé que lorsque le niveau courant de l'emploi r est donné. Dans le système III, une infinité de quasi-équilibre peut donc être associée à un niveau donné de l'offre de travail R . Cette indétermination peut être supprimée en ajoutant une hypothèse correspondant à la réalité. Nous supposons que, lorsque le niveau d'emploi passe d'un certain niveau à un niveau plus faible, les salaires monétaires augmentent d'une manière particulière. Alors que le chômage *existant* n'exerce pas de pression sur le marché, on postule que les *variations* du chômage entraînent une hausse ou une baisse définie des salaires monétaires, qui dépend de l'ampleur et de la direction de cette variation.

Il découle de ces hypothèses que pour un niveau de l'offre de travail R donné, il existe un niveau strictement déterminé du salaire monétaire pour chaque niveau d'emploi r . Cependant puisque n'importe quel ensemble donné des valeurs de r , S déterminera les rapports des prix des biens de consommation et d'investissement aux salaires, ainsi que les volumes respectifs de ces biens, le volume monétaire des ventes est une fonction de R , r et S . Mais, étant donné la politique de la banque centrale, le taux d'intérêt monétaire est encore une fonction du volume monétaire des ventes, de telle sorte que l'on peut écrire l'équation :

$$p = \eta(R, r, S) \quad (3)$$

Où η est une fonction croissante de l'emploi r , puisqu'avec sa hausse le niveau des salaires nominaux, les rapports des prix aux salaires et le volume des ventes augmentent simultanément.

L'équation (3), associée aux équations (1a) et (2a) nous autorise à déterminer l'emploi r , la production de bien capitaux i et le taux d'intérêt p , si on connaît l'offre totale de travail disponible R et la consommation des capitalistes S – le quasi-équilibre est alors strictement déterminé.

3. Supposons que de nouvelles combinaisons productives apparaissent, générant une tendance à accroître le nombre de projets d'investissement. Comme dans le système II, le pouvoir d'achat dans le système III pour l'investissement sera créé par une hausse de la quantité et de la vitesse de circulation de la monnaie. Le cours détaillé du processus est le suivant.

La demande accrue pour les biens d'investissement entraîne une hausse de leur prix relativement aux salaires. Il y a en conséquence apparition d'une demande de travail émanant de l'industrie des biens d'investissement, qui est satisfaite, non comme dans le système II en « repêchant » des salariés issus de l'industrie de la consommation, mais en puisant dans la réserve des chômeurs. La demande de biens de consommation augmente avec cette hausse de l'emploi, leurs prix augmentent relativement

aux salaires (le taux de salaire réel baisse), et l'industrie des biens de consommation augmente sa production, en puisant dans la réserve des chômeurs. Les salaires monétaires – en accord avec nos hypothèses – augmentent aussi pendant ce processus en lien avec la réduction du chômage. Cela affecte naturellement le mouvement des prix : en plus de la hausse initiale, qui entraîne une hausse du rapport des prix aux salaires, les prix doivent en plus augmenter proportionnellement aux salaires. Ce processus se traduit par une hausse des profits des capitalistes égale à la somme du pouvoir d'achat créé pour l'investissement : une partie est gagnée directement par l'industrie des biens d'investissement et le reste – égal à la somme des salaires dans cette industrie – par l'industrie des biens de consommation. (En effet les recettes de l'industrie des biens de consommation augmentent autant que la hausse totale des salaires, mais ses coûts n'augmentent que du montant des salaires des travailleurs qu'elle emploie.) De cette façon, plus le flux de pouvoir d'achat orienté vers la production est élevé, plus il en revient sous forme de profits gagnés. En lien avec l'exécution d'un nombre plus élevé de projets d'investissement, et donc avec la hausse de la production de biens d'investissement, un facteur apparaît, cependant, qui restreint cette hausse. Avec la hausse du prix et du volume de la production globale, le taux monétaire augmente aussi, et cela inhibe la réalisation de certains projets. Un nouveau quasi-équilibre est atteint quand la production de biens d'investissement atteint un niveau i_1 qui est « permis » par le taux monétaire correspondant p_1 . Si la production de biens d'investissement était inférieure à i_1 , alors le volume monétaire des ventes le serait aussi. Le taux monétaire serait donc plus bas que p_1 et permettrait un volume d'investissement plus élevé que i_1 et donc toujours plus grand que i_1 , et l'expansion continuerait. En d'autres termes, l'expansion continuerait tant que le taux monétaire n'aurait pas rejoint le nouveau taux de quasi-équilibre.

Cette description du mécanisme d'atteinte du quasi-équilibre n'est pas précise si on omet un facteur important : le surcroît de production et la hausse du rapport des prix aux salaires accroissent en retour la profitabilité, ce qui engendre une hausse supplémentaire de l'investissement (en plus de celle provoquée par les « nouvelles combinaisons de production »). Ainsi, le quasi-équilibre sera établi à un niveau plus élevé de la production de biens d'investissement i et du taux d'intérêt p que ceux qui découlent de nos arguments précédents. On voit que – à la différence du système II – l'apparition de nouvelles combinaisons productives provoque dans le système III une hausse durable de la production de biens d'investissement. Cela se passe avec une hausse de l'emploi et de la production

de biens de consommation. Le profit réel des capitalistes augmente à la fois grâce à la hausse de la production et à la baisse du salaire réel (le prix des biens de consommation augmente plus que les salaires). Avec une consommation des capitalistes constante, cette hausse des profits réels est égale à la hausse de la production des biens d'investissement.

4. Examinons maintenant les effets d'une hausse de l'épargne dans le système III. Comme dans le système II, la baisse de la consommation des capitalistes S engendre une perte de pouvoir d'achat. Les prix des biens de consommation atteignent un niveau pour lequel les travailleurs peuvent acheter des biens que les capitalistes ne consomment plus. Il s'ensuit que le profit des capitalistes diminue d'un montant égal à celui de la baisse de leurs dépenses en biens de consommation. Moins les capitalistes dépensent en biens de consommation, moins ils gagnent de profit. La baisse du ratio des prix de biens de consommation aux salaires entraîne une baisse de l'emploi dans l'industrie des biens de consommation. Le chômage augmente et en conséquence les salaires diminuent, entraînant une baisse additionnelle des prix (la baisse des prix restant plus forte que la baisse des salaires). Mais cette chute des prix, des salaires et de la production, c'est-à-dire de la valeur monétaire des ventes, provoque une baisse du taux d'intérêt nominal qui incite à augmenter l'activité d'investissement. Un nouveau quasi-équilibre est établi de la manière suivante : la hausse du chômage engendrée par le licenciement des salariés de l'industrie des biens de consommation est telle que la baisse du taux d'intérêt monétaire (provoquée par la baisse de la valeur nominale des ventes) suffit à faire augmenter la production de biens d'investissement à un niveau permettant l'absorption des travailleurs licenciés. Il faut aussi noter que la rentabilité diminuera avec la baisse de la production et une baisse des prix plus forte que celle des salaires. Cela restreint l'expansion de l'investissement, de telle sorte qu'on atteint un quasi-équilibre pour lequel le niveau de la production de biens d'investissement i , de l'emploi r et du taux d'intérêt p est plus faible que celui qui découle des arguments précédents. La production de biens d'investissement peut même s'établir à un niveau plus faible que celui précédant le changement des habitudes d'épargne. Comme on le voit, à cause de la hausse de l'épargne, le système III atteint un nouveau quasi-équilibre caractérisé par un niveau plus faible de la production et de l'emploi. Dans certains cas, la production de biens d'investissement peut aussi baisser. Même dans le cas d'une hausse de la production d'investissement i , cette hausse ne compense pas la baisse de la consommation des capitalistes S : la baisse de la production globale et la hausse des salaires réels (due à une baisse des prix des biens

de consommation plus forte que celle des salaires) se traduisent par des profits moindres que pour le quasi-équilibre précédent.

Conclusion

Pour satisfaire l'objectif du présent essai, nous avons seulement étudié la formation de l'équilibre (ou du quasi-équilibre) avec un stock de capital déjà existant, d'un volume et d'une structure définies mais essentiellement arbitraires. Le niveau et la direction de l'investissement qui découlent de l'atteinte de l'équilibre ne maintiendront pas inchangés le volume et la structure précédente du capital : l'investissement dans les industries individuelles ne sera pas au total égal à la dépréciation du capital fixe dans ces industries. Mais la modification du volume et de la structure du capital qui en résulte transforme les fonctions qui apparaissent dans nos équations d'équilibre (ou de quasi-équilibre) de base, et cela affecte ainsi la nouvelle position d'équilibre. Il y aura donc un mouvement continu à travers une série de quasi-équilibres jusqu'à ce que l'équilibre final soit atteint, correspondant à une position dans laquelle l'investissement ne modifie plus le volume et la structure du capital¹. En fait, ce n'est pas la seule possibilité si l'on prend en compte le temps de construction des nouveaux biens d'investissement. Il peut y avoir un mouvement cyclique des quasi-équilibres, tel que l'équilibre final n'est jamais atteint. Il s'agit selon moi de la bonne manière de penser les fluctuations des affaires². Une analyse détaillée de toutes ces questions dépasse le cadre de cet essai.

1 Si la croissance de la population et le progrès technique sont pris en compte, cette définition doit alors être modifiée en conséquence.

2 Voir Michal Kalecki, *Essay on the Business Cycle Theory*.

Bibliographie générale

- Assous Michaël, 2006, « Kalecki était-il keynesien avant Keynes? », *Revue Économique*, vol. 57, n° 2, p. 165-183.
- Assous Michaël, 2007, « Kalecki's 1934 model VS. the IS-LM model of Hicks (1937) and Modigliani (1944) », *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 14, p. 97-118.
- Assous Michaël, 2014, « "Michal Kalecki : An Intellectual Biography : Volume I, Rendez-vous in Cambridge 1899-1939" by Jan Toporowski », *Journal of Economic Literature*, vol. 52, n° 2, p. 538-540.
- Assous Michaël, Dutt Amitava, Fourchard Paul, Pottier Antonin, 2017, « (In-)stability in Kalecki's early macroeconomics », *Journal of the History of Economic Thought*, à paraître.
- Blanchard Olivier Jean et Fischer Stanley, 1987, « Monopolistic competition and the effects of aggregate demand », *American Economic Review*, vol. 77, n° 4, p. 647-666.
- Chapple Simon, « The kaleckian origins of the keynesian model », *Oxford Economic Papers*, vol. 47, n° 3, p. 525-537.
- Clark Colin, 1937, *National Income and Outlay*, Londres, Macmillan.
- Dunlop John Thomas, 1938, « The movement of real and money wage rates », *Economic Journal*, vol. 48, p. 413-414.
- Feiwel George, 1975, *The Intellectual Capital of Michal Kalecki*, Knoxville, University of Tennessee Press.
- Fourchard Paul, 2012, *La construction d'une théorie de la dynamique de l'emploi et des salaires chez Kalecki de 1932 à 1944*. En ligne : [http://dumas.ccsd.cnrs.fr/docs/00/80/21/31/PDF/2012-06_FOURCHARD_CON.pdf] (consulté le 28 septembre 2015).
- Frisch Ragnar, 1933, « Propagation problems and impulses problems in dynamics economics », *Economic Essay in honour of Gustav Cassel*, Londres, George Allen & Unwin, p. 171-205.
- Gomulka Stanislaw, Davies Roy O. et Ostaszewski Adam, 1990, « The innovation rate and Kalecki's theory of trend, unemployment and the business cycle », *Economica*, vol. 57, n° 228, p. 525-540.
- Goodwin Richard, 1986, « Kalecki's economic dynamics : a personal view », repris dans Sebastiani (1989), *M. Kalecki's Relevance Today*, Londres, Macmillan.

- Harrod Roy, 1934, « Doctrines of imperfect competition », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 48, p. 442-470.
- Harrod Roy, 1937, « Mr. Keynes and traditional theory », *Econometrica*, vol. 5, p. 74-86.
- Hicks John-Richard, 1937, « Mr. Keynes and the "Classics" : a suggested interpretation », *Econometrica*, vol. 5, n° 2, p. 147-159.
- Hicks John-Richard, 1939, *Value and Capital*, 2nd edition, Oxford, Clarendon Press.
- Kaldor Nicholas, 1934, « The Equilibrium of the Firm », *The Economic Journal*, vol. 44, n° 173, p. 60-76.
- Kaldor Nicholas, 1940, « A model of trade cycle », *The Economic Journal*, vol. 50, n° 197, p. 78-92.
- Kaldor Nicholas, 1960, *Essays on the Economic Stability and Growth*, New York, Holmes and Meier Publishers, Inc.
- Kaldor Nicholas, 1987, *Économie et instabilité*, Paris, Economica.
- Kaldor Nicholas, 1989, « Personal recollection on Michał Kalecki », *Kalecki's Relevance Today*, Mario Sebastiani éd., Londres, Macmillan.
- Kalecki Michał, 1928a, « Szwedzki trust zapalczany », *Przegląd Gospodarczy*, vol. 9, n° 3, p. 101-104, traduit en « The Swedish match trust » dans Kalecki 1996, p. 61-69.
- Kalecki Michał, 1928b, « Wojna naftowa », *Przegląd Polityczny*, vol. 10 n° 3-4, p. 77-85, traduit en « The petroleum war » dans Kalecki 1996, p. 111-20.
- Kalecki Michał, 1932a, « Zmierzch Deterdinga », *Przegląd Socjalistyczny*, vol. 2, n° 12, p. 4-5, traduit en « The fall of Deterding » dans Kalecki 1996, p. 170-173.
- Kalecki Michał, 1932b, « Podstawy konfliktu mandzurskiego », *Przegląd Socjalistyczny*, vol. 2, n° 2, p. 6-8, traduit en « Foundations of mandchurian conflict » dans Kalecki 1996, p. 157-161.
- Kalecki Michał, 1932c, « Wojna na Wschodzie », *Przegląd Socjalistyczny*, vol. 2, n° 5, p. 1-3, traduit en « War in the East » dans Kalecki 1996, p. 164-169.
- Kalecki Michał, 1932d, « Uwagi o hitleryzmie i 'sferach gospodarczych' », *Przegląd Socjalistyczny*, vol. 2, n° 3, p. 5-6, traduit en « Remarks on Hitlerism and business spheres » dans Kalecki 1996, p. 162-163.
- Kalecki Michał, 1933a, *Proba Teorii Koniunktury*, Varsovie : Instytut Badania Koniunktur Gospodarczych i Cen, traduit en *Essay on the Business Cycle* dans Kalecki 1990, p. 65-108.
- Kalecki Michał, 1933b, « Odpowiedz na „Uwagi krytyczne o jednej z matematycznych teorii koniunktury” Aleksandra Rajchmana », *Kwartalnik Statystyczny*, vol. 10, n° 4, p. 497-502, traduit en « "Critical Remarks on one of the Mathematical Theories of the Business Cycle" by Aleksander Rajchman : A rejoinder » dans Kalecki 1990, p. 109-119.
- Kalecki Michał, 1934, « Trzy układy », *Ekonomista*, 34, p. 54-70, traduit en « Three systems » dans Kalecki 1990, p. 201-219.
- Kalecki Michał, 1935a, « A macrodynamic theory of the business cycle », *Econometrica*, vol. 3, n° 3, p. 327-344.
- Kalecki Michał, 1935b, « Essai d'une théorie du mouvement cyclique des affaires », *Revue d'économie politique*, vol. 2, mars-avril, p. 285-305.
- Kalecki Michał, 1935c, « Istota propawy koniunkturalnej », *Polska Gospodarcza*,

- vol. 43, p. 1320-1324, traduit en « The mechanism of the business upswing » dans Kalecki 1971, p. 25-34.
- Kalecki Michal, 1936a, « Pare uwag o teorii Keynesa », *Ekonomista*, vol. 3, p. 18-26, traduit en « Some remarks on Keynes's theory » dans Kalecki 1990, p. 223-232.
- Kalecki Michal, 1936b, « Comments on the macro-dynamic theory of business cycles », *Econometrica*, vol. 4, n° 4, p. 356-60.
- Kalecki Michal, 1937, « A theory of the business cycle », *Review of Economic Studies*, vol. 4, n° 2, p. 77-97.
- Kalecki Michal, 1938, « The lesson of the Blum experiment », *Economic Journal*, vol. 48, n° 1, p. 26-41.
- Kalecki Michal, 1939, *Essays in the Theory of Economic Fluctuations*, Londres, Allen & Unwin.
- Kalecki Michal, 1941, « A theorem on technical progress », *Review of Economic Studies*, vol. 8, n° 3, p. 178-84.
- Kalecki Michal, 1943a, *Studies in Economic Dynamics*, Londres, Allen & Unwin.
- Kalecki, Michal, 1943b, « Political aspects of full employment », *The Political Quarterly*, vol. 14, n° 4, p. 322-330.
- Kalecki Michal, 1944, « Prof. Pigou on "The classical stationary state", a comment », *The Economic Journal*, avril, p. 285-305.
- Kalecki Michal, 1954, *Theory of Economic Dynamics : An Essay on Cyclical and Long-Run Changes in Capitalist Economy*, Londres, Allen & Unwin.
- Kalecki Michal, 1965, « Econometric model and historical materialism », dans *On Political Economy and Econometric : Essays in Honour of Oskar Lange*, Varsovie, Polish Scientific Publishers et Oxford, Pergamon Press, p. 233-238.
- Kalecki Michal, 1966, *Studies in the Theory of the Business Cycles : 1933-1939*, Oxford, Basil Blackwell.
- Kalecki Michal, 1971a, « Class struggle and distribution of national income », *Kyklos*, vol. 24, n° 1, p. 1-9.
- Kalecki Michal et Kowalik Tadeusz, 1971b, « Osservazioni sulla "riforma cruciale" », *Political ed Economia*, vol. 2-3, p. 190-196, traduit en « Observation on the "Crucial Reform" » dans Kalecki 1991, p. 467-476.
- Kalecki Michal, 1971c, *Selected Essay on the Dynamics of a Capitalist Economy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Kalecki Michal, 1990, *Collected works of Michal Kalecki*, vol. 1 : « Capitalism, Business Cycles and Full Employment », Oxford, Clarendon Press.
- Kalecki Michal, 1991, *Collected works of Michal Kalecki*, vol. 2 : « Capitalism, Economic Dynamics », Oxford, Clarendon Press.
- Kalecki Michal, 1996, *Collected works of Michal Kalecki*, vol. 6 : « Studies in Applied Economics 1927-1941, Miscellanea », Oxford, Clarendon Press.
- Kalecki Michal, 1997, *Collected works of Michal Kalecki*, vol. 7 : « Studies in Applied Economics 1940-1967, Miscellanea », Oxford, Clarendon Press.
- Keynes John Maynard, 2005, *Théorie Générale de l'Emploi de l'Intérêt et de la Monnaie* [1936], Paris, Payot.
- Klein Lawrence-Robert, 1951, « The life of John Maynard Keynes », *Journal of Political Economy*, vol. 59, octobre, p. 443-451.

- Kuznets Simon, 1937, *National Income and Capital formation 1919-1935*, National Bureau of Economic Research, Inc.
- Lange Oskar, 1970, « Say's Law : a restatement and criticism » [1942], *Papers in Economics and Sociology 1930-1970*, p. 149-170.
- López Julio G. et Assous Michaël, 2010, *Michał Kalecki*, Londres, Palgrave Macmillan.
- Lenine Vladimir Ilitch, 1970, *L'Impérialisme Stade Suprême du Capitalisme* [1917], Moscou, Édition du Progrès.
- Modigliani Franco, 1944, « Liquidity preference and the theory of interest and money », *Econometrica*, vol. 12, n° 1, p. 44-88.
- Patinkin Don, 1982, *Anticipations of the « General Theory » and other Essays on Keynes*, Oxford, Basil Blackwell.
- Pigou Arthur-Cecil, 1943, « The classical stationary state », *The Economic Journal*, vol. 53, n° 212, p. 343-351.
- Robinson Joan Violet, 1952, *The rate of Interest and Other Essays*, Londres, Macmillan.
- Robinson Joan Violet, 1964 « Kalecki and Keynes », *Problems of Economic Dynamics and Planning, Essays in Honour of Michał Kalecki*, T. Kowalik éd., Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, p. 335-341.
- Robinson Joan Violet, 1965, *Collected Papers*, vol. 3, Oxford, Blackwell.
- Robinson Joan Violet, 1976, « Michał Kalecki. A neglected prophet », *New York Review of Books*, vol. 3, n° 3, p. 28-30.
- Samuelson Paul Anthony, 1981, « Bertil Ohlin (1899-1979) », *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 83, n° 3, p. 355-371.
- Sawyer Malcom C., 1985, *The Economics of Michał Kalecki*, Londres, Macmillan.
- Sebastiani Mario, 1994, *Kalecki and Unemployment Equilibrium*, Londres, Macmillan.
- Sollow Robert M., 1975, « Reviewed work : *The Intellectual Capital of Michał Kalecki : A Study in Economic Theory and Policy*. by George R. Feiwel », *Journal of Economic Literature*, vol. 13, n° 4, p. 1331-1335.
- Tarshis Lorie, 1939, « Changes in real and money wages », *Economic Journal*, vol. 49, p. 150-154.
- Tinbergen Jan, 1935, « Suggestions on quantitative business cycle theory », *Econometrica*, vol. 3, n° 3, p. 241-308.
- Tobin James, 1975, « Keynesian Models of Recession and Depression », *American Economic Review*, vol. 65, n° 2, p. 195-202.
- Tobin James, 1983, *Réflexions sur la théorie macroéconomique contemporaine*, Paris, Economica.
- Toporowski Jan, 2013, *Michał Kalecki : An Intellectual Biography : volume I Rendezvous in Cambridge 1899-1939*, Londres, Macmillan.
- Woodford Michael, 1988, « Expectations, finance and aggregate instability », *Finance Constraints, Expectations, and Macroeconomics*, Kohn Meir et Tsiang Shoh-Chieh éd., Oxford, Oxford University Press, p. 230-261.
- Woodford Michael, 1989, « Finance, instability and cycles », *Financial Dynamics and Business Cycles*, Willi Semmler éd., New York, M.E. Sharpe, p. 18-37.